

la Gueule ouverte

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

Bretagne

Côte d'Azur

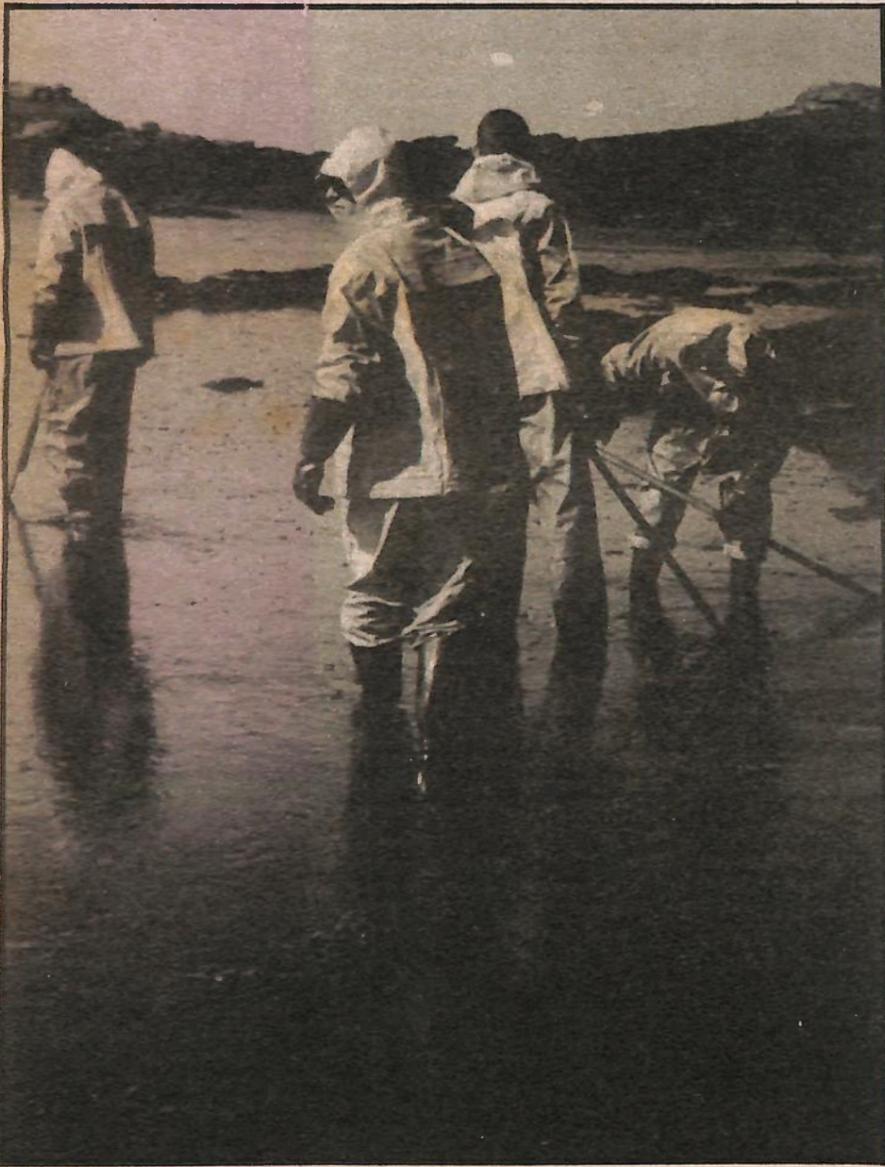


photo Xavier Lambours



photo Gaillocher

un choix déchirant

COURRIER

Adagio lamentable

Dimanche 9 juillet; exposition sur l'énergie solaire sur le parcage des grottes de Blannot, près de Cluny, Saône-et-Loire. Quelques panneaux présentent le nucléaire en Bourgogne, les ressour-

ces solaires de la France, le fonctionnement de divers engins. Trois ou quatre appareils disséminés sur l'herbe, étiquetés : séchoirs à fruits, four, chauffe-eau solaire. Une sorte de télé installée à l'arrière d'une camionnette distille de pâles images... Quelques écolos étendus sur l'herbe; il n'y en a qu'un qui se donne la peine de parler au public : personne pour expliquer les panneaux; et pourtant qu'est-ce que c'est un wh/m²? Qu'est-ce que ça fait d'en avoir 5 000 ou 8 000? Il n'y a pas de panneau pour l'énergie solaire en Bourgogne; n'y a-t-elle reçu encore

aucune application? Personne pour recueillir adresses ou signatures... Alors dites-moi, camarades, c'est avec ça que vous voulez démontrer votre supériorité sur E.D.F.? C'est avec ces panneaux mal foutus, épinglés sur fonds de papiers déchirés, que vous pensez convaincre le bon public bourguignon du dimanche? Ne pensez-vous pas que vous le convainquez plutôt de votre peu de sérieux? Bien sûr, nous le savons, vous avez peu de moyens. Mais avec du papier et des feutres, on peut écrire correctement, présenter au moins des panneaux propres et complets. On peut mettre le panneau du chauffe-eau solaire sous le chauffe-eau solaire et non à cinq mètres de là. Mais avec des gens décidés on peut expliquer aux gens ce qu'on leur montre. Ne seriez-vous qu'à moitié convaincus? Ou cherchez-vous seulement à vous faire (à moitié) plaisir? Ou pensez-vous que votre public ait à faire l'effort de se hisser à votre altitude? Vous n'êtes pas seuls, hélas, à redouter semble-t-il une incarnation trop réaliste de vos convictions : récemment, à l'occasion de la

foire aux vins de Mâcon, six organisations tiers-mondistes coordonnaient leurs efforts pour présenter le film *L'Arme du Blé* à un public de... six personnes. Et j'ai été invité à la présentation d'un montage sur le peuple sahraoui dont le souvenir le plus vigoureux est celui de photos qui se recouvrent, d'une sono qui ne marche pas, d'une lampe qui tombe en panne... Les enfants de lumière seraient-ils décidément moins bons que ceux du nucléaire? Dommage; ça fait de la très bonne réclame pour Boiteux, comme le montrent quelques réflexions entendues à la sortie... Alors, camarades - puisque vous avez quelque chose à dire - dites-le avec un langage clair; avec des moyens pauvres puisque vous êtes pauvres, mais utilisés avec les richesses de l'imagination. Avec le souci de vous faire comprendre d'un public, plus enclin, comme tous les publics, à accueillir ce qui vient à lui qu'à se jeter dans vos bras.

François de Ravignan ●

Ecolos privilégiés

Je suis abonnée à la Gueule Ouverte depuis un an et demi. J'avais découvert ce journal par un copain en Haute-Volta où j'étais, dans les villages de brousse, pour vivre, aider et partager avec les villageois africains.

Depuis que je suis rentrée en France, j'ai du mal à me remettre dans le rythme infernal de la civilisation occidentale. Mais j'ai envie de réagir, de faire partager mon expérience, de lutter pour une plus juste égalité des peuples, des ressources, de la terre et de l'argent. Je croyais que dans des journaux comme «La Gueule Ouverte» quise dit «d'écologie politique et de désobéissance civile», il serait possible d'aborder ces thèmes-là qui concernent la population entière, car le problème du paysan africain est très lié à celui du paysan français. Mais votre journal, en faites-vous un journal accessible à tout le monde? Non! Ce sont les continus petits problèmes des écolos privilégiés qui peuvent se permettre de gueuler. Parlez-vous des véritables problèmes du paysan qui est le premier écologiste même si, malgré lui, il est obligé de faire de l'agriculture chimique? Il faut être né, avoir vécu et souffert pour voir ce que sont les véritables problèmes. Etre paysan ne s'improvise pas selon ses envies d'écologiste, cela se vit. Et le tiers-monde, l'écologie du tiers-monde ne dépend-elle pas de nous, pays civilisés qui l'exploitons? Pourquoi n'en parle-t-on pas? Devons-nous nous taire? La France exploite le Niger qui détient des mines d'uranium pour nos centrales. Et quel est le sort du paysan africain face à l'agrobusiness occidental? Désertification, récupération et exploitation des biens par la classe dominante entretenue par les pays riches, etc.

Il y aurait tant de choses à dire, à étudier et à créer pour éviter cela. Car il ne suffit pas, je crois, d'aller s'installer dans sa petite ferme en campagne pour se dire écologiste. La lutte politique non-violente est là et doit s'affirmer. Aider les gens en allant avec eux et recréer de nouvelles structures en marge du système établi par les «blancs et noirs nantis». Voilà ce qu'il faut dire et faire. Ouvrir votre journal à ce genre de lutte et ne pas se contenter des petits groupes de femmes, d'hommes qui vivent en cercle fermé leur petite aventure d'écologiste pendant quelques mois.

Amicalement.

Pierrette ●

SOMMAIRE

L'Espagne dans le Marché Commun : peut-on encore parler d'Occitanie pp. 3-4

Bacchantes ou sorcières : quarante femmes aux Circauds pp. 6-7

Lambert à la chasse aux masques p. 9

Dossier transports urbains : le cas de Grenoble pp. 10-14

La malaria revient en force p. 17

Proche-Orient en feu : une voix de paix pp. 18-19

Avec un supplément central de quatre pages : où va la Gueule Ouverte? Voulez-vous y aller avec nous?



petit-roulier

Nous irons au bois

Réprésentant les associations de défense régionales et les groupes écologiques (Fasee, Adec, Association pour la Sauvegarde de St Paul, Amis de la Terre), le 19 juin, nous nous sommes attachés aux arbres du bois de Léouvé à Saint Paul de Vence. Ces arbres sont sacrifiés aux bétonneurs pour les travaux de la future pénétrante Cagnes-Vence. Par ce geste, nous (écologistes et habitants de la région) exprimons notre total désaccord avec l'optique d'hyperaménagement imposée à notre département et dont les excès sont fatals aux sites qui faisaient la renommée des Alpes Maritimes.

Or, derrière cette route à 4 voies, il y a les promoteurs, les spéculateurs, les profiteurs du béton qui attendent pour

saccager l'arrière-pays, comme ils l'ont déjà fait sur la côte. Voyez ce qu'est devenue la Côte d'Azur? Un serpent de béton. Comme il n'y a pratiquement plus de place pour construire sur le bord de mer, les promoteurs s'attaquent à Vence (le Plan des Noves), à Tourettes (le Caire) où il est prévu des lotissements de luxe, puis à la montagne (Gréolières, Coursegoules, Caussois...). Et précisément, cette pénétrante est la porte ouverte à l'urbanisation effrénée de l'arrière-pays.

Il est assez étonnant de savoir que plusieurs sociétés immobilières étrangères sont propriétaires des terres environnantes des pays Niçois, Vençois et Grassois : 12 du Liechtenstein, 8 de Suisse, 5 de Monaco, 1 du Japon, 1 de Tahiti, 1 des Bermudes.

Nous avons arrêté le massacre en occupant en permanence le bois de Léouvé, et surtout en nous attachant aux arbres promis à l'abattage et en nous couchant devant les bulldozers.

Cela fait 3 semaines que ça dure, 3 semaines que nous attendons une réponse satisfaisante de la part des pouvoirs publics et du préfet, à savoir : l'étude sérieuse d'un contre-projet déjà proposé depuis plusieurs années, qui éviterait d'abattre des arbres, et qui respecterait les terres agricoles du Malvan; la protection totale des monts de l'arrière-pays et l'abandon de tous projets immobiliers de grande envergure, ainsi que le classement du site de St Paul.

Dimanche 25 juin, une centaine de personnes sont venues assister à la plantation d'un arbre symbolique en hommage aux cent autres assassinés.

L'occupation dure toujours et nous appelons tous ceux qui ont l'occasion de se rendre dans les Alpes Maritimes à venir nous soutenir au bois de Léouvé, route de Cagnes à Vence, au carrefour des Espinets.

le Collectif ●

Haute tension

Une ligne E.D.F. à très haute tension (750 mille volts) avec des pylones de 40 m et plus coupera le Gard à partir de Tavel en direction de Montpellier, Toulouse et la frontière espagnole.

Cette ligne doit raccorder les centrales nucléaires présentes et futures des bords du Rhône à la zone industrielle de Toulouse; dévoreuse d'énergie. Elle servira aussi à alimenter l'Espagne dans le cadre du marché commun de l'électricité.

Ce chantier va profiter à la société Sofitel, entreprise fraîchement créée, présidée par Pierre d'Ornano, parent du ministre. Le travail effectif sera à la charge des entreprises Pellegrin et Gim qui feront la sous-traitance. La facture

E.D.F. sera majorée des frais d'intermédiaires dont on pourrait se passer.

La ligne dévastera au passage de nombreux sites naturels et historiques (entre autres Bernègre près de Remoulins). La Direction Régionale des Antiquités par manque d'information n'a pas eu le temps de classer ces sites.

Pourtant l'inspection Régionale des sites, a avalisé le projet E.D.F. sans sourciller. Ce défaut de vigilance peut surprendre quand on sait qu'à St Siffret (sur le périmètre de la ligne) elle interdit la construction d'un réservoir d'eau trois fois moins élevé que les futurs pylones.

Une certitude : les propriétés et les garrigues se trouvant sur le passage de la ligne en subiront les effets. Les travaux de déboisement vont accroître l'érosion; et la dégradation des sols sans diminuer les risques d'incendie qu'elle crée. Pourquoi l'office des forêts a-t-il approuvé l'emploi d'un défoliant (dioxine) du type fabriqué à

Séveso? Les récoltes seront amoindries par le rayonnement de la ligne : à Jonquières St Vincent on en sait quelque chose!

Les dangers pour les personnes sont sans proportion avec les indemnités dérisoires offertes pour la pose obligatoire des pylones sur les propriétés. Des études spécialisées effectuées aux USA et en Union Soviétique ont relevé de graves inconvénients pour les personnes travaillant au voisinage de ces lignes : troubles nerveux, affaiblissement général, atteintes sexuelles... Cela entraîne une réglementation sévère dans ces pays : il est interdit de séjourner ou de travailler dans un vaste périmètre autour de ces lignes qui ne doivent pas longer les routes et les voies ferrées. Aux USA le projet «Sanguine» de haute tension a été abandonné.

En France il ne semble pas que la santé et la sécurité des personnes inquiètent les pouvoirs publics concernés.

Pourtant les usagers qui paient le courant au prix fort n'ont rien à gagner dans cette affaire. On nous trompe en

prétendant que nous manquons d'électricité alors que le gaspillage industriel et énergétique (centrale d'Aramon, tout électrique) est encouragé. La vérité c'est que le réseau basse tension est insuffisant et vétuste (ligne Beaucaire-Uzès), que l'on commence par construire un réseau basse tension en harmonie avec les besoins réels de la région! En refusant le gigantisme de la haute tension, E.D.F. fera des économies par élimination des pertes (50 à 200 watts par mètre) sur les câbles.

Pour sauvegarder les sites du Gard et l'intérêt des populations nous en appelons à l'opinion publique, aux élus et parlementaires de la région. Il faut faire vite, déjà on entend le bruit des bulldozers.

Dans l'Hérault, 4 associations écologiques et des conseillers généraux s'opposent au projet E.D.F. Nous lançons une invitation à l'union des associations écologiques pour une action commune.

Mouvement écologiste du Gard ●

Administration
BP 26
71800 La Clayette
Tel : (85) 23 60 24
Télex : ECOPOLE 801 630 F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 20100F.

Abonnement 170 à 250 F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 75F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulaurs.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, BP 26 71800 La Clayette. Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbre.

Le mot «région», c'est à dire la notion d'espace vital à dimensions humaines, va-t-il disparaître définitivement du dictionnaire ? C'est la question que l'on se pose aujourd'hui en Languedoc-Roussillon. Avec l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, un seuil irréversible va en effet être franchi.

Mourir à l'heure espagnole

Il n'y a plus de Pyrénées ! Ou en tous cas les frontières économiques entre l'Espagne et la France vont disparaître. C'est ce qu'a annoncé, à son retour de Madrid, Valéry Giscard D'Estaing au cours d'une conférence de presse.

Que représente pour la région la mise en place de ces nouvelles structures économiques ? Comment réagissent les gens ? Quel avenir pour eux ? Dans quelle mesure est-il encore possible de contrer les projets des Etats centralisateurs dans leur volonté de refaçonner l'espace européen ?

Stratégie économique du pouvoir

Depuis longtemps la vocation touristique de la région Languedoc-Roussillon a été déterminée et les moyens mis en oeuvre pour réaliser ces projets sont considérables.

C'est l'aménagement du littoral avec la création des complexes touristiques totalement artificiels comme la Grande Motte. L'équilibre naturel a été complètement bouleversé. Les efforts démentés qui ont été faits pour assurer la démoustication par exemple sont à retenir. A noter qu'à l'heure actuelle cette démoustication n'est pas assurée (les moustiques s'adaptent aux produits employés au fur et à mesure) et le plan d'aménagement touchant à sa fin ce sont les collectivités locales qui vont devoir supporter le coût des traitements. Le plan d'aménagement lui-même a été dépassé et on assiste à un développement tentaculaire des espaces touristiques qui peu à peu grignotent les «poumons de verdure» que l'on prétendait préserver.

La désertification de l'arrière-pays a été menée dans le même temps. Qu'on se rappelle les affaires d'expropriation de Malabrac et de Carrus et tout le problème de la spéculation foncière.

Il semble évident que l'on veut créer dans cette partie de la région des ensembles touristiques de luxe pour les européens du nord. Les Cévennes et les Corbières vont voir fleurir les héliports permettant d'accéder rapidement aux lieux réservés à l'aménagement touristique sur des espaces abandonnés par leurs anciens occupants. On comprend ainsi qu'il soit nécessaire de provoquer l'étouffement économique de la région.

L'heure européenne

L'Espagne elle-même concurrencée par les produits agricoles d'Afrique du Nord va donc chercher des débouchés sur le marché européen et représenter un danger réel pour les productions régionales. Ce nouvel épisode des transformations économiques ne déclenche pas un procédé de crise dans l'agriculture régionale mais le renforce et l'accélère.

Que va-t-il se passer ? Comment vont réagir les agriculteurs, les régionalistes, les écologistes ? Est-il encore possible de résister à l'axphyxie imposée par les pouvoirs économiques et politiques européens ? Quelle forme de résistance ? Peut-on conjuguer les efforts pour essayer de lutter contre la menace qui se précise ?

Les agriculteurs réagissent

La semaine dernière sur l'autoroute A9 au péage de Grand-Gallargues - sortie vers les plages du Languedoc - des agriculteurs du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône ont manifesté brutalement leur désaccord. Ils ont arrêté des camions transportant des fruits et des légumes venus d'Espagne et répandu les chargements sur la chaussée. Il faut savoir que déjà une pratique de concurrence s'est établie. Des produits espagnols sont acheminés vers l'Italie. Là, ils bénéficient de tarifs spéciaux et peuvent rentrer en France comme produits italiens. Cela explique la riposte.

Emmanuel Maffre-Beaugé, agriculteur de l'Hérault fait part de ses réactions dans un article de *Sud*, hebdomadaire régional. «Où en sont les promesses d'antan. L'Europe des hommes, le mutuel respect des intérêts économiques, la progressivité harmonieuse des échanges ?...»

L'esprit du Traité de Rome... Autant en emporte le vent du capitalisme.

La vérité la voilà toute crue : la Grèce, l'Espagne, le Portugal vont entrer dans le Marché Commun. Cela veut dire que des millions d'hectolitres de vin, des millions de tonnes de légumes et de fruits iront à Rungis remplacer nos productions méditerranéennes ; cela signifie que des ovins piétineront nos débouchés de viande ; cela signifie du chômage, de la désespérance, des horizons à jamais perdus, du malheur pour toute une terre. Au profit de qui ? De quel secteur ? Pour sauvegarder quels hommes ?...



Photo Pascal Parrot.

Première intervention d'agriculteurs. Les camions espagnols sont vidés de leur contenu sur l'autoroute A9.



(suite de la page précédente)

L'entrée de l'Espagne est prévue dans deux ans, avec un palier théorique de huit ans pour donner à son introduction des amortisseurs susceptibles d'éviter les réactions trop vives des victimes...

On joue le temps, la pyramide des âges des agriculteurs, leur lassitude, leur abandon...

Le temps viendra où l'on devra parler clair et fort, où les courtisans devront s'expliquer sur les ambiguïtés et leurs courbettes serviles ; où chaque grand parti devra se prononcer sur les principes et les méthodes...

Il y aura des journaux libres pour donner la parole de la vérité, il y aura des hommes libres pour exprimer leur sentiment, il y aura un peuple libre pour juger...

L'impression générale chez les agriculteurs pourrait se résumer par cette phrase «on se demande où on va».

Dans le Languedoc, la culture dominante c'est la vigne. La plupart des gens sont endettés. Que fera le Crédit Agricole quand le vin, concurrencé par la production espagnole, ne se vendra plus ? On parle de prime à l'arrachage de 2, 2 millions par hectare. Beaucoup sont tentés.

L'année dernière dans un village du Gard on a arraché 700000 pieds. Que faire de ces terres ? Les vergers offrent une production aléatoire. Les asperges ne pourront concurrencer l'Espagne qui est le premier producteur.

Etant impossible d'obtenir un revenu à l'hectare égal à celui procuré par la vigne, beaucoup de terres vont rester incultes. Elles seront vendues et permettront la création de stations de loisirs. Mais les bases économiques de la région seront détruites.

Les régionalistes

La question posée aux mouvements occitans en ce qui concerne l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun fait apparaître une contradiction apparente.

D'un côté la région est inquiète car son économie va être mise en difficulté par la concurrence.

D'autre part les liens existant entre l'Occitanie et la Catalogne sont tels qu'un rapprochement semble s'imposer.

Cette contradiction vient du fait que pour les pouvoirs centraux espagnols et français la Catalogne et l'Occitanie font partie intégrante de leur espace national respectif. Si l'on admet qu'une autonomie des régions leur permettrait de prendre elles-mêmes leur destin en main et favoriserait une restructuration plus harmonieuse dans le cadre d'un regroupement au niveau européen, on s'aperçoit que la question ne se pose plus dans les mêmes termes.

La Catalogne industrialisée et l'Occitanie agricole pourraient, par leur rapprochement économique -et plus seulement culturel- constituer un nouvel équilibre susceptible de contrebalancer la puissance des régions industrielles du nord.

Il est évident qu'à l'heure actuelle, dans le contexte politique, il est difficile pour les mouvements occitans d'organiser la résistance au fait que la région ne devienne «la cour de récréation de l'Europe du Nord».

Nul doute que cette question fera partie des débats organisés à Nîmes du 3 au 9 septembre par l'Université Occitane d'Estiu et que des analyses seront faites qui permettront d'entreprendre une action efficace.

Les partis politiques

Curieusement le PC et le RPR se trouvent sur des positions semblables : hostilité déclarée au projet de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Jacques Chirac l'a dit à Castelnau-d'Audoubert. Pierre Juquin est descendu à Montpellier pour organiser avec les fédérations du Languedoc-Roussillon une campagne en faveur du non.

Le PS lui est encore partagé entre ses convictions européennes et la certitude qu'il a que la politique menée à l'heure actuelle ne peut que condamner la région sur la plan économique.

Quoi qu'il en soit, on se demande quelle solution peuvent proposer des partis «nationaux» et centrali-

sateurs à ceux pour qui la vie de la région n'est concevable que par le biais d'une autonomie culturelle et économique.

Remettre en question l'élargissement du Marché Commun, parce qu'il portera un coup à l'économie nationale sans pour autant abandonner l'idée d'une politique d'Etat, peut apparaître à certains comme une opération électorale.

Les occitans favorables à une véritable autonomie régionale n'y trouveront pas leur compte.

Où va l'écologie

Si l'écologie c'est la création d'un espace de vie quotidien, en rupture avec toutes les contraintes du système ; une lutte permanente pour essayer de mettre en place les structures alternatives, une tentative pour échapper aux menaces imposées par une société de plus en plus contraignante, comment avoir prise sur un événement économique tel que celui-ci ?

Ne pas attendre que la réponse soit impossible devrait être la préoccupation première des mouvements écologiques.

Tous ces mouvements qui ont su engager des actions ponctuelles et qui mènent une réflexion approfondie sur les énergies nouvelles et la lutte anti-nucléaire, doivent se sentir concernés par le danger que représente pour la région cette nouvelle attaque.

Bien sûr, là encore, apparaissent des contradictions. Un membre du Mouvement Ecologique Gardois me disait : «Il nous est difficile d'avoir une approche écologique et de défendre des agriculteurs qui pour rentabiliser leur exploitation emploient tous les poisons».

Des solutions nouvelles sont proposées par l'écologie qui devraient permettre de transformer l'agriculture. Il est important que les agriculteurs et les écologistes se rencontrent sur ces problèmes.

Quel avenir ?

«Viure al país» n'est pas seulement une revendication des régionalistes. C'est le désir réel de ceux qui se sentent enracinés dans une région dont on a déjà étouffé la culture et que l'on veut peu à peu transformer en réserve touristique.

Cette préoccupation doit être aussi celle du mouvement écologique.

Le pouvoir, lui, prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de ses «grands desseins». Il n'hésite pas à sacrifier les régions pour inscrire sa politique dans un vaste projet européen.

Certains à qui j'ai posé la question «que représente l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun et que va faire le mouvement écologique ?» m'ont répondu que la question n'avait pas été soulevée dans le comité.

Mais alors que pourra devenir l'écologie vivante N+1 dans un pays mort ?

Si le mouvement écologique est subversif, s'il entend rester offensif, il doit trouver les moyens de s'inscrire dans les luttes immédiates. Faute de quoi la question en effet risque d'être sans objet.

Les régions à l'heure actuelle ne vont plus être seulement confrontées au pouvoir national mais à un pouvoir européen. De la convergence des attaques contre les régions peut naître une force d'opposition efficace.

La parole est à ceux qui veulent relier entre elles les luttes, et les écologistes sont de ceux-là.

A. Bernard

L'agriculture au quotidien

J'ai rendu visite à un couple d'agriculteurs du Gard. Ils vivent sur une exploitation de 8 ha dont la moitié seulement leur appartient. La vigne est la seule culture. Les terres en location ne leur rapportent que les 3/4 de la production, les contrats de métayage leur imposant d'assurer le total des frais d'exploitation et de verser le quart de la récolte au propriétaire. Ils n'ont pu s'installer chez eux qu'après avoir pendant quatre ans assuré le gardiennage d'une ferme, lui s'occupant des cultures, elle de l'entretien. Ils sont maintenant dans leur maison avec leurs deux jeunes enfants et ils parlent de leurs difficultés.

Pour nous avec une récolte moyenne de 700 hl de vin, le revenu peut se comparer au SMIC. Et il n'y a pas eu d'augmentation réelle depuis 4 ans. Il y a 10 ans le litre de vin nous était payé 0,90F cette année 1,10F c'est bien payé ! Impossible de faire un faux pas.

On s'en tire grâce au raisin de table, il y en a un peu sur l'exploitation, qui rapporte un peu plus et qui représente une rentrée d'argent immédiate.

Pour le reste on est obligé de produire au maximum à coup d'engrais et de traitements.

On sacrifie la qualité à la quantité. Les plans de grenades qui produisent 70 hl à l'ha au lieu de 100, pour un vin payé au même prix, ne rapportent pas assez. La qualité ne paie pas.

Comment réaliser l'équilibre financier dans ces conditions ?

On emprunte. On utilise les économies que ma femme avait pu faire : avant d'être dans l'agriculture elle exerçait une profession hospitalière. On fait appel à des ressources extérieures à l'exploitation, la famille par exemple. Sinon ce serait impossible. Il faut investir dans du matériel. Et puis on s'arrête pas ! Il y a 32 000 souches à travailler. J'arrive de sulfater. Depuis

que nous sommes sur l'exploitation nous n'avons jamais pris a. vacances.

Que va-t-il se passer au moment où l'Espagne entrera dans le Marché Commun ?

L'avenir est bien noir ! On a l'impression d'être sacrifié.

Ici on est très contrôlé au niveau de la plantation. Au bout de quatre ans le droit de plantation est perdu. J'avais arraché une vigne en 74 pour faire des asperges. Ça a été une catastrophe à cause des pluies ces dernières années. Si je ne veux pas perdre le droit de replanter je dois le faire cette année alors qu'il faudrait pouvoir attendre encore deux ans que la terre se repose. En plus il me faut sortir un million pour les plants. Mais on est obligé.

On parle de renforcer les mesures de contrôle en décembre. Pendant ce temps en Espagne on plante à tout va. A l'heure actuelle on produit là-bas 38 millions d'hectolitres. Que va-t-il se passer avec une augmentation assez exceptionnelle ? On est méfiant. Pourrez-vous rester ?

On est accroché à la terre malgré l'impossibilité de concurrencer. On vit au jour le jour. On fait des prévisions pour deux ans maximum.

Que faire ? Les organisations agricoles essaient de proposer des solutions. Pour ma part je n'ai pas de responsabilité dans le mouvement parce que je n'ai le temps. Il faut le dire.

On se sent responsable. On y passera tous si on se laisse faire. Le Marché Commun n'a pas trouvé sa voie. Il y a des déséquilibres.

On a peur de voir la réalité. On a le sentiment qu'il va se passer quelque chose. On ne voit plus.

Pour ma part il va falloir y aller un peu plus. Essayer de trouver de nouveaux fermages. J'ai trop l'amour de la terre pour abandonner. Mais qu'est-ce qu'on va faire dans dix ans ?

Le Languedoc-Roussillon est mal loti.



Il n'y en a plus pour longtemps avant que ces panneaux disparaissent.

ENERGIE : CONTRADICTIONS EUROPÉENNES

Cette fois les choses sont claires. L'Europe n'aura pas un plan commun de développement de ses ressources énergétiques. Par deux fois le Conseil Européen a discuté, en vain, du projet présenté par la Commission. Le 27 juin à Luxembourg (réunion des Ministres de l'Energie) et, surtout, les 6 et 7 juillet à Brême où les chefs d'Etat réunis n'ont pas seulement parlé d'une monnaie commune (comme l'a dit la presse) mais également tenté -sans succès- de surmonter leurs contradictions d'intérêt en matière d'énergie... et de se mettre d'accord sur un programme applicable à l'ensemble de la Communauté.

Loupé.
On efface tout et on recommence.

On ne peut pourtant pas reprocher à la Commission d'avoir péché par excès d'audace. Guido Brunner, le commissaire à l'énergie, n'avait pas pris de risque et le moindre mot du texte avait été pesé pour éviter de donner aux gouvernements l'impression détestable qu'«on» (le Marché Commun) mettait le nez dans leurs affaires.

La proposition du plan-énergie reprenait donc les lieux communs des plans nationaux et ne comportait rien dans ses objectifs qui puisse choquer les âmes sensibles, puisqu'elle visait à réduire, d'ici 1985, la consommation et les importations de pétrole de la CEE (ces dernières, à 500 millions de tonnes par an) et assurer son autonomie énergétique à 50%.

Pratiquement, ces intentions tendaient à encourager les économies d'énergie, le développement du nucléaire et l'exploitation plus intensive des gisements communautaires de pétrole, de charbon et de gaz naturel.

Avec son projet, la Commission avait presque réussi à ne choquer personne au Conseil du 27 juin où tout le monde devait s'entendre sur l'essentiel.

Quel est donc le petit détail qui a fait capoter l'ensemble et que la réunion de Giscard and Co n'a

pas réussi à surmonter?

Si les discussions sont «en carafe» c'est que, dans la mer du Nord, les Anglais ont trouvé beaucoup de pétrole et qu'ils entendent bien se le garder pour eux. Selon leur propres termes ils refusent de (sic) «laisser la CEE procéder à un examen attentif des actions nécessaires pour parvenir à un équilibre de la capacité de production de la demande et des importations de

produits pétroliers» (revue «Europe» du 28 juin). Autrement dit de mettre leur pétrole dans la balance européenne.

L'attitude des Britanniques est en cohérence avec une «diplomatie» décrite de façon critique par le

Financial Times (23 juin 78).

Selon ce journal, le gouvernement anglais mange à deux râteliers en réclamant d'une part de l'Europe un régime de faveur pour ne pas aggraver le fort sentiment anti-européen qui sévit actuellement outre-Manche et, d'autre part, en se vantant auprès de son électorat de damer le pion aux continents. Le Financial Times soupçonne le gouvernement britannique de ne rien faire contre la

vague anti-européenne, voire de l'entretenir en sous-main, parce qu'elle lui profite. Le Marché Commun est en effet le bouc émissaire commode qui explique la mauvaise situation économique du pays.

Parmi les privilèges que les Britanniques réclament aujourd'hui, il y a, en premier lieu, la jouissance exclusive de leurs deux richesses marines: la pêche et le pétrole... dont on devrait beaucoup réparer dans les années à venir.

A la Commission, Brunner doit commencer à douter de son étoile après ce troisième échec successif. Avant que le Conseil ne lui raye son plan-énergie, il avait organisé, en février dernier, des Débats publics sur le nucléaire qui n'avaient fait que révéler la force de l'opposition des mouvements écologistes face aux planificateurs du nucléaire (au lieu du «consensus raisonnable» espéré). Les débats avaient été largement boudés par la grande presse européenne (ceci expliquant cela).

Tout récemment encore, son projet de directive européenne d'étiquetage-énergie des appareils électro-ménagers vient d'être bloqué par les consommateurs invités à donner leur avis et qui ont estimé la proposition trop limitative. Le projet, selon eux, ne prévoyant que l'indication de la consommation d'énergie, laissait tomber toutes les autres informations utiles sur l'appareil lui-même.

Les temps sont difficiles pour un Commissaire à l'Energie qui aurait aimé laisser derrière lui la trace indélébile de son exercice...

Que les âmes sensibles qui craignent pour Brunner et sa postérité ou pour le nucléaire européen se rassurent: ni le Conseil, ni la Commission n'accepteront longtemps de rester sans programme-énergie. D'ici un mois (deux tout au plus) on devrait voir un nouveau texte fleurir... qui «oubliera» peut-être la question épineuse du pétrole anglais.

Du moins jusqu'au lendemain des prochaines élections générales en Grande-Bretagne!

Eric Meyer
Eurocoop
Bruxelles.



POUR DOMINIQUE

Les chanceux sont ceux qui arrivent à tout, les malchanceux, ceux à qui tout arrive. Combien sommes-nous à faire de cette maxime une vérité absolue et à considérer, depuis la nuit des temps, la chose inscrite sur le registre qui dit la Vérité ?

Bah, pourquoi vous en vouloir, à vous, votre chance, celle qui vous autorise en ce moment-même à exposer au soleil, comme de la viande morte, vos ventres, vos varices, vos seins qui, comme les feuilles mortes, peuvent se ramasser à la pelle... De jouir chaque seconde votre immobilité, votre éternité, bien confortablement vautrés sur la sable chaud de nos côtes mazoutées ou bien encore d'excursionner des bleds pas possibles avec des kodaks autour du ventre et des yeux conquérants ? Oui, au fond, qui vous en voudrait ?

J'en connais un cependant qui ne risque pas d'attraper un coup de soleil. C'est mon copain Dominique incarcéré à la prison de Mâcon depuis le 23 juin (voir la GO n° 216 et 217). Dominique gérait notre «service librairie», il attend toujours qu'on le juge, sa demande de mise en liberté provisoire ayant été rejetée par deux fois. Un juge d'instruction qui, n'écoulant que son courage, embastille un jeune de 18 ans comme on envoie un télégramme, «préventivement», par habitude, par sale habitude, et sur une notion d'ordre public aux baskettes d'une politique que l'on connaît. Un jeune qui, avant de nous connaître, menait une existence aussi tranquille qu'un bateau de guerre, poussé au cul dans la pré-délinquance, acculé aux vols dont il n'héritait qu'en partie du produit, ne lui laissant tout juste que de quoi survivre.

En face, la corruption, la fraude à l'échelon international, les magouilles immobilières et électorales de la majorité, la délinquance à col blanc qu'ils manipulent avec les pincettes d'usage, celles qui portent la griffe de l'Hôtel Matignon. La laideur a ceci de supérieur à la beauté : elle dure. Et, comme

dirait le curé de ma paroisse (s'il avait le temps de dire tout ce que je lui prête !), on ne peut plus douter du doigt de Dieu, car il se l'est mis dans l'oeil indiscutablement et jusqu'à l'estomac en créant le monde.

Alors, des deux, qui trouble l'ordre public ? L'Arsène Lupin de basse-cour ou le marchand de canons ? Dominique ou Dassault ? Et encore, s'il vous restait toujours un doute : qui de nous tous a déjà eu affaire à un voleur et qui n'a jamais eu affaire à un flic ? Paul Valéry écrivait en son temps : «dans une discussion, ce n'est pas une thèse qu'on défend, c'est soi-même». Voilà pourquoi je, nous, vous, allons dans une identique démarche réclamer notre dû : la mise en liberté provisoire de Dominique. Bien sûr, ce que nous voulons déborde largement le cadre de cette mise en liberté, nous aspirons à une autre société, d'autres rapports entre les modestes bipèdes que nous sommes, l'abolition des prisons et de cette conception de la justice qu'ils nous imposent.

Dans un bureau feutré du Palais de Justice de Mâcon, bien à l'abri des regards indiscrets, un homme vient de juger au nom du peuple français. Jusqu'à preuve du contraire, ce peuple, c'est encore nous. Alors n'hésitons plus une seconde, déclarons scandaleuse la détention préventive, estimons qu'elle doit garder son caractère «exceptionnel», abandonnons momentanément nos parasols et notre crème nivéa et expédions une lettre demandant la mise en liberté provisoire de Dominique Felmann à M. le Juge Brénas, Palais de justice de Mâcon, 71000 Mâcon. Si vous avez le temps, faites un double pour le journal BP 26 71800 La Clayette.

pour la Gueule Ouverte, Mandrin

Note de l'auteur : toute ressemblance avec un article déjà paru dans la Gueule Ouverte (n° 190) n'est absolument pas fortuite. C'est aussi ça la continuité !

des sorcières

Quand sera fini
l'infini servage de la femme,
elle sera poète elle aussi,
elle nous révélera de l'inconnu...
Cet inconnu d'elles-mêmes,
une quarantaine de femmes
ont essayé, en balbutiant,
de s'en approcher la semaine dernière.

Il y a des fois, on sent passer le vent de l'aile du sens de l'histoire. L'été dernier, c'était les rassemblements écologiques du siècle, cet été ce sont les femmes.

Alors, on a décidé, « nous quatre Brigitte », de se mettre dans ce grand mouvement de civilisation et on rencontre, on séminaire, on sessionne intensivement avec des femmes. C'est ainsi que le centre de rencontre des Circauds s'est trouvé investi pour quatre jours par des femmes : pour Brigitte, c'était la première boum de femmes à grande échelle, pour Claire, la première occasion d'animer une session, pour Marie-No, l'occasion de sortir de sa comptabilité au journal et pour moi, celle de troquer ma carte de presse contre une carte de femme avec un tampon dûment délivré par les instances émêlées. Petite formalité administrative grâce à laquelle je pourrai dorénavant passer partout car, comme on sait, il ne suffit pas d'être une femme encore faut-il le prouver.

On se retrouve « avec les copines » (expression d'usage) quelques jours avant la session sans avoir, il faut bien l'avouer, beaucoup concocté la partie politico-philosophique du machin, mais avec le désir qu'en tout cas ce ne soit pas une sorte de congrès au féminin où toutes seraient à longueur de journées assises autour de tables rondes à verbaliser sur un thème, si intéressant soit-il. Bien sûr, on avait choisi un axe de recherche : les femmes et la violence, qui présentait bien et faisait même assez chic et puis, est-il besoin de le rappeler, notre hebdomadaire porte en bandeau la mention « non-violence » : il pouvait donc

être intéressant de creuser l'articulation avec la violence des femmes, celle que l'on subit, mais aussi celle que l'on porte en soi, toutes frêles créatures que nous sommes.

Eh bien, à l'issue de cette rencontre, l'une de nous a déclaré : « on n'a peut-être pas beaucoup parlé de violence, mais en repartant je me sens vraiment non-violente... ».

Lieu de parole

Lieu parmi d'autres du mouvement des femmes, la maison des Circauds a été pendant quatre jours un espace de vie plutôt qu'un moment de discours. On y a « travaillé », sur la violence, avec son corps autant qu'avec ses mots, ce qui n'est pas peu dans la recherche d'une parole de femme.

Toutes s'accordant à reconnaître qu'elles n'étaient pas venues pour militer, mais en attente d'une complicité, d'une expression commune, il a été bien plus question d'une repossession de soi-même que d'une réflexion sur la dissolution du pouvoir. Ce n'était pas tant le désir de se définir « contre » que celui de se définir « de l'intérieur » de soi, de nous : même pour ce qui concerne spécifiquement la question de la violence. Les femmes réunies là se retrouvaient mieux dans une appréhension de leur propre force que dans une revendication contre la violence qui leur est faite. Seulement, voilà, on ne peut parler de notre force tant que violence nous est faite, et il a fallu d'abord se réapproprier l'espace où nous étions, retrouver notre propre ry-



Les sessions femmes c'est dépassé

Venues d'ailleurs, des filles, des nanas, des femmes, des mères, des folles, des minettes, des sorcières, des mémés, des vierges et martyres, des femmes battues, des femmes-fleurs, des femmes fatales, des bonnes-femmes et des femmes-femmes, des hystériques, des mal baisées, des bio-énergétisées, militantes ou pas mais qui n'avaient pas envie de l'être.

Alors pourquoi étaient-elles là ?

Pour le plaisir, a dit l'une, pour savoir ce que d'autres vivent, si la sororité existe ou pas, pour parler de notre violence aussi, mais surtout en attente...

Mais parler de violence, la nôtre surtout, celle qu'on réfrène et qui se retourne contre nous, contre soi, en réunion mondaine et intellectualisée, c'est vite triste et insatisfaisant.

Alors... rien de nouveau sous le soleil des Circauds. C'est encore le corps qui subit et transmet la violence. La danse, le cri, les grimaces, les éclaboussures de peinture rouge sur le papier. Et l'agressivité déchargée fait place à la tendresse.

Sans gentilles organisatrices (de la G.O. !), chacune à son rythme, selon ses désirs, on a discuté sous l'arbre, grimpé dedans, ri à table, dansé autour du feu... en cercles, lieux magiques et fusionnels, qui importaient beaucoup plus que la notion de temps.

On ne se disait pas : on a discuté de ça hier matin, hier soir, mais la discussion sous l'arbre, dans la grange, dans la cuisine. Espace.

Venues ici pour échapper à la règle du jeu « séduction-soumission », on s'est senties acceptées au-delà des canons de beauté normalisée ; on étale sous le soleil nos seins tous différents mais surtout différents de ceux de Lui et de Elle (les magazines du même nom).



aux circauds

Histoire d'odeurs

Les odeurs surprennent. Je me prépare pour un certain moment et quand je suis tranquille, il y en a une qui vient. Elle se laisse respirer.

Odeur de champ, odeur de cuisine, et surtout odeur de corps, ni bonne ni mauvaise, l'odeur qui fait imaginer des sens, des couleurs ou un bout de corps, Un nom inventé, avec des souvenirs

d'odeurs connues. Reconnaître l'odeur, voir la personne.

L'odeur mélangée après les danses, l'odeur des mains qui ont fait la sauce tomate, l'odeur des règles et j'imagine le sang, l'odeur des chambres.

On a envie de la retenir, de lui dire de s'intensifier, de s'affirmer, de se décanter, et puis non, ça ne marche pas, elle vit.

Spéculum story

Répondre à la violence du pouvoir du savoir, de la pratique médicale, c'est d'abord prendre connaissance avec soi, s'auto-examiner, voir l'intérieur de son corps.

C'est du métal, c'est froid, c'est gras.

On était là, chaudes ensemble, avec cette envie si intense et cette peur de l'inconnu. Un matelas sur le foin, un rideau de femmes, et en main notre objet, notre outil de découverte : le spéculum. Nos accessoires : une lampe de poche, deux miroirs, des kleenex et de l'alcool.

Je me lave ou pas ? mais non, je me suis lavée ce matin.

Et on en a vu !

Des roses, des rouges, des plats, des bombés, des lisses, des plissés, des ronds, des qui se cachaient et qu'on ne trouvait pas, des de femmes enceintes, du sang, des pertes, des fils de stérilets.

Moi, j'ai mes règles, le sang c'est pas propre.

C'est doux, c'est voluptueux, c'est beau ! On n'en revient pas de toute

cette diversité, cette richesse qu'on nous a cachée et qui nous lie.

Je suis embêtée, j'ai des pertes blanches.

Une allongée sur le matelas dans les bras d'une autre et douze têtes avides de voir, attentives à l'appréhension de l'autre. Des mains qui caressent, qui apaisent, des visages épanouis, remplis d'émotion, de ferveur, de joie.

Un partage, une communion.

C'est la première fois que je vais me toucher là avec la présence des autres.

Des rires en étincelles, une naïveté, un émerveillement de petite fille. Autant de plaisir à voir qu'à donner à voir.

Et nous vient le désir de vivre une naissance sans violence, ensemble.

Il faisait nuit quand on a arrêté, pleines d'énergie à libérer. Déroulées, remuées quelque part profondément, mais on ne sait pas où. Ce qu'on sait, c'est que c'était le début de la fête.

Fête magique qui a fusé sous les étoiles... longtemps.



(suite de la page précédente)

thème sans que des contraintes imposées du dehors viennent provoquer des cassures. Une fois faite cette réappropriation, il n'y avait plus besoin de discours.

Pour autant, la vie quotidienne, la vie extérieure que chacune allait reprendre dès la session terminée n'était pas absente ou niée des préoccupations. Certaines ont évoqué le fait qu'elles allaient se retrouver confrontées à des situations habituelles de pouvoir, de domination et de séduction aussitôt quitté ce lieu privilégié, comme si celui-ci était une parenthèse hors du temps et coupé, ne serait-ce que des autres maisons qui entourent le centre de rencontre.

Dans la mouvance

Pour moi, c'est une question qui m'a souvent gênée, par le passé, lorsque je me suis retrouvée dans des lieux de femmes «en mouvement» parce que j'éprouvais comme un malaise d'arriver dans un monde clos dont je ne connaissais pas bien les règles du jeu et qui me déphasait par rapport à mon univers habituel.

Apparemment, nous sommes nombreuses à ne pouvoir nous reconnaître ni dans les féministes qui se situent contre les mecs, sur un mode un peu revendicatoire, ni dans les femmes qui vivent entre elles à la recherche d'une certaine identité, ni dans les conjugales bon teint pour qui la question reste au niveau contraception-maternité, et la meilleure manière de vivre en bonne intelligence avec le sexe opposé.

Les définitions sont toujours simplificatrices et le propos n'est pas de nous faire entrer dans des cases. Il n'en reste pas moins vrai que bien des femmes sont dans une mouvance qui ne recouvre plus feu le MLF (mais qui n'existerait sans doute pas si le MLF en question n'avait pas ouvert la voie).

La majorité des femmes réunies aux Circauds étaient dans cette mouvance.

Les nouvelles bacchantes

Et il s'est passé quelque chose qui donne à penser qu'une réappropriation de l'espace, mais pas d'un espace-ghetto, était possible. Quelque chose non pas de l'ordre du rationnel, je dirais de l'ordre du magique. Un autre langage... (Toutes les personnes familiarisées avec les difficultés de la

version latine ne resteront pas insensibles aux questions de traduction d'un langage dans un autre langage !).

Il est très difficile de parler d'un magique avec des mots d'un ordre cartésien, sauf à faire des phrases syncopées, allusives, qui déconstruisent ce langage. Difficile de traduire ce qui est de l'ordre du corps. Les textes faits sur place et ensemble rendent probablement mieux toutes ces choses. (voir ci-contre).

Voilà. Au cours des quatre journées, les choses ont évolué jusqu'au moment culminant qui a été la fête, après l'histoire du spéculum. Il y avait du «magnétisme» dans l'air. Pourtant une fête... On a chanté ensemble, on a ri, on a dansé, on s'est mises en contact les unes avec les autres; la petite bringue entre copines, quoi!! Je ne crois pas. D'abord parce que le régime des Circauds qui est extrêmement sobre, pour ne pas dire austère (...) ne permet pas ces gueuletons bien arrosés qui favorisent les grands épanchements

Ici, point de stimulant artificiel. Ensuite, parce que ce qui se passait de féérique a empli toute la campagne environnante : magie qui évoquait la présence de sorcières. Etrange nuit dans la campagne brionnaise.

Va-t-on raconter dans les environs les histoires qui entouraient les bacchantes grecques, ces femmes

se retrouvant un fois l'an dans la montagne pour célébrer ensemble le culte de Dionysos ?

Dans la représentation que les Grecs antiques se faisaient de l'espace, la cité était traditionnellement le lieu du discours, de la mesure, tandis que par delà la campagne, à la périphérie du monde civilisé, se tenait la vie «sauvage», irrationnelle. C'est là que Dionysos avait son culte.

Les femmes, exclues de la cité puisqu'elles n'étaient pas citoyennes, et donc de l'Agora où s'élabore le langage, s'approprièrent périodiquement cet espace par la danse (la transe) et le cri : lieu de mystère (ce qui ne ressort pas de la place publique), d'initiation (accès à la connaissance par un rituel magique, au corps), la nature leur permettait de communier entre elles et avec l'espace.

Les hommes, exclus du rite, ont par la suite récupéré ce phénomène et le culte de Dionysos a fait place aux bacchantes que tout le monde connaît aujourd'hui comme une occasion de beuverie et d'orgie sans signification particulière.

Bacchantes antiques, sorcières médiévales : quand sera fini l'infini servage de la femme, elle sera poète elle aussi, elle nous révélera de l'inconnu... (de Rimbaud et de mémoire).

Catherine Decouan

La violence je me la fais

La violence, je me la fais pour répondre aux situations de conflit dans la vie quotidienne, aux agressions et surtout aux envies que j'ai et que je n'assouvis pas.

La violence est interne d'abord : ne pas faire, ne pas exister, ne pas se mesurer aux autres, ce que je traduis par le conditionnel du verbe vouloir «je voudrais». La première violence est là.

Ici, au bout de deux jours je suis arrivée à dépasser cette première violence, auto-restriction, auto-destruction. Ici, lieu de libération du regard, aussi bien le mien sur les autres que celui des autres sur moi, j'ose regarder, supporter le corps des autres et un peu plus mon propre corps.

Les tendresses à la place des violences.

S'occuper d'être bien dans sa peau, c'est supprimer cette première violence. TROUVER.

Et puis, au moment de retourner vers l'extérieur, j'ai l'estomac qui se resserre. Retourner vers les autres, les mecs surtout, et recommencer à fonctionner en termes de pouvoir-sédution ! Ce lieu privilégié qui me permet enfin de m'en libérer, d'être moi, en rire et en tendresse, en cris et en chair, sans craindre le regard juge, en ouverture aux autres femmes-miroir, j'ai peur de le quitter.

Peur de ne pas réussir à conserver cette possibilité d'être sans masque ni bouclier. Et pourtant, il doit bien être possible de dépasser ça, d'aller voir l'autre forte de mon intégralité, différente, femme...



Coup d'Etat miracle

Le réveil a dû être difficile pour Moktar Ould Daddah, le 10 juillet à six heures, quand, tiré du lit, il apprit qu'il n'était plus président de la Mauritanie : renversé par le chef d'Etat-Major, le colonel Ould Saleh. Un coup d'Etat ? Non ! s'excuse le nouveau chef de l'Etat, seulement un «contre-coup d'Etat» visant à désamorcer un autre putsch, para-marocain lui. Non ! Il n'a fait que son devoir : sauver son pays de la banqueroute dans laquelle l'ex-président le menait avec la lutte contre le Polisario.

Le problème, c'est que ce Ould Saleh serait plutôt de gauche. Il a fait partie dans les années 50 du Nadah, «Parti nationaliste de gauche». Son objectif : «rétablir les institutions démocratiques» et surtout entamer des négociations avec le Front Polisario. Bref, pour le *Nouvel Observateur* (17 juillet), ce renversement de situation s'annonce «miraculeux». Le Polisario n'a d'ailleurs pas caché son contentement : «Les Mauritaniens ont le droit de faire sortir le pays de la guerre et d'établir des relations fraternelles avec le peuple Sahraoui».

Mais dans quelle mesure ce coup d'Etat n'a pas été sinon provoqué du moins toléré par les autres puissances, en particulier la France ? C'est le problème que pose Josette Alia dans le *Nouvel Observateur*. Elle remarque en effet que le 9 juillet se retrouvaient à Paris H. Bourguiba, chef d'Etat tunisien, A. Jalloud, numéro 2 libyen et A. Bouteflika, ministre des Affaires Etrangères algérien. Par ailleurs Giscard rencontrait Jalloud le 10. *Rouge* du 12 juillet va même jusqu'à affirmer que les Etats Unis étaient au courant de l'affaire. Mais pour le moment, le grand perdant, c'est le Maroc qui craint pour son contingent de 9000 hommes en Mauritanie, et qui risque avant peu de se retrouver isolé.

In vitro

Ouverture sur le XXIème siècle en Grande-Bretagne : le premier bébé éprouvette va naître. Alleluia ! Il est né le divin enfant ! (*Le Matin* du 12 juillet). Mais au fait, qui est donc le «papa» ? La mère, on la connaît, mais à qui appartient le spermatozoïde ? Vous n'avez pas à vous faire de bile : cette méthode n'est prévue que pour les couples mariés dont la femme est stérile. Aucun souci donc à avoir sur la déontologie de ce procédé fantastique : la science au service de la famille. Décidément, l'avenir s'annonce rose tendre.

De centrale en barrage

Nogent-sur-Seine, c'est déjà presque fait. André Giraud, le ministre de l'Industrie, vient d'autoriser EDF à entamer une demande d'utilité publique pour la centrale de Nogent dans l'Aube. Au programme, deux réacteurs de 1300 mégawatts et deux tours de refroidissement. Un projet vivement contesté et à juste raison, puisque Paris ne se trouve qu'à 100 kilomètres du site.

Même chose pour le barrage de Villerest sur la Loire. Là, c'est le ministre du budget, Maurice Papon, qui a signé l'autorisation. Ce barrage s'inscrit dans une série de quatre ou cinq qui, avec celui de Naussac, doivent régulariser le cours de la Loire. Seulement, qui va payer ? On parle d'instaurer une taxe que devraient payer les «inondables».

Ce projet, déjà très vieux, est violemment remis en question. Le Comité de Défense des Gorges de la Loire avait déposé un recours devant le tribunal administratif de Lyon, puis devant le Conseil d'Etat. La retenue se situe, en effet, trop en aval de St Etienne, agglomération industrielle et servirait de réceptacle à toutes les pollutions. Un pas de plus vers une défiguration encore plus parfaite de la Loire.

Roller-ball basque

Au Pays basque, la traditionnelle pelote est en train de tourner au roller-ball sanglant. Le 8 juillet, lors de la «fiesta de los toros» de Pampelune, des slogans et des banderoles en faveur des militants autonomistes emprisonnés sont lâchés. Les flics aussi, ce qui se termine par un manifestant tué et 150 blessés. Le lendemain, même scénario lors des obsèques du jeune manifestant : bagarres, combats de rue ; à St Sébastien, des manifestants assaillent des «grises» (la police nationale). Les Basques revendiquent une police locale, comme cela s'est déjà fait en Catalogne. Résultat : une deuxième victime. Enfin, le 14, Rentéria, une petite ville du Pays basque, est mise à sac par des policiers déchaînés, cassant tout sur leur passage, laissant curieusement intacts les magasins tenus par des commerçants réputés pour leurs sympathies franquistes. Pour les Basques, c'est une «provocation». Quant à Martin Villa, ministre de l'Intérieur, il juge ce petit dévouement policier «incompréhensible». Pendant ce temps, les touristes qui arrivent à la frontière préfèrent rebrousser chemin.

Après Seveso, la marée noire et Los Alfaques, y aura-t-il Pierre Bénite ? Mercredi 12 juillet, une fuite d'acroléine de trois quarts d'heure s'est produite à l'usine des produits chimiques Ugine-Kuhlman, près de Lyon. Le même jour, c'étaient deux wagons de

légitime larcin

Pourquoi le 11 juillet nous avons fait disparaître à la préfecture de Bourg les registres de l'enquête publique*.

Dans le cas présent, cette enquête publique apparaît comme une sinistre plaisanterie, une manière légale de moquer des gens ! S'agissant en effet de la future mise en fonctionnement des tranches 4 et 5 de la centrale nucléaire du Bugey, les jeux sont faits depuis longtemps : il n'est plus question de reculer, de raser ce qui a été édifié à grands frais... du contribuable et de l'abonné à EDF ! Et c'est maintenant qu'on fait mine de consulter la population sur les nuisances possibles de ce qui n'est plus un projet, mais un chantier en voie d'achèvement.

Et de quelle manière ! En posant sur la table de trois petites mairies (Loyettes, St Vulbas, Hières-sur-Amby), de deux préfectures (Bourg, Grenoble) et deux sous-préfectures (Belley, La Tour-du-Pin) un rapport à une seule voix -celle du promoteur-... un registre où chacun est censé venir exprimer son opinion.

Comme si les rejets d'effluents radioactifs dans l'eau du Rhône n'étaient susceptibles de nuire qu'aux riverains des trois communes les plus proches ! Comme si tout un chacun avait eu la chance d'être informé de cette possibilité et ne travaillait pas «de 10h à 12h et de 14h à 16h» (et pour plus de sûreté, on a discrètement donné la consigne à la presse locale de refuser toute «publicité» sur l'ouverture de cette enquête «publique» !). Comme si tout un chacun avait pu se former une «opinion» dans un domaine où les mensonges de la propagande officielle tiennent lieu d'information du public (le monopole de la radio d'Etat, c'est bien pratique), où la voix des scientifiques contestataires est soigneusement étouffée, où la promesse épisodique d'un grand débat national sur le nucléaire n'est qu'un ornement de discours en contre-point d'une politique systématique du fait accompli. Comme si...

Quand la démocratie se réduit à un tel simulacre, quand elle devient pure formalité déguisant son contraire, il importe de ne pas jouer le jeu, d'arracher le masque, derrière lequel se cache la violence du Pouvoir. Un Pouvoir dégagé en la matière de tout réel contrôle populaire, un Pouvoir ligoté aux puissances d'argent qui ont choisi le nucléaire pour notre avenir, un Pouvoir qui bafoue lui-même sa propre légalité, lorsqu'elle le gêne.

Boycotter cette enquête publique-bidon en enlevant les registres, c'est simplement répondre symboliquement au terrorisme légal que constitue la mise en place obstinée d'un programme nucléaire qui n'a pas été choisi par le pays et qui engage irrémédiablement son avenir.

(* «enquête publique sur la demande d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs (liquides et gazeux) présentée par EDF pour les tranches 4 et 5 de la centrale nucléaire du Bugey», ouverte du 17 juin au 13 juillet inclus) arrêté inter-préfectoral).

Acroléine bénite

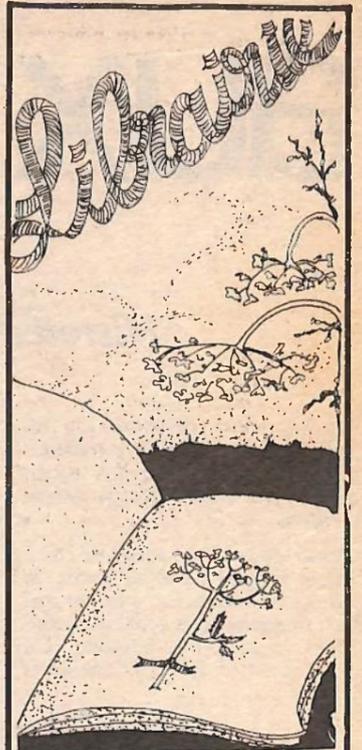
vingt tonnes de soufre chacun qui se répandaient dans la même usine, près de l'autoroute du sud. Le soufre aurait pu s'enflammer quant à l'acroléine, elle est mortelle au-delà de quatre grammes. Ces «incidents» sont choses courantes dans cette usine qui le 7

novembre 77 avait été condamnée pour une autre fuite d'acroléine. Le 9 mars 78, c'est un nuage de chaux qui envahissait un stade ; Puis ce fut le tour d'un nuage de dioxyde de chlore, le 17 avril. A quand la prochaine suite ?

fin du droit d'asile ?

Chacun de nous se souvient des mésaventures de Jean Lamarque, citoyen français incarcéré en Norvège et réclonné à corps et à cris par la France pour le meurtre de sa fiancée. Chacun de nous garde en mémoire la campagne de presse développée par notre hebdomadaire pour sauver la tête de Jean Lamarque et exiger qu'il soit jugé en Norvège, pays ayant aboli la peine de mort.

Pour peu que vous suiviez toujours cette affaire, vous savez désormais que la Norvège a accepté l'extradition le 30 mai 78, entraînant dans ce pays de vives réactions dans la presse progressiste où l'affaire Lamarque fait la «une» des journaux. On ne vous apprendra plus rien aujourd'hui en ajoutant qu'un mince espoir subsiste : le recours en Conseil du Roi qui se prononce souvent en fonction de l'opinion publique. Notre soutien actif à cette campagne de presse norvégienne doit plus que jamais se poursuivre en écrivant massivement au Conseil du Roi : *Den Norske Regjering, Stats Ministerens Kounter, Akersgate 42, Post Boks 8001, Det Oslo 1, Norvège.*



Aujourd'hui Malville, demain la France
Collectif d'enquête 30F

Aspects techniques, écologiques, économiques et politique de l'énergie nucléaire
Y. Le Hénaff 8F

Armements mondiaux, la menace nucléaire
SIPRI 5F

La bombe ou la vie
Jean Toulat 25F

Survivre à Seveso
Scientifiques, journalistes, et militants italiens 23F

Bataille d'Alger, bataille de l'homme
De Bolardiére 19F

Guide du militant
Denis Langlois 12,50F

Objecteur aujourd'hui
Fedò 4F

La France militarisée
Brachet, Pons et Tachon 11F

Soumission à l'autorité
Stanley Milgram 35F

César Chavez, un combat non-violent
JM. Muller 48F

Ghandi et la non-violence
Suzanne Lassier 14F

Creys-Malville, le dernier mot
Conseil Général de l'Isère 30F

Le porte-képi
JP. Lambert 20F

La deuxième porte à gauche
Les Amis de la Terre du Nord 4F

L'évangile de la non-violence
JM. Muller 39F

L'escroquerie nucléaire
Cousteau (4 pages) 0,50F

Armée ou défense civile non-violente
CNV 75 6F

La justice militaire
TPFA Metz 4F

Y'en a plus pour longtemps
Fournier 40F

Où on va, je n'en sais rien mais on y va
Fournier 15F

Le nucléaire et l'information
Atelier Jadis Aujourd'hui 7F

Signification de la non-violence
JM. Muller 4F

Bien naître
Michel Odent 27F

Pour une naissance sans violence
F. Leboyer 25F

L'héritage
JM. Muller (CNV 77) 4F

Enveloppes Larzac 15F les 100

Toutes les commandes sont à adresser à la GO-PHNV, service librairie, BP 26 71800 La Clayette Participation aux frais d'envoi selon possibilités.

Ca n'amuse personne mais personne ne peut s'empêcher de prendre ce ton mauvais, et chacun veut avoir le dernier mot. Enfin l'heure tourne, les gars et il faudrait quand même voir à se décider. A l'unanimité, s'il vous plaît. L'ange de la retenue passe soudain, qui rend les regards doux, tout vagues... Pas d'opposition ? Adjugé ! Quelques semaines plus tard, un des meneurs, mais qui se défend naturellement d'en être un, ouvrira le feu en s'étonnant que rien n'a été fait et qu'on ne puisse compter sur personne.

Combien de groupes, écologistes ou pas, fonctionnant ainsi ? A coup de gueule, d'une manière toute théâtrale. Ceux qui ne l'ouvrent pas sont très vite condamnés à devenir du petit personnel à la petite personnalité. Des figurants, dont le départ ne fera pas un drame : on en embauchera deux au lieu d'un, voilà tout. Mais finalement tous s'en iront un jour ou l'autre. Tous aussi incompris et frustrés.

Vivre la non-violence, et non plus seulement l'afficher, c'est être tôt ou tard conduit à mettre bas les masques - comme vous diriez mettre bas les armes. Un article sur la notion de « personne » m'a paru s'imposer (*).

Mon attention est sans cesse ramenée à ce que je suis. A moi, ma personne... Tout ce que je fais ou veux est censé m'engager. L'obligation d'être *quelqu'un*, c'est à dire un objet de série, de dire « moi je... », de produire un personnage, est cependant rarement perçue comme une obligation. C'est qu'elle est pour chacun de nous l'occasion de prouver son originalité dans la série, en se poussant mieux que personne dans l'échelle des valeurs : l'occasion d'être « plus », d'être mieux que les autres, de se vendre au plus haut prix.

Comment remettre en question cet aspect tout commercial de nos rapports aux autres ? Comment faire comprendre que toute identification, même positive, asservit ? Que l'autosatisfaction participe des mécanismes d'autosurveillance ? Que les félicitations qu'on nous accorde, les gratifications que nous tirons de notre image, n'ont de sens que dans le cadre d'une répression généralisée ? Qu'un groupe, fût-il « en rupture », une révolution où il nous faudrait encore témoigner de ce que nous sommes, nous piègent dans un nouvel ordre de vertus, de certitudes, de sécurités, de sacrifices ?

1- On peut partir de la formule « connais toi toi-même ». Passons sur l'utilisation morale qui en est faite à travers l'appel à notre conscience... Ce que « je suis » n'est malheureusement un objet ordinaire. Toute tentative de mieux me connaître me modifie : fait apparaître plein d'aspects tout aussi vraisemblables et contradictoires de mon moi qu'il me faut ensuite prendre en compte. Mon passé, où je cherche à faire la preuve qu'il y a en moi quelque chose de permanent, et réinterprétable à l'infini. Je peux toujours monter un événement, une situation que j'ai vécu, en moments décisifs, révélateurs. Mais qu'est ce qui n'est pas décisif, dans une vie ? Tel fait sur lequel je m'arrête n'en cache-t-il pas un autre, moins spectaculaire mais aussi important ? A la limite mon passé n'appartient pas moins au futur que mon présent : il devient ce que j'en fais et prend la signification que je lui donne.

D'une manière générale, ce que je suis, c'est ce que j'essaie de me faire être : le modèle plus ou moins dramatique que je suis en train de suivre. On poursuit une certaine image de soi. Mais aussi pratique et gratifiante soit-elle, ce ne sera jamais qu'une image. Une hypothèse, aussi bien, mais dont nous nous efforçons - aidés en cela par les autres, qui ne veulent pas demeurer dans l'incertitude à notre égard - d'oublier le caractère hypothétique.

2- On peut aussi partir de cette constatation banale : je ne suis moi-même avec personne, ni selon les lieux, ni selon les saisons. C'est non seulement l'image que

La croisée des mots

**«Moi je pense»,
dit-il avec force, ou:
«Moi je crois, moi je sais»
Il ne le pensait pas à la minute auparavant
et la véhémence avec laquelle il parle
indique assez bien
qu'il n'est pas en confiance.
Alors il campe un personnage
et s'arme de certitudes.
Ce qui donne aux autres
l'occasion de jouer leur réplique
et de le descendre en flammes...
On appelle ça discuter.**

j'ai de moi qui se trouve affectée, mais ma façon de réagir, de sentir, de me représenter le monde. A noter que toute notre existence s'épuise à empêcher ces sortes de surprises. Chacun s'efforce d'être - ou de suivre - un programme, gravite dans un certain cercle professionnel, culturel, d'amitiés. Même quand on s'offre une aventure, on sait d'avance quelles limites ne pas dépasser.

Ce que j'affirme «aimer», «m'aller», être «bien de moi», bien pour moi, etc, peut aussi bien relever du roulement que me permettre de résister aux pressions. Ce que je prétends être bloque le passage à tout ce que je pourrais connaître de différent et aux autres personnages que je pourrais incarner. Ma personne est donc bien au sens étymologique, un masque, faisant usage de filtre, dans une double aliénation. A usage interne, en sélectionnant tout ce qui m'aide à renforcer mon personnage. Et à usage externe, en ne laissant passer que les possibilités qui intéressent les autres.

3- On peut enfin partir de la souffrance que c'est de n'être pas compris. Mais être compris, qu'est-ce que ça voudrait dire ? Ou bien qu'on accepte indifféremment tout ce que vous voulez, et que vous avez le droit d'échapper à tous les cadres : donc exactement le contraire de ce que comprendre signifie. Ou bien que vous incarnez un personnage tellement connu du folklore qu'il faut être idiot pour ne pas s'en apercevoir. Inutile, dans ces conditions de faire l'effort d'aller jusqu'à vous : vous êtes absent, possédé de votre personnage - ou dépossédé - ça revient au même.

Dans la revendication de plus de compréhension, c'est l'idée de fidélité à soi-même, de cohérence, qui s'exprime : d'une certaine unité, en dépit des apparences. En réalité l'unité est toute entière dans l'effort de la prouver... Et pour qui travaillez-vous en faisant cet effort ? Pour l'ordre établi, dont vous confirmez les modèles, ou pour un ordre à venir, qui sera tout aussi ennemi de la diversité que celui-ci...

Quelles conclusions tirer de tout ceci ? La première, c'est que «je», «moi», *ma personne*, sont en perpétuelle invention. La seconde, que cette invention est vécue dans l'angoisse. D'où le succès des explications définitives - race, patrie, époque, zodiac, complexes - et des enrôlements militants. La troisième : que notre manière de réduire notre angoisse nous interdit de la dépasser...

Mais comment la dépasser ? Imaginons un instant le problème résolu. Un bonhomme qui ne souffrirait plus d'avoir continuellement à s'inventer... Il mettrait donc l'invention, l'hypothèse, l'expérimentation, au centre de tous ses rapports avec les autres, les choses et lui-même. Il ne serait plus dominé par aucun savoir et ne chercherait plus à dominer quiconque par ses propres lumières. Il renverrait dos à dos tous les flics qui prétendent bâtir une société idéale. Son univers mental serait celui de l'incertitude, de l'insécurité, de l'éphémère, de l'hypothèse, de la gratuité, et il en serait joyeux. Eternel apprenti, il n'aurait pas besoin de s'affirmer en affirmant, de se carapaçonner de vérités. Il ne craindrait pas que les autres, parce qu'ils sont différents, menacent ses propres modèles puisqu'il n'en aurait pas, ou seulement à l'essai. Tout ce qui est humain lui redeviendrait proche... etc.

Ce bonhomme-là, non-violent intégral, sera jugé impossible, et du même coup la société dans laquelle il pourrait vivre. On lui reprochera d'être «seulement constant dans l'inconstance» - devise de Benjamin Constant. Comment compter sur lui, n'est-ce pas ? Il ne ferait ni un père sur qui se modeler, ni un de ces semblables qui vous renvoient une image confortante de vous-même, ni un de ces loyaux sujets qu'on manipule à loisir. Il n'apparaîtrait pas solide et poserait trop de questions...

L'accueil serait-il meilleur en milieu non-violent ? C'est douteux. Mais qu'y a-t-on fait jusqu'à présent pour dépasser l'angoisse



petit-roulet

se ? Il semble même que celle-ci y redouble. Car on y veut, encore plus passionnément qu'ailleurs, l'harmonie et tout devient prétexte à se faire, à vous faire un procès en disharmonie. L'unité du moi, la cohérence, deviennent dès lors des vertus cardinales, et on ne voit plus ce qu'elles ont de forcé, ni ce qu'elles sont, elles aussi des avatars de l'idée d'ordre et la pierre angulaire de l'Etat... Parler de *désobéissance civile*, dans un cadre conceptuel aussi indigent, c'est se condamner à voir revenir par la porte ce qu'on aura chassé par la fenêtre.

Lambert

(*) : on peut se reporter aux articles *être* et *dramatiser* du n° 208.

CA VA SE PASSER AUX CIRCAUDS CET ETE

Information du 21 au 25 juillet.

Cette rencontre s'adresse aux personnes peu ou pas informées :
- quelles sont les possibilités des énergies renouvelables ?
- Informations techniques, politiques, économiques.

Quel avenir pour l'autoconstruction ? les 26, 27 et 28 juillet.

Quel avenir ? Entre l'emprise des firmes et le bricolage individuel, quelle pourrait être la place d'ateliers artisanaux, de coops ? Quels sont les obstacles au développement ? Quelles sont les éventuelles solutions ? Des personnes impliquées dans des projets à base d'énergie douce, participent au débat.

Atelier de construction du 3 au 10 août

Nous invitons tous ceux qui le désirent à participer à la réalisation d'un dispositif de captage pour chauffer solairement l'eau sanitaire de l'une des maisons que nous occupons. En échange nous serons là pour vous transmettre les bases essentielles quant aux problèmes de l'énergie solaire comme de son captage. Enfin, pour qu'il s'établisse entre nous un véritable mode d'échange, nous assurerons le gîte et le couvert.

Vue l'exiguïté actuelle de notre atelier, nous limitons le nombre de personnes à dix. Répondez-nous donc très vite !

Folk

Le 12 août à Blanot, le 13 août à Cours 69 salle

municipale, le 14 août à Oyé.

On est pas très à l'aise dans les festivals folk, pas dans notre contexte. On crève aussi de ne pas rencontrer profondément des tas d'autres musiciens, des tas de musiques, des tas d'instruments. On aimerait qu'après quatre jours d'intense folie musicale, on reparte la tête pleine d'airs, le coeur plein de gens, les doigts pleins d'envies à jouer encore et encore...

Pour plus d'informations et vous inscrire, écrivez-nous : Centre de Rencontre les Circauds-Oyé 71610 St Julien de Civry. Tel (85) : 25 82 89:

Mer morte



Marées rouges, marées noires, boues multicolores, huiles et goudrons, plages jonchées de détritus les plus divers, paysages de mort où les poissons le ventre à l'air voisinent avec les oiseaux pétrolés ou les phoques paralysés, voilà la triste réalité que décrit Marie-José Jaubert dans son ouvrage *La mer assassinée*.

Une maladie qui gangrène toutes les eaux du globe, du plus petit ruisseau à l'océan. Des produits toxiques, détergents, pesticides, mousses blanches et liqueurs noires des papeteries, ou nappes d'hydrocarbures des pétroliers qui dégagent en pleine mer, qui s'infiltrent dans les organismes et les chaînes alimentaires, remontant du plancton aux cétacés, jusqu'à l'homme lui-même, lui donnant d'étranges maladies : typhoïde, hépatite, choléra.

Un triste bilan ponctué de dates désormais célèbres, hélas : Torrey Canyon, Olympic Bravery, Boehlen, Ekofisk, Amoco Cadiz, Montedison, de quoi vous rafraîchir la mémoire au cas où vous l'auriez perdue. Mais le plus grave reste encore la pollution radioactive : retombées des nuages rendus radioactifs par les essais nucléaires en haute atmosphère, rejets des navires ou des sous-marins propulsés à l'énergie nucléaire, ou encore fûts de déchets immergés, pratique couramment utilisée aux premiers âges du nucléaire : par exemple les Etats-Unis qui se sont débarrassés entre 1964 et 1965 de déchets représentant 80 000 curies, dans le nord de l'Atlantique, ou bien la Grande-Bretagne : 40.000 curies en mer du Nord (ce qui représente grosso-modo la mort de quelques millions de personnes).

Certes on recherche de part et d'autre des solutions pour abaisser le taux de toxicité des produits; mais les détergents dits « biodégradables » ne le sont pas tant que l'on voudrait le faire croire; mais le phosphogypse rejeté en baie de Seine n'est pas du gypse naturel comme le disent les industriels: tricheries et supercheries, négligences et corruption ou tout simplement ignorance, telles sont le plus souvent les causes de ce désastre planétaire. Mais plutôt que d'attendre l'empoisonnement des empoisonneurs, emportez donc ce livre sur la plage : les bains de mer au pétrole vous donneront à n'en pas douter un parfait bronzage.

M.M.
Marie-José Jaubert, *La mer assassinée*, éd. Alain Moreau, 1978, 480 pages.

Pour une société non-violente

DEPUIS plus de vingt-cinq ans, la communauté de l'Arche montre solidement qu'une société non-violente peut vivre en autarcie économique, ne peser sur personne, et mener un combat politique. C'est en fait Lanza del Vasto, philosophe et fondateur de l'Arche, qui a été à l'origine de bon nombre d'actions non-violentes, et ces compagnons sont bien présents au cœur des luttes actuelles, comme au Larzac et à Malville.

Mais l'Arche ne peut se réduire à la seule communauté rurale installée dans l'Hérault*, c'est aussi ses alliés, ces hommes et femmes liés à l'Arche par un engagement à suivre, là où ils vivent, un chemin gandhien.

Ce sont les alliés de l'Arche qui sont le plus directement interpellés par les questions politiques puisqu'ils vivent au cœur de notre société. Pour répondre à ces interpellations, certains d'entre eux viennent de sortir une brochure : *Pour une société non-violente*** qui, de manière très agréable, présente l'analyse de l'Arche.

D'entrée de jeu, la société libérale avancée et le communisme sont renvoyés dos à dos : *Il ne reste rien du libéralisme : une société moribonde (...) sans avenir (...) une société vaincue, défaite et qui se prépare dans un sursaut de conservatisme à s'enfermer dans ce qu'elle a de plus horrible : le fascisme.*

Le marxisme n'a pas renversé l'idole à laquelle les hommes aliènent leur liberté. A la servitude du profit, il a substitué la servitude de la domination (...) le salariat est la forme moderne de l'esclavage d'antan.

Suit alors une critique du marxisme que cette conclusion résume en une phrase : *Le marxisme, une économie ? Non, ni même une politique : une polémique au sens fort du mot.*

Le deuxième chapitre aborde les institutions : *Nous n'avons pas à nous emparer du pouvoir, ni à l'octroyer à quiconque. Le pouvoir est à garder chacun sur sa propre vie, pas au-delà (...). Le bonheur ne pouvant être qu'un accomplissement personnel.*

L'Etat, lieu où s'exprime la violence du pouvoir, est inhumain dans son mythe, dans sa taille et dans son absolutisme (...). Il est absolu dans son irresponsabilité et son incontrôlabilité. Véritable mécanique devenue folle par sa monstruosité, l'Etat échappe au contrôle à la fois des hommes qui le dirigent et de ceux qui le subissent. Le bulletin de vote n'est

pas un palliatif car la désignation de la majorité est pour de telles populations un mode parfaitement irresponsable, et il faut relativiser la loi devenue un outil d'oppression aux mains des puissants et des possédants.

La force de l'Arche, c'est sa cohérence et sa quête profonde de l'humain réconcilié. L'attaque la plus dure de cette brochure vise la technique qui a remplacé l'homme. *L'homme a été jeté en dehors de lui-même, de la cité, de l'usine, de l'Etat (...). Qui peut dire qu'il est lui-même maître de son destin et seigneur de sa vie dans cette mécanique qui broie l'être afin que nos corps seuls demeurent là où les pouvoirs économique et politique ont besoin de leur force, de leur masse? (...). De toutes les caractéristiques qui marquent notre temps, l'asservissement à la technique est la plus essentielle.*

L'attaque vise aussi le communisme car le marxisme ne s'est pas élevé contre la technique et a rendu d'autant plus facile le totalitarisme de la technique.

L'homme n'est pas unidimensionnel (...) il n'est pas que matière, pas que psychologique, mais est aussi et d'abord un être spirituel... Privé de la possibilité d'approcher la vérité, de saisir la beauté, de goûter l'incommunicable, l'homme s'atrophie.

A cette analyse, l'Arche répond par elle-même, par son témoignage qu'elle relativise d'ailleurs : *Nous n'entendons pas démontrer que la structure communautaire, laborieuse, non-violente de l'Arche soit le modèle valable pour tous les temps et tous les hommes (...). L'Arche est notre réalité, notre pratique sociale. C'est tout.*

Le premier acte par lequel on peut se dégager de l'emprise dévorante du profit, c'est de simplifier les besoins. Se donner le toit, la nourriture, l'habit et l'outil, en recherchant la beauté de l'harmonie, c'est tout (...) et c'est essentiel, nous demandons à nos mains de le produire selon notre capacité individuelle ou communautaire.

Quant à la propriété collective, elle est réduite au strict nécessaire. Simplement sont appropriés les terres cultivées réellement par les compagnons et les bâtiments occupés effectivement.

Si l'Arche est une société de la gratuité, elle est aussi celle de l'unanimité : *Toutes les décisions se prennent à l'unanimité après d'intenses consultations... Quitte à vouloir la démocratie, autant vouloir la démocratie directe où*

chacun s'exprime et est écouté car nulle décision ne peut se prendre sans lui.

La présentation se termine sur la non-violence puisée dans la Bible : *Si ton ennemi a faim, donne-lui du pain à manger, s'il a soif donne lui de l'eau à boire (...) actes de justice et de charité (...) ils viennent là où on ne les attendait pas (...) et cette démarche (...) rompt l'enchaînement de la violence (...) l'instinct pouvant céder la place à la conscience, à la réflexion et éventuellement à la conversion.*

Les dernières pages *En attendant* s'essayent à une approche politique des possibilités de transition.

L'Arche semble idéale. Pourquoi, alors, si peu de gens rejoignent-ils Lanza del Vasto au quotidien ?... Justement parce qu'il s'agit d'un idéal. Je m'explique.

Dans cette brochure, il y a un grand vide. Le yoga et la méditation pratiqués au quotidien par les compagnons de l'Arche ne sont pas abordés.

Pour répondre aux interpellations des groupes politiques, les auteurs sont apparemment tombés dans le piège de l'unique approche politique, ce qui est assez étonnant pour l'Arche. Ils ont feint de croire que n'importe quel homme pouvait entrer à l'Arche sans travail sur lui-même. En fait, s'ils n'en ont pas parlé, c'est qu'ici le bât blesse.

Pour atteindre cet idéal communautaire, il faut travailler sur soi et la méthode proposée par l'Arche, essentiellement basée sur le Yoga, est vécue par beaucoup comme une contrainte, comme une nouvelle tension nécessaire pour atteindre un moi idéal.

L'Arche ne vit pas la libre sexualité, elle consacre le mariage et refuse toute approche psychanalytique qui, à mon avis, la libérerait des tensions volontaristes exigées du moi pour la formation de l'idéal du moi. L'Arche apparaît comme refoulant un certain nombre de pulsions qu'elle se refuse à analyser.

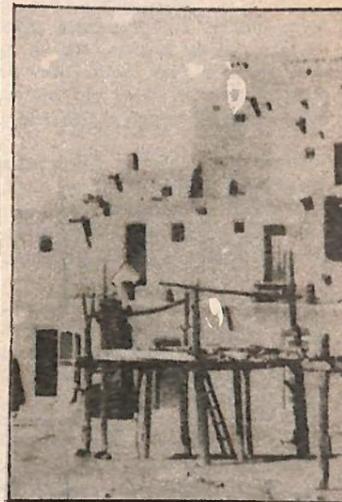
Ce faisant, son apparente sublimation n'est malheureusement pas attrayante, car vécue comme exigence et non comme plaisir.

Georges DIDIER

* Communauté de l'Arche, La Borie-Noble, 34260 Le Bousquet d'Orb.

** Brochure à commander à : Antonin SENTOU, 2 rue des remparts, 34450 VIAS. Prix non indiqué.

Archi de terre



Archi de terre est un beau livre. Un très beau livre. Pas seulement par les dessins, les photos, et les textes qui le composent. Livre de souvenirs vivaces et d'héritages il est aussi annonciateur d'autres époques.

L'architecture de terre abrite encore une moitié des habitants de cette planète. Si les pays industrialisés l'ont peu à peu abandonnée, ce n'est nullement pour des raisons de qualité mais parce que les populations ont quitté les campagnes et qu'il fallait construire vite et pas cher. La terre a longtemps abrité les peuples et elle le fait encore en Côte d'Ivoire, au Nouveau Mexique, et ailleurs.

Pourquoi construire en terre aujourd'hui ? Pour rejoindre ce que P. Bardou et V. Arzoumanian appelle « la préoccupation écologique naissante ». Le « béton de la terre » se trouve sur place et son utilisation conduirait à une réduction de la production de ciment. De plus la terre possède des qualités de rétention et de conduction de la chaleur qui en font un matériau idéal pour le volant thermique d'une maison.

Archi de terre marie dans un dernier chapitre, maison de terre et énergie solaire dans une approche bio-climatique de l'architecture.

Les maisons solaires passives en briques d'adobe (1) décrites sont déjà connues mais les chiffres cités ne le sont pas.

Le plus étonnant dans l'architecture bio-climatique, ce n'est pas son coût (très bas !), sa simplicité apparente ou son efficacité, c'est l'incroyable perception dont font preuve ses pionniers et l'idée qu'ils ont de ce que doit être la circulation de la chaleur dans une maison. Lisez pour cela l'entretien avec D. Wright qui constitue la conclusion de l'ouvrage.

Quelques photos du livre montrent de vieux villages de terre s'écrouler sous les coups des vents et de la pluie. Doucement la terre retourne la terre. « Ne laissez ni déchets, ni traces indélébiles, peut être sera-ce une ambition nouvelle pour l'architecture ».

(1) : mélange d'argile et de sable compressé et séché au soleil.

Archi Terre. Editions Parenthèses Les Platrières. 13 360 Roquevaire



TRANSPORTS URBAINS: ÉTUDE D'UN CAS

L'agglomération grenobloise

«des vélos, pas d'autos !»

Pour des millions de citadins, les écologistes c'est d'abord ce slogan. Et sans doute n'est-il pas inutile de dépasser le slogan et ses justifications les plus immédiates.

L'étude d'un cas concret ne manque pas d'intérêt.

Notamment parce qu'elle nous permet de mieux cerner cette si fondamentale notion de «seuil».

Quand un progrès cesse de l'être...

Question posée à propos de certains aménagements routiers :

car il semble parfois indispensable de soulager la circulation de tel ou tel secteur, trop bien le faire incite à prendre la voiture...

Le cas de l'agglomération grenobloise est typique d'une municipalité -d'un groupe de municipalités- de gauche, qui cherche à développer les transports en commun, pistes cyclables et autres voies piétonnes, en refusant pourtant toute remise en cause réelle de l'importance de l'automobile.

Faisant mine d'ignorer qu'en économie libérale, la concurrence, même baptisée complémentarité, favorise la technologie la plus gaspilleuse, et finalement la moins efficace.

Et cette municipalité qui s'obstine à résoudre la quadrature du cercle se trouve confrontée en permanence à un groupe de pression dynamique l'Association pour le Développement des Transports en Commun.

Association qui sait concilier un travail d'études

-de portée générale ou locale-

à la limite technocratique, et la mobilisation (c'est le mot), à l'occasion, de la jeunesse écolocycliste.

On ne saurait transporter hâtivement la notion de diversité, si importante en écologie fondamentale, dans la discussion technologique.

On ne peut développer de front circulation automobile et transports en commun .

On ne peut développer de front énergies solaire et nucléaire .

Il faut choisir... C'est ce que montre l'exemple de Grenoble.

Et ce monde prétendu «d'efficacité» devrait, en toute logique, tourner plus rond ;

si les choix technologiques étaient réellement, comme on nous l'apprend à l'école, neutres...



GRENOBLE : une ville de près de 200 000 habitants, une agglomération de près de 400 000 âmes. Une montagne au bout de chaque rue : la capitale du Dauphiné se situe à la confluence de trois massifs alpins : Vercors, Chartreuse, chaîne de Belledonne. Et de deux rivières, le Drac et l'Isère, ce qui nous donne une, deux... trois vallées, le compte est bon. Au nord-est les banlieues les plus résidentielles (La Tronche, Corenc, Meylan). A l'est, un vaste campus universitaire. Au sud-est, au sud et à l'ouest, les banlieues populaires (St Martin d'Hères, Echirolles, Fontaine). Un poil plus au sud, la chimie de Pont de Claix et Jarrie. Au nord-ouest enfin, banlieue plus mélangée (St Egrève, Sassenage). Bon, ben voilà pour le décor.

Des progrès tardifs

La gauche tient Grenoble depuis 1965, avec au départ un mélange de socialistes, de PSU et de GAM (Groupe d'Action Municipale), sous la houlette d'Hubert Dubedout. Mais les transports en commun ne vont pas pour autant commencer aussitôt à s'améliorer. La municipalité consacre au contraire tous ses efforts à l'amélioration de

la circulation automobile, surtout à l'approche des Jeux Olympiques d'hiver de 1968 : aménagements et créations de voiries, plan de circulation efficace (nombreux sens uniques), etc... La dégradation des transports collectifs est alors à son comble. Mais en voiture, on circulera «bien», du moins pendant quelques années : tant que les gros investissements consentis pour les J.O. ne sont pas saturés. 1968 : c'est aussi l'année où Alfred-Sauvy publie *Les quatre roues de la fortune*. Il faudra pourtant quelques années encore aux élus de Grenoble, ville réputée «en pointe», pour prendre conscience des coûts sociaux de l'automobile. La perspective futuriste du *Poma 2000* (cf. plus loin) dispense alors de toute réalisation concrète dans le domaine des transports en commun «classiques». Et si Grenoble compte alors beaucoup de cyclistes, ce n'est pas qu'ils bénéficient d'aménagements particuliers, mais simplement que cette ville, construite dans une ancienne vallée glaciaire, est l'une des plus plates de France.

La dégradation du service public de transport accroît rapidement le déficit financier de la S.G.T.E., ancienne *Société Grenobloise des Tramways Electriques* devenue, après la cruelle disparition des dits trams (en 1952 pour les derniers), *Société Grenobloise des Transports et Entreprises*. Ni les communes de l'agglomération, ni le département, ne veulent financer

Où il est démontré que produire plus de bus n'a d'intérêt que si l'on fabrique beaucoup moins de voitures individuelles.

ce déficit sans contrôler l'usage fait de leur argent. Et la nécessité d'éviter l'effondrement total des transports collectifs contraindra les communes à s'entendre (les banlieues populaires sont communistes depuis 1945, le reste est plus ou moins à droite, sauf Meylan passé au GAM en 71). Elles s'associent donc dans le S.M.T.C. ou *Syndicat Mixte des Transports en Commun*, et prennent le contrôle de la S.G.T.E. qui en devient S.E.M.I.T.A.G., *Société d'économie mixte des transports de l'agglomération grenobloise*. La crise de l'énergie (grâce lui soit rendue), et une pression écologiste constante, feront le reste.

...Réels, mais...

A l'étude depuis 1973, l'institution d'un *tronc commun* des lignes de bus et de trolley en décembre 74 manifeste une volonté politique de développement des transports en commun en s'inscrivant dans le paysage du centre-ville par ses réservations de voirie. Sa fonction première : faciliter les correspondances et simplifier les itinéraires, les allers et retours étant auparavant pour la plupart dissociés. Et ce tronc commun s'inscrit dans une restructuration globale du réseau, menée progressivement : création de bandes réservées à contresens (les plus efficaces question rapidité) supprimant ces mêmes dissociations aller-retour; prolongations, rectifications diverses de nombreuses lignes, et même création de lignes nouvelles.

Cette amélioration du réseau s'est doublée d'une augmentation du parc de véhicules - bus et trolleys - permettant un relèvement des fréquences. L'utilisation complète de la loi autorisant les communes à prélever 1% (maximum) sur les salaires pour financer exclusivement des investissements pour les transports collectifs, a permis cette opération. Ces fréquences plus rapides sont probablement décisives dans l'augmentation du nombre de voyageurs : on observe en effet que la fréquentation «découle» vraiment (+80%) lorsque l'espacement entre deux bus n'excède pas sept minutes. Encore un seuil, tiens... Des bus neufs remplacent progressivement un matériel ancien beaucoup moins confortable. Quelques-uns parmi les plus récents sont articulés, ce qui permet d'augmenter la capacité de la ligne sans accroître les frais d'exploitation, soit principalement le nombre de chauffeurs. Enfin, le renouvellement du parc de trolleys a permis le redémarrage de l'industrie du trolleybus français, et relancé son usage dans d'autres villes françaises.

Pour conclure sur les aspects positifs, notons encore une simplification importante de la billetterie, la libre correspondance et le maintien d'une tarification assez basse. Un bilan qui est loin d'être négligeable.

...Loin d'être suffisants !

Le moins que l'on puisse dire est que l'achat des premiers bus neufs n'a guère contribué à démontrer que les transports collectifs sont indispensables à la qualité de la vie ! Ces bus, en effet, avaient au-delà de ce qu'on peut imaginer. Il est vrai qu'on ne sait pas, au pays du Concorde, construire de gros Diesel non polluants. Les plus récents bus grenoblois sont donc équipés de moteurs allemands, tandis que les autres se bousculeront encore cinq ou dix ans pour

gazer les riverains du tronc commun, et plus encore les usagers. Comme quoi l'ouverture à tous vents des abribus Decaux n'a pas que des inconvénients, comme celui de faire geler le peuple en hiver : elle lui permet quand même de ne pas s'asphyxier complètement. Bien entendu, la droite s'emparera de ces bus qui *puent et tuent* (une fois ! - combien de morts du fait de la voiture, même en ville ?) pour dénoncer la municipalité socialiste et son collectivisme transporteur.

Et dans tous les domaines en progrès depuis ces dernières années, il reste beaucoup à faire. La restructuration du réseau «classique», par exemple. Quelques bandes réservées supplémentaires seraient d'une efficacité considérable à l'approche des principaux goulots d'étranglement (notamment les ponts sur l'Isère et sur le Drac).

Surtout si elles se complètent d'une priorité automatique pour les bus et les trolleys : inutile donc de dépenser des sommes folles pour élargir les ponts. Plus grave : la création de lignes de ceintures («petite ceinture» sur les «grands boulevards», «grande ceinture» entre les banlieues) se fait toujours douloureusement attendre : pour aller de St Martin d'Hères à Eybens qui n'est pas bien loin, ou de la Villeneuve au campus, il faut prendre deux bus et passer par le centre-Grenoble... Enfin, il est toujours étonnant de constater que ceux-là même qui tentent à grand-peine de faire pénétrer les transports collectifs dans un tissu urbain ancien, ne leur donnent guère de place dans les zones construites de toutes pièces ! Ainsi la zone commerciale de *Grand Place* et *Carrefour forme-t-elle* une barrière très efficace pour les bus entre Grenoble et Échirolles...

Par ailleurs, de nombreuses lignes verraient leur fréquentation s'accroître avec l'augmentation des

cadences de desserte. Le service en soirée est inexistant sur l'ensemble du réseau, trop faible les dimanches et fêtes. Bien sûr, on évoquera le déficit de la *SEMITAG*, 22 millions de francs en 76. C'est beaucoup ! Ce n'est que la moitié des coûts sociaux résultant des seuls accidents imputables à la bagnole dans l'agglomération. Et il serait légitime que l'État participe au déficit d'exploitation des transports urbains de province comme il le fait à Paris (où le déficit est cent fois plus important qu'à Grenoble).

Cette carence de l'État est constamment invoquée par la municipalité pour ne pas satisfaire aux revendications des usagers, et de l'*Association pour le développement des transports en commun, pistes cyclables et voies piétonnières*, ADTC pour les proches. Dubedout participa même à la première manif à vélo, en 1974, dont l'objectif, du coup, se réduit à demander des subventions au gouvernement. Mais pour l'A.D.T.C., comme pour la *fédération Rhône-Alpes de protection de la nature* (FRAPNA-Isère), la carence de l'État ne peut excuser toutes les carences des élus locaux. Notamment en ce qui concerne les investissements, comme nous le verrons plus loin. C'est pourquoi les fêtes à vélo ultérieures (3000 personnes en mai 75 et 5000 en mai 76) se terminèrent devant la mairie...

Évoquons encore quelques problèmes moins importants, mais d'autant plus irritants qu'ils seraient faciles à résoudre. Par exemple, la libre correspondance pendant une heure se trouve assortie de l'interdiction de reprendre un bus ou un trolley de la même ligne. Ce qui peut rendre très coûteux les trajets fractionnés : mesquin, estime l'ADTC, qui n'est pas pour autant favorable à la gratuité des transports,

en premier lieu parce qu'aucune source de financement ne saurait être négligée pour améliorer le service public. Mesquine aussi, l'absence de «carte orange», de demi-tarifs pour les enfants de plus de cinq ans. Mesquins surtout, et souvent maladroits, les efforts en faveur de l'information du public (en progrès depuis peu, reconnaissons-le). Un peu comme si l'on voulait bien améliorer le service public pour ceux à qui il est indispensable - les usagers dits *captifs*, sans voiture : jeunes, mères de famille, immigrés, vieux, etc... - sans chercher à inciter les automobilistes à délaisser leurs voitures au profit du service public. Mais nous y reviendrons. Constatons simplement pour le moment que la clientèle nouvelle des transports collectifs est surtout constituée d'anciens usagers - par obligation - des deux-roues.

Deux-roues pour lesquels les efforts consentis récemment ne sont pas à la hauteur : deux pistes cyclables réalisées, une en projet, deux ou trois carrefours aménagés... mais guère de réservations de voirie (*bandes cyclables*), qui coûtent pourtant tellement moins cher que la construction spéciale de pistes.

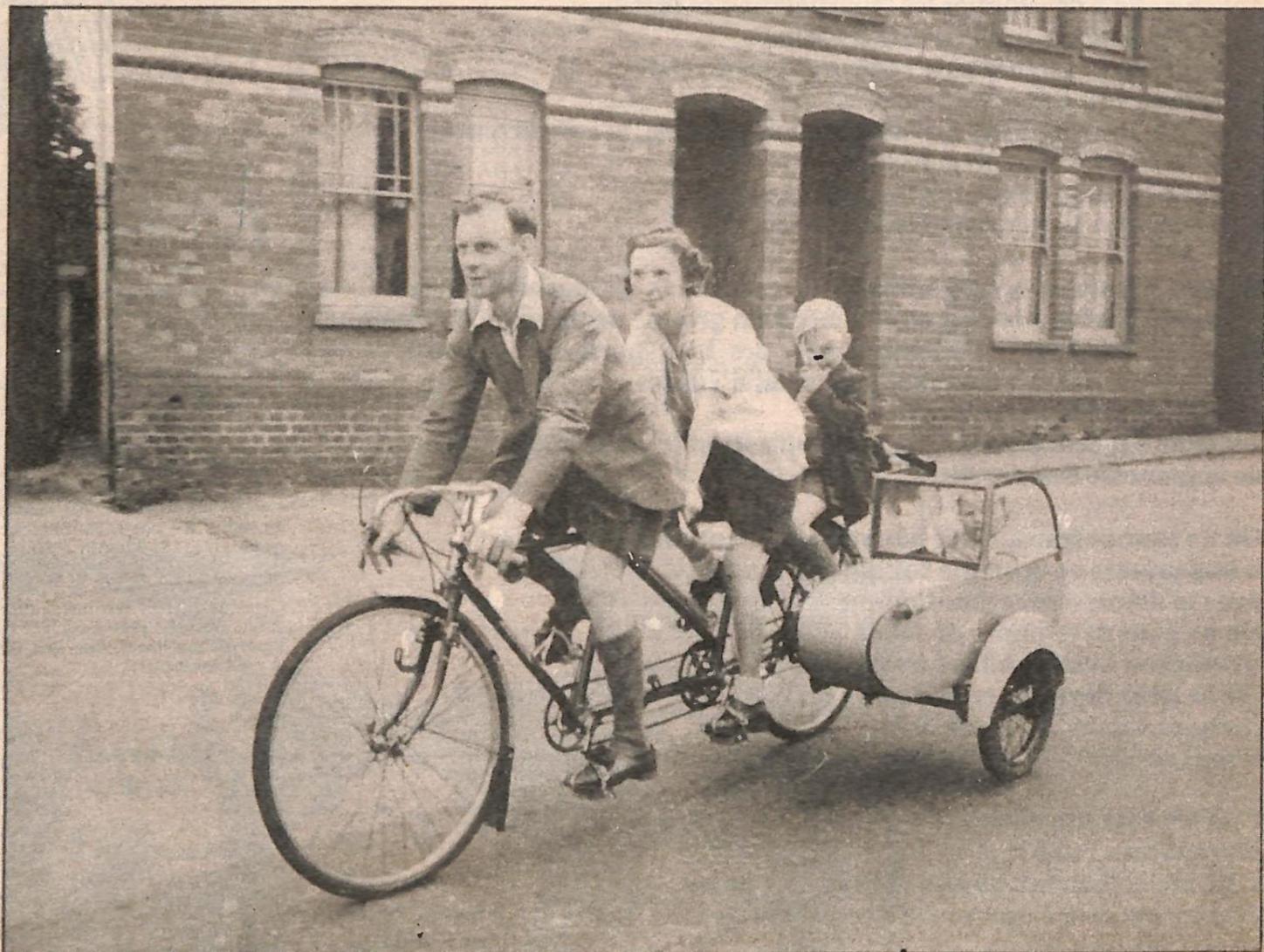
Enfin, last but not least, la saturation des lignes aux heures de pointe - invraisemblable sur la ligne du campus, mais il est vrai que beaucoup d'étudiants ne votent pas à Grenoble - permet d'aborder le problème de fond, la question d'un choix politique qui engage l'avenir de l'agglomération, mais doit être pris maintenant. Veut-on, oui ou non, donner aux transports en commun (et deux-roues) un avantage décisif sur la voiture ? En d'autres termes, s'agit-il de faire de Grenoble une ville *circulable*, ou bien humainement *habitable* ?

Et concrètement, l'alternative s'exprime ainsi : tramway moderne, ou voies urbaines rapides.

Un désir nommé tramway

Reprenons. Une enquête réalisée en 1973 révèle la structure des déplacements motorisés dans l'agglomération : transports en commun 10%; deux-roues 25%; voitures 65%. A sa création, le S.M.T.C. se fixe comme objectif à 10 ou 15 ans la répartition suivante : transports en commun 30%; deux-roues 25%; voitures 45%. Notons, un, que cet objectif suppose une amélioration constante et des transports en commun et des conditions de circulation pour les deux-roues, afin que l'accroissement du nombre d'usagers des transports se fasse au détriment de la croissance du nombre des nouveaux conducteurs. Et deux, que la diminution du pourcentage de voitures n'est qu'une indication *relative*, puisque «doivent» augmenter et la population de l'agglomération, et la quantité individuelle de déplacements, c'est ça le progrès. Et on n'arrête pas le progrès, tout le monde le sait. Sans doute parce qu'il se déplace tout le temps, vous voyez bien. Enfin, bref.

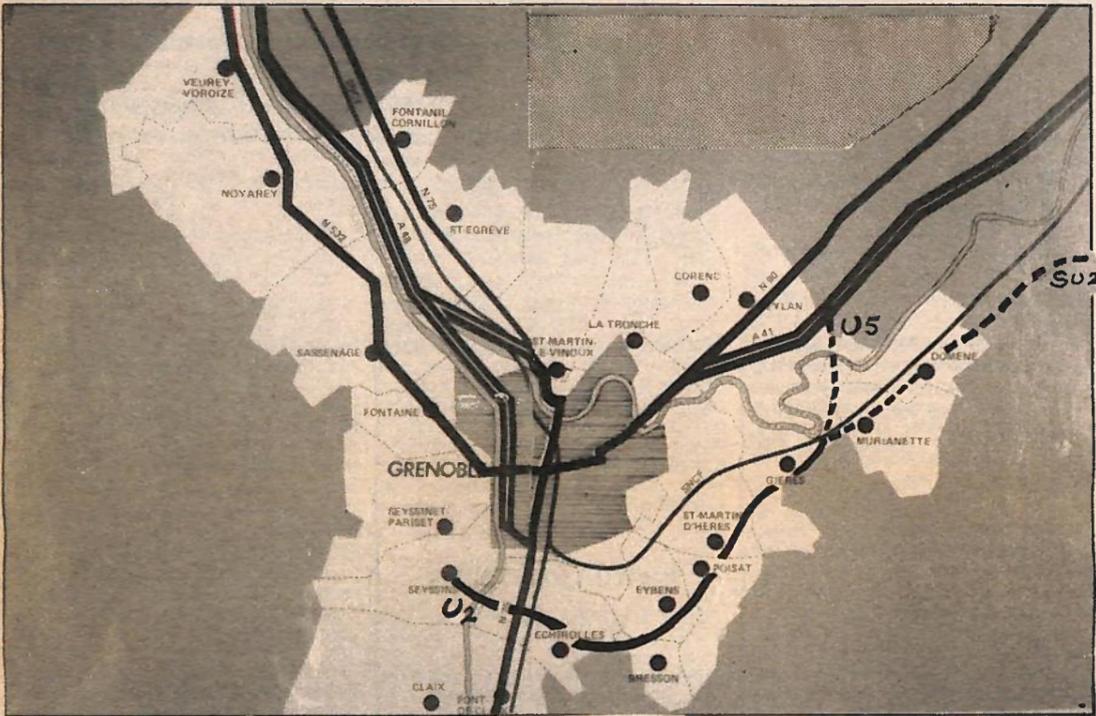
A titre de comparaison, les transports collectifs - tramways - zurichois assurent plus de 50% des déplacements motorisés, et plus de 80% des trajets centre - banlieue. Nous n'hésiterons pourtant pas à qualifier d'ambitieux les objectifs du S.M.T.C. - vu les moyens qu'il se donne. Car s'il semble bien possible, comme nous l'avons vu, de résoudre divers problèmes qui freinent la progression (dans tous les sens de l'ex-



Cette photo (ainsi que l'illustration de la page précédente) est extraite de «King of the road», une histoire illustrée de la bicyclette d'Andrew Ritchie



Tramway moderne... à Zurich !



pression) des transports en commun, qui semblent assurer actuellement environ 15% des déplacements motorisés, le problème de la saturation aux heures de pointe n'en sera qu'aggravé. Et quelques kilomètres dans un bus bondé, comme le dit la chanson, ça use les usagers. Mais on ne voit guère comment ce problème pourrait être réglé sans recours au T.C.S.P. - *transport en commun en site propre*.

Site propre, cela veut dire d'abord que les transports en commun ne sont pas gênés par la circulation automobile. Mais il y a deux conceptions du site propre : celui qui empiète sur la voirie actuelle de la bagnole - le tramway -, et les autres - métro, Poma 2000. Et toute la question est de savoir si l'on admet que la diminution de l'espace routier est un progrès, parce que dissuasif de l'usage de la voiture, c'est-à-dire incitatif de l'usage du transport collectif ! Ce à quoi se refusent actuellement toutes les municipalités - de droite ou de gauche - affichant leur volonté de promouvoir les transports en commun (ne parlons pas des autres).

Pour les associations d'usagers telles l'A.D.T.C., seul le tram est capable à la fois d'absorber l'abondance des heures de pointe sans accroître les frais d'exploitation (un seul chauffeur pour deux ou trois voitures), tout en restant à peu près rentable aux heures creuses, grâce, justement, à l'effet dissuasif de son emprise au sol constamment prioritaire. Ce ne sont pas là ces seuls avantages : repoussant la pollution hors des villes (comme le trolley), il la ré-

duit en étant énergétiquement plus efficace. Bas sur roues, il est accessible sans difficulté aux infirmes, vieux, mères de famille dotées d'enfants à roulettes, bref, ses principaux usagers. Atteignant jusqu'aux banlieues les plus lointaines, il pourrait sans problème être accessible aux cyclistes muni de leur vélo, combinaison de modes de transport écologique s'il en est ! (attention tout de même, en vélo, à traverser les rails de tram avec un angle suffisant pour éviter «d'enrailler» !) Et s'il est vrai qu'il nécessite des investissements coûteux, il faut d'abord savoir, ô Lyonnais et Marseillais qu'un kilomètre de métro coûte autant que cinq kilomètres de tram (matériel roulant, café et service compris) !

L'installation du tram à Grenoble s'est tout d'abord heurtée à la perspective du Poma 2000, système automatique de voitures tirées par câble mis au point à Grenoble par un grand fabricant de tire-fesses. Incapable d'absorber les pointes d'affluence, le Poma aurait eu en revanche l'énorme avantage d'autoriser à toute heure des cadences rapides de desserte. Mais le système présentait trois inconvénients majeurs : il n'a pas prouvé sa fiabilité, et les économies permises par la suppression des chauffeurs auraient sans doute été bouffées par les réparateurs et décoinçeurs de câbles. De plus, le Poma aurait coûté terriblement cher et entraîné nombre de nuisances, puisque devant circuler sur une infrastructure spéciale à hauteur des premiers étages des maisons ! Enfin, les voitures devant simplement ralentir aux stations n'auraient guère été accessibles aux princi-

paux utilisateurs (cf. plus haut). Malgré tout, la municipalité de Grenoble a défendu ce projet autant que possible, car il correspondait bien au mythe de Grenoble, ville moderniste et toujours à la pointe de l'innovation. Tandis que le tramway et son charme désuet, c'est d'un passéisme !

Maintenant que la ville de Grenoble a définitivement renoncé au Poma, les élus reculent devant l'installation - non, la réinstallation ! - d'un réseau de trams, pour des raisons financières. Alors que les ressources nécessaires peuvent être dégagées instantanément, si l'on renonce aux voies urbaines rapides en projet dans l'agglomération. Ce qui, en outre, fournira aux trams leur clientèle...

22 ! La marée d'chaussées !

Le 7^e plan (1976-80) prévoit un important programme de voiries urbaines rapides dans l'agglomération : «bouclage» autoroutier, liaisons complémentaires, voies suburbaines de dégagement. Pourquoi ! Hé bien parce que l'on «prévoit» une augmentation constante du trafic automobile. Et il faut donc décongestionner le centre (au profit des transports collectifs), faciliter la circulation dans et entre les banlieues, détourner les poids-lourds des zones habitées.

On sait pourtant depuis des années que l'automobile (et le camion de même) est comme un gaz qui remplit tout l'espace qui ne lui est pas physiquement interdit. Et que le niveau d'embouteillage

reste constant dans les grandes villes, quels que soient les aménagements de voirie. Sauf s'ils sont vraiment colossaux ; et dans ce cas, on gagne au mieux quelques années. A Paris les grèves du métro provoquent régulièrement des embouteillages monstres. Ce qui prouve que d'ordinaire un certain nombre de gens qui disposent d'une voiture ne s'en servent pas. C'est ce qu'on peut appeler (sans jeu de mot), l'auto-régulation du taux d'embouteillage. Construisez des voiries, vous n'aurez pas un nombre constant de voitures circulant mieux, mais un nombre accru de voitures circulant tout aussi mal. C'est pourquoi toute prévision de ce genre est fondamentalement malhonnête : on «prévoit» l'augmentation de la circulation, et en fonction de cela on réalise l'équipement nécessaire pour qu'elle ait effectivement lieu.

Le pire est que cette loi de diffusion maximale de la bagnole est parfaitement connue tant des élus que des responsables de l'Équipement, puisque tous savent qu'à la fin du 7^e plan ces voiries nouvelles seront saturées et qu' alors deviendront «indispensables» divers projets en principe abandonnés aujourd'hui (tels U4, tunnel autoroutier sous la Bastille, au nord de la ville)... mais dont les réservations d'emprise sont pourtant maintenues au plan d'occupation des sols de Grenoble. C'est ce qu'on appelle : «ménager l'avenir». Sic !

C'est bien évidemment de l'avenir que l'on veut se choisir qu'il faut partir pour élucider les choix d'aujourd'hui : démarche tout à fait inverse. Si l'on veut rendre la ville habitable, les transports col-

Voies urbaines rapides Étude d'un choix

Ce qui paraît intéressant dans l'extrait ci-dessous d'une récente étude de l'A.D.T.C. ; est moins la discussion elle-même des deux projets en cause, que sa méthode. Inutile donc, de connaître l'agglomération grenobloise par cœur, pour s'intéresser à l'analyse favorable à «SU2». Si l'ADTC tolère cette seule voie rapide nouvelle, c'est - paradoxe apparent - parce qu'elle ne favoriserait guère le trafic automobile...

Première hypothèse : U5

(...)

Les réflexions précédentes montrent cependant que le projet U5, quels que soient son tracé et son gabarit, est dangereux :

- coût élevé même si le gabarit est fortement réduit (nécessité d'un pont sur l'Isère).
- Consommation d'espace agricole : coupure de la zone agricole de Meylan, risque de transfert de nuisances sur Meylan.
- Incitation au trafic automobile par l'ouverture d'une liaison nouvelle qui créera en fait un raccourci entre Meylan et Échirolles : le risque est grand de voir une simple route se transformer rapidement en autoroute sous la pression du trafic induit.

Deuxième hypothèse : SU2

Il faut bien voir également que U5 ne règle pas tous les problèmes : la zone de Gières - Murianette - Domène, où la situation est critique sur le CD523, ne sera pas dégagée car le trafic des poids lourds y a un caractère local très prononcé (papeterie) et un contournement de cette zone (SU2) restera nécessaire. Une étude de la D.D.E. montre en effet que la construction d'U5 à grand gabarit donnera un «répit» de 10 ans à Gières par report du trafic sur U5, A41 et la déviation de Domène ; et au gabarit de 3 voies avec mini-échangeur à Meylan un répit de 4 ans seulement avant saturation complète du CD523 (ces considérations montrent bien au passage dans quelles perspectives se placent les techniciens : une augmentation inéluctable du trafic, donc une saturation progressive de la voirie quels que soient les investissements routiers).

Nous estimons dans ces conditions que la déviation de Gières doit être réalisée en priorité. En effet :

- 1) Contrairement au projet initial pour SU2, le tracé nouveau proposé par la municipalité de Gières limite les atteintes à l'espace agricole.
- 2) Le coût du projet est «acceptable» : deux voies de 3,5 mètres suffisent pour le trafic poids lourds et de transit.
- 3) SU2 constitue dans le prolongement d'U2 un bon itinéraire de déviation des poids lourds allant de l'ouest ou du sud vers Chambéry : SU2 débouche en effet sur le CD11 reliant Domène à Montbonnot et donnant accès à A41.
- 4) Le coût de SU2 étant très inférieur à celui d'U5, SU2 ne suscite aucune opposition (bien au contraire) et la maîtrise d'ouvrage étant départementale, ce projet pourrait aboutir plus rapidement qu'U5.
- 5) SU2 ne favoriserait guère le trafic automobile interne de l'agglomération, ne créant aucun raccourci entre Meylan et le sud (St Martin d'Hères, Échirolles).
- 6) En résolvant le problème des poids lourds sans inciter à la circulation automobile, SU2 est cohérent avec la politique favorable aux transports publics et aux deux-roues, rendant U5 inutile à l'exception de la jonction U2 - Campus. SU2 permettrait un transfert important de moyens financiers en leur faveur (SU2 coûterait moins de 15 millions de francs**).

* Voirie rapide dans l'agglomération grenobloise : Halte au gaspillage ! disponible auprès de l'ADTC, c/o Jean Sivardière 8 avenue de l'Europe, 38120 Saint Egrève, tél. (76) 75 23 31.

** U5 coûterait 90 millions de francs. Une ligne de tram coûte environ 20 millions de francs le kilomètre (voitures comprises).



Lemaire Dubedout, lors de la manif à vélo en 74

(suite de la page précédente)

lectifs doivent devenir transport de masse - et non dépannage des usagers captifs. Et l'usage de la voiture doit se réduire au minimum : transports de malades, d'handicapés, petits déménagements, certains usages professionnels. Incitation d'un côté, dissuasion de l'autre, peuvent permettre cette révolution du mode de vie urbain sans qu'il soit nécessaire pour autant de recourir à des mesures autoritaires. C'est la démarche de l'ADTC, qui suppose d'abord réalisés un réseau de tramways modernes, les améliorations réclamées sur les lignes «classiques», les aménagements indispensables au deux-roues et piétons. Et ensuite, *ensuite seulement*, discute les projets de voirie automobile, pour voir s'il en reste qui semblent toujours indispensables. C'est-à-dire, ceux qui peuvent éviter des nuisances et faciliter la circulation... mais pas trop ! Tout est dans la nuance... Ainsi, dans un document publié en mai 78, *Voiries urbaines : Halte au gaspillage !* l'ADTC réexamine en détail l'ensemble des projets du 7^e plan, et retient uniquement :

- un itinéraire unique et léger de contournement des zones urbanisées pour canaliser le trafic de transit, surtout celui des poids-lourds;
- quelques voiries nouvelles permettant la desserte rationnelle de certaines zones par les transports publics;
- quelques travaux améliorant la sécurité.

C'est-à-dire pas grand-chose du programme initial. Mais ce renoncement (sans tristesse) fournirait simultanément aux transports en commun, et leur clientèle, et leur financement. Le tramway devient du même coup, et vraiment indispensable, et possible financièrement. En effet, l'abandon d'US (voir encadré) fournirait à lui seul de quoi construire et équiper près de cinq kilomètres de lignes de tram - à condition bien sûr d'arracher à l'État les mêmes subventions...

La politique introuvable

Que la préfecture, la direction de l'Équipement, favorisent la baignole en présentant comme «techniquement indispensables» des aménagements de voirie, voilà qui n'étonne personne. C'est la politique constante des pouvoirs publics depuis trente et quelques années. *Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques*, me souffle Bosquet. Qu'une petite commune se laisse impressionner et gruger par cette manipulation

de «prévisions d'experts», cela peut se comprendre. Mais qu'une ville comme Grenoble (et consœurs, à mettre dans le même sac), qui a, mieux qui s'est donné les moyens d'élaborer d'autres choix que ceux de l'administration centrale - son agence d'urbanisme par exemple - tombe dans les mêmes travers, voilà qui est inadmissible. A quoi bon se donner les moyens d'élaborer une politique si c'est pour ne pas en avoir (ou si peu) ?

A la veille des dernières législatives Hubert Dubedout, menacé de perdre son siège par la *dispersion des voix créée par les écologistes**, écrivait : *Tout l'appareil de production est actuellement façonné par l'échelle et l'inégalité des revenus actuels. Satisfaire les besoins des couches populaires suppose donc à la fois une réorientation de cet appareil et une croissance des secteurs correspondant aux besoins des couches modestes : habitat, transport en commun, loisirs pour tous*. Admettons. Mais comment en conclure : *La croissance est donc, dans une première étape, la condition d'un nouveau type de développement moins inégalitaire et de surcroît moins gaspilleur des ressources naturelles en transformant le parc des équipements industriels** ? Pour tout écologiste normalement constitué, construire plus de bus n'a d'intérêt que si cela permet de construire *beaucoup moins* de voitures, donc si cela permet une *décroissance* des flux de matière et d'énergie. Mais monsieur Dubedout, lui, veut et les bus, et les voitures... et la croissance... Mais au fait, dans sa cervelle socialiste, quel est le but et quel est le moyen ?

Un document récent de l'agence d'urbanisme affiche une *certitude : la hausse de la circulation va se ralentir fortement*. L'équipe Dubedout n'a pas encore assimilé la décroissance, et reste coincée dans les subtilités de «la décroissance de la croissance». Oui, ben quand ces grosses têtes auront fini de jongler avec les dérivées secondes**, on pourra peut-être parler, à Grenoble, d'une volonté réelle, profonde, de promotion des transports en commun.

Le programme de voiries rapides du 7^e plan est encore pour l'essentiel coincé dans des tiroirs, les subventions d'État se faisant attendre. Une occasion à saisir d'urgence, monsieur le député-maire !

Cédric ●

* Supplément au N° 14 de *Débats*, le journal socialiste de Grenoble.

** Pour vous faire regretter d'avoir tant roupillé pendant les cours de maths...

en france comme en urss

Sale temps pour les dissidents

Fortifiée dans ses positions par les dernières élections, la droite accentue la répression, à la limite de la légalité, sur tout ce qui porte ombrage à l'armée.

Dans ce contexte, le mouvement de contestation fraie joyeusement - mais malaisément - son chemin.

lyon

Le 20 juin 78, à la cinquième chambre correctionnelle de Lyon, se déroulait une audience assez exceptionnelle qui, à travers quatre affaires, voyait l'inculpation de 35 antimilitaristes. Pas moins !

Première affaire : l'occupation le 29 août 77 du studio de FR3 Lyon en soutien à un gréviste de la faim, emprisonné. Les véritables mobiles politiques de cette action furent vite éludés par la présidente de séance et le débat tourna autour de cette question : «Les inculpés furent-ils avertis du caractère de service public de FR3 par une autorité compétente?». «A aucun moment, le journaliste présent sur les lieux n'a précisé qu'il s'agissait d'un service public», plaida l'avocat. Il obtint gain de cause sur ce point et la relaxe des 28 inculpés.

Deuxième affaire : trois déserteurs ONF, Michel Bonnet, Jean Brunnot, Vincent Duchesne, qui se passent de l'aide d'un avocat et font chacun une déclaration identique. Ils attaquent la justice «qui renforce l'action répressive de la police et de la gendarmerie en légalisant interpellations, fouilles, expulsions et perquisitions». Verdict : deux mois de prison avec sursis. Résultat identique pour Serge Perrin et Thierry Berrato, défendus plus classiquement, notamment par Michel Coste dont la plaidoirie sur l'illégalité du décret de Brégonçon fut remarquable et remarquée.

L'affaire la plus dramatique de cette audience fut celle d'Alain Veyssset. En 75, il se voit refuser son statut d'objecteur par la commission juridictionnelle qui juge sa demande trop politique. Alain fait une requête en réexamen auprès du ministre de la Défense : rejet. Alain dépose un recours en Conseil d'Etat. Mais ce recours administratif n'est pas suspensif.

Entre Courteline et Kafka

Aussi Alain reçoit bientôt son ordre de route pour Draguignan. Il accepte d'y aller.

Quelques mois plus tard, le Conseil d'Etat annule la décision de la commission juridictionnelle. La demande d'Alain repasse devant cette commission qui y trouve alors des motifs religieux et non plus politiques, et le statut d'objecteur de conscience est finalement accordé à Alain Veyssset.

Celui-ci, ayant accompli sept mois et demi d'armée estime que cela équivaut à quinze mois de service civil, suivant l'équation bien connue : un mois militaire = deux mois civils.

Il accomplit donc les neuf mois qui lui restent à faire dans une association de service civil.

Or, l'Office National des Forêts le considère comme étant en première

année d'objection... et le porte déserteur. Le ministre lui refuse le certificat de fin de service national et Alain ne peut réintégrer l'éducation nationale. En désespoir de cause, Alain finit par accepter d'accomplir encore quatre mois et demi d'armée et obtient le certificat désiré.

C'est cet homme qui a fait douze mois d'armée et neuf mois de service civil qui se retrouve inculpé de désertion. In vraisemblable ! Plus invraisemblable encore est le verdict : 1 000F d'amende. Tout le monde se demande encore pourquoi...

Quant à Gérard Legrand, il est inculpé de renvoi de livret militaire. Ayant fait son service en 73 «comme une fatalité», il se sent interpellé par la lutte du Larzac et réexpédie ses papiers militaires à leur envoyé. Soutenu par le S.G.E.N. C.F.D.T, il est quand même condamné à 1 000F d'amende.

Le soir, quatre vingt personnes manifestent leur soutien à onze nouveaux renvoyés de livrets. Ils sont chargés très brutalement par la police et embarqués. Après la rédaction des procès-verbaux, les policiers laissent croire que l'interrogatoire est terminé et font passer les interpellés dans une pièce où, par surprise, ils sont photographiés. Quand la répression flirte avec l'illégalité...



Photo : MAN-Lyon

bordeaux

*Il est temps
pour le mouvement insoumission,
de privilégier
l'information et la coordination.*

La proximité des élections législatives avait permis d'assister à une relative clémence des tribunaux militaires vis-à-vis des insoumis.

Aujourd'hui l'armée a décidé de frapper à nouveau. Fort. Témoin Robert Del Santo, condamné (le 10 juillet dernier) à 18 mois fermes par le TPFA de Bordeaux. Devant le même tribunal, mais au mois de janvier, Patrick Destruhaut n'avait pris «que» 8 mois. La mise au point est sérieuse : pas de cadeau pour l'insoumission politique.

Au cours de son procès, Robert n'a fait qu'une rapide déclaration dans laquelle il niait au TPFA le droit de le juger. De son côté, Maître Touzet a lui aussi dénoncé les tribunaux d'exception.

Il importe de s'interroger sur ce qu'un tel verdict signifie pour la lutte des insoumis. La droite vient d'en reprendre au moins pour 3 ans et elle essaie de casser tous les mouvements d'opposition à l'intérieur comme à l'extérieur des casernes (luttés des soldats, des insoumis, des objecteurs, luttés contre les TPFA, lutte du Larzac...)

Mais, face à ce durcissement, le «mouvement insoumission» a bien du mal à marquer des points. Impuissance congénitale de ce mouvement qui essaie, à partir d'engagements ponctuels et personnels d'insoumis, de créer une lutte globale, ou bien manque d'offensive et d'organisation? Il est urgent d'y répondre.

On retrouve en effet, autour de Robert, un Comité de Soutien qui, malgré tous ses efforts, n'a pas réussi à faire sortir son cas de la marginalité, qui a manqué de sens offensif. Face aux TPFA, à cette énorme machine dont personne ne connaît le fonctionnement exact ni comment l'enrayer, l'offensive paie et a toujours payé. Le soutien à Patrick Destruhaut à Bordeaux l'a bien montré, malgré ses insuffisances. Articles dans la presse, flashes à la radio ou à la télé,

interventions permanentes et continues partout où c'est possible, l'armée n'aime pas qu'on parle d'elle.

Ambiguïté aussi autour de Robert Del Santo. Robert avait demandé son statut d'objecteur, demande rejetée parce que trop politique. Mais, par rapport à ce procès, son attitude n'a pas paru très «carrière». Il refuse de répondre au tribunal, mais des témoins le font. Il refuse l'armée, mais la forme de son refus ne le préoccupe guère. Réponse au psychiatre : si vous me réformez, tant mieux. Alors l'armée a beau jeu bien-sûr de prendre cette ambiguïté pour de la faiblesse et de frapper en conséquence. Pour elle, il y a rarement de demi-mesure. Ou elle a peur de la conséquence de ses actes et se montre coulante (ex : les peines avec sursis pour les insoumis grévistes de la faim au TPFA de Lille), ou elle frappe sans pitié.

Et c'est ce moment que l'offensive est primordiale. La lutte sur les TPFA commence à rassembler du monde (du PS au PC, en passant par le Syndicat de la Magistrature et la Ligue des Droits de l'homme). L'insoumission, loin d'être tarie par la répression, se développe. Le flou d'après les législatives devrait être le moment d'imposer un début de rapport de forces sur ces questions.

Le problème est aussi et toujours un problème d'information et de coordination. Les insoumis sont isolés, ne connaissent pas le fonctionnement de la machine, ignorent l'importance d'un Comité de Soutien actif et résolu.

Bref, beaucoup de carences à combler pour le mouvement insoumission s'il veut sortir de la marginalité et du misérabilisme.

M.P

Dernière minute : afin d'exiger sa libération, Robert a entamé une grève de la faim le lundi 17 juillet. Le soutien est plus nécessaire que jamais...

*Robert Del Santo
Maison d'Arrêt
33 170. Gradignan*

autoréduction

Les 17 et 18 juin derniers s'est tenue à Montargis la troisième coordination nationale du «refus 15% EDF». Rappelons que se cache sous ce peu poétique chapeau toute action visant à enrayer l'avènement du tout nucléaire en freinant l'expansion d'EDF. Au cours de cette coordination, diverses analyses de la situation présente ont vu le jour, ainsi que des précisions sur les stratégies à développer.

fiche technique de l'autoréduction

A) EN SE SIGNALANT A EDF

- A la prochaine quittance, envoyer votre paiement, après soustraction de 15% de la somme «électricité hors taxe», à la subdivision de votre secteur (adresse sur la facture) par mandat, virement bancaire ou CCP de préférence. Et joignez une lettre expliquant votre refus à EDF.

- Avertir immédiatement le groupe autoréduction le plus proche ou les coordinations régionales ou nationale.

- A la réception d'une lettre recommandée, avec *sommation de payer sous peine de coupure sans autre préavis*: si vous êtes isolé(e), paiement des 15% dus (ainsi aucun compteur ne peut être coupé). Si un groupe existe plusieurs solutions sont à envisager pour créer un rapport de force (paiement collectif, visite des locaux d'EDF, procès).

B) EN NE SE SIGNALANT PAS A EDF

Le but est de perturber le service informatique d'EDF.

-Même démarche que précédemment mais on peut, pour ne pas se faire connaître rapidement, autoréduire 16%, 25%, etc... sur le montant hors taxe.

- La lettre avec sommation de payer sous peine de coupure met alors deux à quatre mois à arriver.

- Payer comme en (A) mais en n'oubliant pas de *déduire les 8F de lettre recommandée*.

Surtout, recommencez à la quittance suivante et invitez vos copains à le faire!!!

SOLIDARITE

Dans le cas d'un coup dur avec EDF (procès) ne pas hésiter à prévenir votre coordination régionale et nationale. La solidarité, ça existe.

Pour la redistribution au niveau national, faire les chèques au nom de ATOME CCP n°4056 - 26 Dijon: spécifier au dos du chèque «redistribution 15%».

Coordination nationale chez Lorenzo, école de Routelle, par St Vit (25).

LES «autoréducteurs» présents (venus de Caen, Chartres, Etampes, Montargis, Nantes, Paris, Toulouse, Versailles, Besançon) se sont étonnés d'être encore si peu nombreux: «3.000 personnes seulement, disent-ils, alors que nous étions 80.000 à Malville (dont 20.000 CRS!) et qu'un appel à l'autoréduction à l'échelle nationale avait été lancé aux assises nationales de l'anti-nucléaire à Morestel!»

Il semblerait que l'autoréduction soit ressentie comme une action plutôt négative. D'abord, l'idée même d'autoréduction, toute prête, toute finie, a été balancée aux militants sans qu'il y ait eu de débat préalable et sans que le *bésoin* soit ressenti. Et puis, en fin de compte, le type qui a refusé de payer 15% de sa facture finit toujours, devant la menace de coupure, par casquer, par lassitude, parce qu'il a envie d'écouter un disque... surtout s'il était isolé et hésitant au départ: il ne sent pas de rapport de force établi.

Pourtant, l'action d'autoréduction (qui commence, rappelons-le, par boycotter les objets consommant, ou ayant consommé lors de leur fabrication, d'énormes quantités d'électricité, l'aspect «réduction de la facture» n'est pas le seul) peut vraiment représenter une action de désobéissance civile pleine de qualités: elle est *concrète*, émettant une réelle objection au financement du programme nucléaire; elle est *responsable*, chaque individu se prenant en charge; elle est *décentralisée*, pouvant être pratiquée partout à tout moment; elle est *non-violente*.

Pour populariser ce type d'action, la coordination nationale s'est prononcée pour plusieurs objectifs : tout d'abord ouvrir un débat de fond, instaurer un dialogue au niveau local et national, harceler la presse.

Un autre objectif, souhaité depuis longtemps, va se concrétiser, c'est celui du *reversement* qui pourra se faire nationalement ou localement. Localement, ce sera aux groupes d'en fixer l'objet (solaire, cuiseur, chauffe-eau, éolienne) et le niveau (département ou région). Nationalement, les reversements serviront à l'achat d'un compteur Geiger, mis à la disposition des groupes selon un *planning*. Plus tard, on envisagerait la réalisation d'un projet de construction d'un sanitaire communal solaire dans une commune autogérée.

metz

*Suite
des aventures humoristico-tragiques
du célèbre Claudius.*

Les multiples aventures de Joseph Heitz (alias Claudius) n'en sont pas encore à leur dénouement. On se rappelle (voir G.O n°198) que Claudius, insoumis, condamné à 4 mois de prison dont 3 avec sursis par le TPFA de Metz, était repris par l'armée le jour-même, suivant un procédé bien connu. Le soir, réussissant à se faire passer pour un civil égaré dans la caserne, il parvenait à s'évader.

En vadrouille quelque temps, il se faisait finalement arrêter le 29 mai sur une bretelle d'autoroute près d'Arras et était immédiatement transféré à Metz. (voir G.O N°214). Il est depuis en grève de la faim. 51 jours, ça commence à

bien faire! Il serait urgent qu'il retrouve la liberté. Claudius est passé récemment devant un médecin psychiatre, qui a rempli une ordonnance d'expertise médicale. Mais pas de réforme en vue. Quant à la visite d'un médecin extérieur à la prison, elle lui a été interdite par le juge d'instruction.

Claudius a besoin de votre soutien. Ecrivez-lui même s'il ne peut, pour des raisons évidentes, vous répondre pour le moment : Joseph Heitz, prison militaire, 31 rue du Cambout 57 000 Metz. Ecrivez également à son juge d'instruction au TPFA de Metz 31 rue du Cambout 57 000 Metz. Pour exiger sa libération. Ça urge!

écologie: le label cime

Les 13 et 14 mai 1978 se tenait à Mulhouse -et à l'initiative d'Ecologie et Survie- une réunion entre écologistes désirant se coordonner à l'échelon national.

A l'issue de cette rencontre la décision était prise de mettre sur pied des coordinations thématiques (transport-écologie, travail-écologie...) et de créer une coordination inter-régionale capable de se donner les moyens matériels pour lancer des actions d'ampleur régionale et d'assurer un réseau d'information interne. Les 1er et 2 juillet la «coordination régionale des mouvements écologiques» (CIME) a pris naissance. Voici sa charte constitutive.

La Coordination Interrégionale des Mouvements Ecologiques (CIME) constituée le premier juillet à Dijon dans le but de :

- *coordonner les actions d'ampleur nationale des coordinations régionales.
 - *se donner les moyens matériels de le réaliser.
 - *assurer un réseau d'information interne.
 - *mobiliser sur des thèmes nationaux.
 - *être le porte-voix national des revendications et des propositions d'alternatives pour une société écologique...
- dénonce le modèle actuel de société, basé sur l'expansion matérielle indéfinie, le pillage des ressources naturelles, le mépris de l'être humain et de la vie affirme que l'écologie constitue la seule alternative possible pour éviter une impasse mortelle entend agir aux niveaux public et politique pour faire aboutir ses aspirations.

La coordination est assurée par un collectif formé de deux délégués par région (Ile de France : 6 dont 2 pour Paris). Les délégations doivent être agréées par le collectif constitutif qui est transitoire en fonction de leur représentativité régionale et de la cohérence de leurs objectifs avec ceux de la coordination. Le collectif peut s'adjoindre les personnes de son choix.

Le collectif de coordination élit en son sein un collectif permanent de 5 porte-paroles ayant tous pouvoirs pour intervenir auprès des organes d'information nationaux au nom du CIME. Ce collectif est renouvelable à chaque réunion de la coordination.

Le collectif de coordination se réunit au moins trois fois par an. Les décisions sont prises par consensus.

Le fonctionnement du CIME est assuré par une cotisation annuelle de 100 F par délégué. Les frais extraordinaires décidés par le CIME seront répartis par péréquation.

La coordination est assurée dans un esprit de tolérance et de confiance réciproque, de solidarité, dans le respect de l'autonomie des coordinations régionales et des groupes dont elle favorise la mise en place.

Signé : Didier Anger, Marie Paul Labey (Basse Normandie), Lecompte et Bastien (Champagne) Antoine Waechter, Françoise Menrath et Solange Fernex (Alsace), Carry Daniel et Léandre (Franche-Comté), Brochet et Pernin (Bourgogne), Lebreton à titre personnel, Degans et Mauras (Languedoc Roussillon), Constancias (Auvergne) Lecœur, Ménérier, Carlier, Néry, Delarue, Brossault, Schneiter (Ile de France).

Le collectif de porte parole du CIME est le suivant :

- Antoine Waechter (Est)
- Marie-Paul Labey (suppléant Didier Anger) Nord-Ouest
- François Degans (suppléant Charles Mauras) Midi
- Alain Le Cœur, Jean-Claude Delarue (Ile de France)

PETIT BILAN

a) **Coordinations régionales :** depuis la dernière réunion plusieurs régions ont organisé des réunions pour mettre en place la coordination régionale, d'une manière générale, la mise en place de ces coordinations progresse d'une manière satisfaisante à l'occasion d'actions menées en commun en particulier. Cet effort doit se poursuivre en priorité.

b) **Coordinations thématiques :** Seul ECOLOGIE TRANSPORTS a fonctionné : Le 10 juin s'est tenue à Paris une première réunion, au cours de laquelle les participants ont échangé des informations sur les projets autoroutiers qu'ils combattent (Poitou-Charente, Région Parisienne, Lorraine), l'action à coordonner contre les énormes projets de lignes à haute tension (Gard, Nord), le boycott de Shell (UNAC, Nord), les nuisances des camions (Noisy le Sec), la lutte contre la «désertification ferroviaire» (Basse-Normandie), la coopération avec les syndicats (Basse Normandie, Lorraine), les hausses de tarifs (Paris-Ecologie), l'adaptation des transports aux personnes handicapées (FUT)

Les associations ont décidé de :
* coordonner leurs actions contre les projets autoroutiers et la croissance des trafics poids lourds
* préparer une campagne nationale contre les «autoroutes électriques» de lignes à haute tension (contacter Gard-Ecologie)
* prévoir le principe d'une relance de l'action contre Shell
* appuyer les mouvements de grève du paiement des transports en commun. Plusieurs conférences de presse régionales ont été organisées (Lille, Nancy, Saintes) et prévues (Blois, Lyon) pour montrer la solidarité des différentes associations de Transport Ecologie face aux projets autoroutiers et à la montée du trafic poids-lourds. Rappelons que le trafic poids-lourds qui est passé de 15% du transport de marchandises à 60% en 20 ans est la principale justification des projets d'autoroutes et voies express.

Une coordination internationale est envisagée (Callens est chargé des relations avec la CEE). Elle est déjà pratiquée avec les associations britanniques (Civic Trust, Transport 2 000, Save London Alliance) et devrait conduire à la constitution d'un «front écologique européen des transports». Une réunion internationale contre le tunnel routier sous la Manche aura lieu le 11 juillet à Calais.

Enfin, la participation aux élections cantonales et européennes a été envisagée favorablement par la plupart des participants (C.R. Delarue).

La prochaine réunion de la coordination inter-régionale aura lieu à Lyon les 30.9 et 1.10.78. le secrétariat est assuré par le mouvement Ecologie et Survie, 10 avenue de Latre de Tassigny, 68100 Mulhouse.

Sur le terrain

05

ELUS AUTOGESTIONNAIRES. La fédération des Elus Autogestionnaires organise du 19 au 27 août un stage pour les élus municipaux, les membres de commissions extra-municipales, les personnels communaux et les groupes d'intervention municipale dans le village de vacances de Guions. Programme détaillé contre 1 timbre à FEA, 31 rue Decrès, 75014 Paris.

22 29

STANDART OIL OF INDIANA

Dans le souci de rechercher les vraies responsabilités à propos de la catastrophe de l'Amoco Cadiz, les Amis de la Terre attaquent en justice devant le tribunal de Chicago la société Standart Oil of Indiana et ses filiales Amoco International Oil Company et Amoco Transport Company. Nous invitons toutes les personnes intéressées par cette action à prendre contact avec un groupe local des Amis de la Terre.
AT du Léon, 8 rue de Rouergue 29200 Brest.
AT de Plougasnou, Pont ar Gler 29228 Plougasnou
AT du Trégor, 15 rue Félix le Dantec 22300 Lanion.

34

La MJC de Bédarieux organise du 12 au 20 août 78, à Bédarieux, le **Festival Occitan**, qui cette année, contrairement aux années précédentes, ne sera pas subventionné par la municipalité.

Au programme, notamment, des chanteurs occitans (Miquela, Eric Fraj, Marti, Patric, Gaston Beltramme, Rosina de Peira, Cláudia Galibert) du théâtre (par les troupes du théâtre à Emporder, du Théâtre de la Carriera) et plusieurs bals animés par Cardabela, Chichorra, Amargal, etc... Parallèlement à ce festival aura lieu aux mêmes dates le **stage populaire occitan** mis en place par le Centre Occitan de Bédarieux (Institut d'Etudes Occitanes), avec des cours de langue, des ateliers de danse, de connaissance du pays, etc. Conditions d'inscription: 400F si hébergement complet, 100F sans repas ni couchage. Renseignements et inscriptions: Festival et Stage Occitan BP5434600 Bédarieux

42

LE PORTE VOIX vient de publier son numéro de l'été pour ceux qui veulent vivre et travailler autrement dans la Loire, avec le bilan du procès de Daniel Thévenet, objeteur, et une interview des ouvriers de l'usine d'optique d'Angénieux. Abonnement 40F, en écrivant au Front Autogestionnaire, F. Miéreaux, 60 rue Désiré Claude, 42000 St Etienne.

42

SHELL EN FOREZ. Parce que les mouettes de la Loire n'aiment pas le mazout, le collectif «Boycott Shell» de la Loire, qui réunit le MAN, le PSU et les Amis de la Terre a édité un autocollant (1f) à commander 15 rue Neyron St Etienne.

47

BRICOLEURS. La Fédération pour le développement des énergies douces organise à Villeneuve sur Lot et Garonne, les 8, 9 et 10 septembre prochains une foire où seront exposés les réalisations industrielles ou artisanales, effectuées dans ce domaine à ce jour : capteur, cuisinière ou chauffe eau solaires, récupérateurs d'énergie, etc... Bricoleurs ! contactez nous au plus vite. Des stands sont réservés pour que vous présentiez vos montages. Courrier : Mouvement écologique du Villeneuveois, Centre culturel rue E. Marcel 47300 Villeneuve. Tel : heures de bureau, 70 19 38 ou 70 59 61.

56

MAN. Prière de bien vouloir adresser Tout courrier concernant le MAN-Lorient et Grand-Lorient à Emilienne Collet 14 rue des Architectes 56260 Larmor-Place.

60

ÇA Y EST ÇA DEMARRE. La Grande coördination de tous les écologistes de l'Oise et des proches environ aura lieu les 7 et 8 octobre à Clermont. Une première réunion de «préparation» a eu lieu où l'on a pu voir que des groupes de tout le coin y seront. Il y a de quoi faire (pollutions de l'Oise, décharges, nappes phréatiques «sèches», air puant, information sur le nucléaire).

Cette réunion du 7 et 8 octobre devra servir à ce que les isolés le soient moins, à un partage de ce que chaque groupe a fait (affiches pour le groupe de Creil, montage diapos à la disposition de tous pour Beauvais, à voir tous les moyens concrets d'obtenir des informations sur ce qui se passe de par chez nous point de vue pollutions, transports nucléaires, lignes très haute tension, et à décider d'un axe commun d'actions à mener avec toutes les personnes représentées. Que toutes celles et ceux intéressés par ce week end se signalent au contact ci-dessous le plus proche de son éco-niche... Il faut qu'on sache le nombre de gens qui viendront pour prévoir : bouffe, garderie éventuellement, etc. Pour Compiègne : Marc Carrignon, 5 rue du Maréchal Fayolle 60200 Compiègne. Pour Noyon : Bruno Gambin, MJC 71 rue Robert 60170 Ribécourt. Pour Beauvais : Christiane Plauchu, rue du Mont Ruelle (448 24 54) 60000 Allonne. Pour Creil (Juillet) : J. Loïc Sorel 142 rue Carnot, Nogent sur Oise 60100 Creil et en août, Elisabeth Racineux 7 rue Mallarmé 60100 Creil (425 36 17).

80

AUTOREDUCTION 15% EDF. Le Front Autogestionnaire d'Amiens explique dans son journal Pourquoi Pas la campagne d'autoréduction qui vient d'être lancée par 100 compteurs. Envoi contre 3 timbres à 1F à FAA 4 rue des Archers, quartier St Leu, 80000 Amiens.

83

SOS FEMMES BATTUES sur des bases élargies et essayant d'éviter l'assistanat ouvre ses portes le 19 juillet à 17h au 343 avenue de la République au 2ème étage, 83000 Toulon. Son nom : Collectif contre les agressions subies par les femmes.



TRAVAIL. Je cherche à travailler en tant qu'éducateur spécialisé, dès septembre 78 dans toute la France mais je préfère la région parisienne. Ecrire à François Rapeaud 10 rue de l'Explorateur Delaporte 95390 St Prix Tel 416 14 76. (laisser message).

IMPRIMEUR installé à la campagne effectuerait tous travaux petits formats (composition IBM, tirages offset). Convierait à Thèses, recueils de poésie, prix imbattables. Cadet, Malaréou, Cannel, 32400 Risle.

MDPL bulletin interne. Le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté vient de sortir son bulletin interne à destination de ses abonnés et sympathisants. Il rappelle à cette occasion la réorientation du journal «Alerte Atomique» qui connaît d'importantes difficultés financières. Ce journal comprendra désormais des dossiers et des «fiches alerte», formule qui semble recueillir l'adhésion de nombreux correspondants. D'autres dossiers son en préparation (commerce des armes, militarisation de l'économie, «retombées» d'Hiroshima, l'impérialisme en Afrique, l'Europe...). Du matériel d'information est également à la disposition des adhérents et des sympathisants (montages audio-visuels sur le commerce des armes, sur la force de frappe : film «Vivre sous les bombes», sur le sujet du Vietnam du Sud : affiches : dossiers, ...). A signaler également le n°60 d'«Alerte Atomique», qui est une présentation du MDPL.

Toute demande de renseignement à ce sujet et les abonnements sont à adresser au secrétariat du MDPL, BP 2135, 34 026 Montpellier. CCP 2272-22 L Paris.

RECYCLOOP écopérative de vie écologique désireait contact avec des sociétés ou tout groupe utilisant ou recyclant des emballages carton en vue de se regrouper dans les locaux du «cheval de 3». Tous les vêtements, tissus, bouteilles (consignées ou pas) sont les bienvenus. Le transport d'une charge ne pouvant être déplacé par une voiture personnelle peut être assuré. Toutes personnes sensibilisées par les problèmes pratiques du recyclage et de ses conséquences nous nous contacter : 163 rue Chevaleret 75013 Paris, tél. 583.45.45.

HECTARES. Nous sommes trois maraîchers qui venons de nous installer en bio à St André à côté de Lille. On vient de nous proposer 3 hectares à Lomme, toujours près de Lille avec 1 hangar et une maison et d'autres avantages. Mais nous n'avons pas envie de déménager et nous préférons que la bio s'étende. C'est pourquoi nous sommes prêts à aider toute personne désireuse de s'installer. Il faut environ 3 millions dont 1 pour le loyer annuel qui est de 1000F et 9000F pour la reprise. Ce qui n'est pas cher car souvent elle s'élève à deux millions. Nous pouvons même étudier une possibilité associative. Pour tous contacts rapides, car nous n'avons que 15 jours pour nous décider, avant que les requins... occupent le terrain, s'adresser à Eric Legrand 577 avenue du Général de Laffre de Tarrigny 95350 St André (route de Verlinghem).

BELGIQUE

Le Théâtre de tous les jours propose cinq semaines d'animation, Impasse du Borgendael (place Royale) à Bruxelles, dans le cadre du festival «Godefroid 78». Ce festival aura lieu du 8 août au 10 septembre.

Au programme, le groupe folk Maluraine, les films «Harlan County USA» «Comme les anges déchus de la planète St Michel», «Les nains aussi ont commencé petits», «La terre promise», ainsi que la pièce de théâtre «Les grands créateurs sont toujours méconnus» par le Théâtre de tous les jours.

Pour tout renseignement ou réservation, s'adresser au Théâtre de tous les jours, ASBL, avenue Gisseleire Versé 3, 1080 Bruxelles. Tél : (19.32.2) 465 88 74.

Survie Belgique organise du 5 au 15 août 78 un stage d'écologie pratique à Burnontige (Ardennes). Ce stage comprendra des week-ends d'information et une semaine de mise en pratique avec de courts exposés sur des sujets plus particuliers (alimentation, santé, jardinage biologique, énergies douces, yoga, habitat écologique, non-violence, ...). Des réponses pratiques seront apportées à toutes les questions vitales que pose l'écologie.

Il est possible de participer à tout ou partie de ce stage, mais le nombre de places est limité. Inscriptions : secrétariat de Survie-Belgique, 7 Burnontige, 4080 Werbomont. Tél : (19.32.86) 43 35 93.

A VENDRE Mamya Press super 23 avec accessoires. Prix 3000F. Dubuisson Jean Claude, Les forestiers Musy sous Dun, 71170 Chauffailles.

BROCHURE proposée par Alternatives écologiques et les Amis de la Terre, de Claude Marie Vadrot : «Méditerranée danger immédiat». Le texte de Vadrot est suivi d'extraits du rapport Becam (parlementaire) sur la pollution de la Méditerranée. de 1 à 5, 4F l'exemplaire. de 5 à 20, 3F plus de 20, 2,50F. Port compris. A commander à Alternatives Ecologiques, Cabris 06530 Peymeinade. Chèques au nom de Brigitte Jouanigoue.

«**Soyons réalistes, demandons l'impossible**» sous-titre «Don Quichotte», un mensuel qui a démarré il y a quelques mois.

Au vrai Don Quichotte, il suffirait d'une Rossinante, d'un Sancho. Pour son homologue journalier, c'est un peu plus compliqué, surtout quand, à la suite d'une erreur technique, la parution se trouve retardée.

Découvrez ce téméraire, agiles à rester en selle. Le n° 4 vient de sortir. Au sommaire : militarisation, paix, violence, Gandhi, la révolution voluptueuse, viol.

Don Quichotte est distribué par les NMPP : vous le trouverez donc dans votre kiosque habituel.

Abonnement : 60F par an, 110, rue du Château, 75 014 Paris. Tél : 322 34 79.

SITE DE VACANCES. 13 juillet-16 août, zone verte au Pellerin.

Le comité de défense de l'environnement du Pellerin Cheix met à la disposition de la population locale et de tous ceux désireux de découvrir la région un site de vacances. Il est situé à 20 km au sud-ouest de Nantes sur les communes de Cheix en retz et du Pellerin entre le canal de la Martinière et la rivière de l'Ache-neau. Venez passer vos vacances, quelques jours même dans un camping mi-sauvage, mi-organisé pour que cette zone verte vive. Présence quotidienne du comité, animations diverses. Pour tous renseignements écrire au Comité de Défense du Pellerin BP 16 44640 Le Pellerin.

CALENDRIER OCCITAN 22 juillet. Sigoules. Récital de Pèire Andriu Delbeau. Dimanche 23 juillet : Frespèch. «La Segada» organisée par le Foguier dels joves. Stand occitan. Larrazel (82). Grana hèsta gascona avec le concours des Perlimpinpins folc. samedi 29 juillet : Puicelsi (81), Rigaraga.

PEINE DE MORT. Le mouvement populaire des Citoyens du Monde dont le siège est dans le Jura mais qui compte des militants dans plus d'un tiers des départements français vient de lancer une pétition pour l'abolition de la peine de mort. Ce texte peut être demandé au siège du MPCDM, 3 bis rue de la Sous-Préfecture 39200 St Claude. Les pétitions signées seront retournées à la même adresse.

VERDONN à la mort du Verdon. Le comité de coordination et d'action pour la défense du Verdon vient d'éditer une brochure dont le titre situe exactement l'ampleur de la lutte à mener contre le barrage EDF de Cleasteuil. Pour soutenir l'action commandez les brochures à la Brigade BP 1 04 800 St Martin de Bromme. Vous pouvez également demander la pétition à la mairie de la Palud-sur-Verdon. Signez la. Faites la signer. Ne laissez pas assassiner le Verdon.

BRETAGNE. L'association pour la protection du saumon et de la truite en Bretagne et Basse-Normandie organise un chantier-manifestation les 22 et 23 juillet pour sauver la rivière du Leff (Lanvollon 22290) victime de la pollution. Grand fest-noz le 22 au soir à 21h. APPSB : 1 rue des Primevères 56530 Quéven.

LE PALUDISME FAIT SA RENTREE

**Six millions de paludéens en Inde
Mais aussi 48000 au Honduras...
La malaria revient en force :
3000 enfants en meurent chaque jour.
L'enrayer ne relève pas seulement de la médecine,
mais d'abord de conditions socio-économiques.**

En 1898 un médecin, le Major Ronald Ross, envoya son domestique Mahomed Bux chercher des moustiques au «Presidency General Hospital» de Calcutta. A son retour, le pauvre homme fut contraint de servir la Science en se laissant piquer par les insectes. Il tomba malade de la fièvre paludéenne et son maître était le premier à établir que le parasite du paludisme, plasmodium, était transmis par les moustiques.

Après cette première découverte essentielle on a lutté contre la maladie sur deux fronts ; on a soigné la maladie à l'aide des médicaments thérapeutiques et en même temps on a essayé d'en tuer les porteurs essentiellement en drainant les mares stagnantes et les marais, où les larves de moustiques se reproduisent. D'abord ces deux méthodes n'avaient pas tout à fait les résultats voulus ; jusqu'au début des années quarante le paludisme continue à menacer la vie humaine dans les zones tropicales et subtropicales. En 1943 on a utilisé pour la première fois le DDT afin d'éliminer des colonies entières de moustiques. Les premiers résultats étaient dramatiques. Avec cela on a employé de nouveaux médicaments, la chloroquine surtout, pour combattre la maladie chez l'homme. On se proposait avec optimisme d'effectuer l'éradication totale du paludisme. Avec ces deux groupes de substances chimiques, d'insecticides et de médicaments l'OMS a commencé une campagne d'éradication en 1955. Après que des tonnes de DDT et d'autres insecticides avaient été répandues, des millions d'êtres humains semblaient finalement être libérés du fléau du paludisme. Malheureusement ce succès n'a pas duré longtemps. On a constaté depuis une réapparition de la maladie, qui est devenue tellement alarmante que la lutte contre la maladie doit être considérée comme perdue, si du moins on continue à la faire avec les moyens qu'on a utilisés jusqu'ici.

DTT Knock-out ... et nocif

L'Inde par exemple n'avait que 40 000 cas signalés en 1966 contre 6 millions environ en 1976. Aux Honduras les cas de paludisme sont passés de 7 500 en 1974 à 48 000 en 1976. De nouveau dans plusieurs parties du monde, le paludisme qui est surtout un problème écologique et socio-économique, risque de devenir une des maladies principales, qui attaque la population tout en menaçant le développement des pays. Avant la campagne de l'OMS en



LE VISAGE DE LA MALARIA. 3000 enfants tués tous les jours et un quart de tous les adultes en Afrique frappés ; la malaria constitue aujourd'hui, a nouveau une grave menace de l'environnement pour la santé et le développement économique — Programme de l'ONU pour l'environnement, Rapport sur l'Etat mondial de l'environnement, 1978. Photographie par P. Larsen de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS/WHO)

1955 on avait déjà signalé la première indication d'un échec possible. En Grèce, en 1951, on a découvert que le moustique *Anopheles sacharovi* était devenu résistant au DDT. L'année suivante on constatait que la même espèce était devenue résistante à la dieldrine en Turquie. De nos jours *Anopheles sacharovi* résiste à quatre groupes d'insecticides, tout en continuant à transmettre le parasite. En 1969, 15 espèces ont acquis une résistance au DDT et 37 espèces à la Dieldrine. En 1976, 43 étaient résistantes à la Dieldrine parmi lesquelles 24 étaient également résistantes au DDT. Pour rendre la situation plus grave encore plus d'une douzaine de pays ont signalé que le parasite *Plasmodium* a développé une résistance à la chloroquine. Cela veut dire qu'un nombre croissant de malades ne pourra plus compter sur le meilleur remède possible.

Bien entendu on pourrait continuer la lutte comme on l'a fait jusqu'ici : en utilisant des insecticides et des médicaments nouveaux et «meilleurs». Mais l'usage extensif des insecticides a aussi eu un certain nombre d'effets indési-

rables sur l'environnement. La contamination progressive de la quasi-totalité des écosystèmes du monde par le DDT et d'autres hydrocarbures est un fait bien connu maintenant et l'on en trouve des traces dans les eaux de pluie et souterraines ainsi que dans des organismes qui vont des oiseaux-chanteurs aux poissons de l'océan, de la gazelle du désert au pingouin de l'Antarctique. Pour beaucoup d'espèces, l'homme inclus, ces résidus semblent être nocifs. La plupart des insecticides ont été employés plutôt à des fins agricoles qu'à des fins sanitaires.

En 1970 dans les zones rurales du Guatemala où l'on avait procédé pendant une quinzaine d'années à des arrosages antipaludiques de DDT, la teneur totale de DDT relevée dans le lait maternel humain était comprise entre 0.3 et 12.2 ppm. Ces chiffres indiquent que les bébés guatémaltèques laités au sein recevaient une dose de DDT au moins 15 fois et peut-être 500 fois supérieure à la «dose maximale acceptable», fixée par l'OMS. Les échantillons de lait maternel prélevés en Iran dans des régions traitées par des

équipes d'éradication de paludisme donnent des concentrations en DDT de 50 à 500 fois plus que le niveau autorisé dans le lait de vache vendu aux États-Unis. L'évaluation récente des risques auxquels se trouve exposé le grand public semble indiquer que des niveaux excessifs de DDT et d'autres hydrocarbures chlorés influent sur les fonctions du foie, pourraient influencer sur les niveaux de cholestérol et pourraient entraver le développement normal et le fonctionnement du système nerveux. On sait qu'il y a une relation entre une déficience de protéines et les effets négatifs des insecticides, si bien qu'il semble que les peuples des pays en développement soient à la fois plus exposés et plus sensibles aux dommages causés par le DDT. Les difficultés auxquelles se heurtent ainsi les programmes de lutte contre le paludisme ont incité à redoubler d'efforts pour trouver d'autres méthodes de lutte possibles. Comme le paludisme a des causes et des conséquences d'ordre social et écologique, on se penche actuellement davantage sur des méthodes de lutte intégrées, écologiquement saines et qui font moins appel aux insecticides. En 1975, le PNUE et l'OMS ont tenu à Lima, au Pérou, une réunion conjointe au cours de laquelle un certain nombre de ces méthodes ont été étudiées.

Gérer les habitats aquatiques

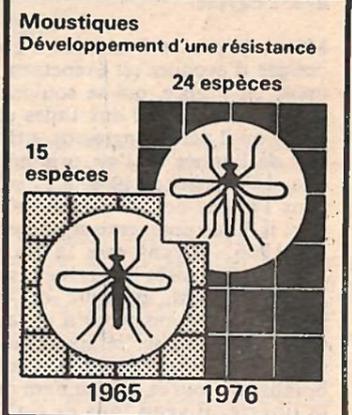
L'une des méthodes de lutte écologiquement saine est connue sous le nom de gestion de l'habitat et implique la modification des habitats aquatiques où les moustiques se reproduisent. Les marais et les eaux stagnantes peuvent être drainées et leur salinité peut être modifiée. Par ces mesures on peut rendre l'habitat impropre au développement des larves de moustiques. Au Mexique, où le riz est planté dans des tranchées, on a pratiquement éliminé en totalité une espèce de moustiques en faisant couler l'eau dans les tranchées de manière à ce qu'elle entraîne les larves. Au Portugal, on a réduit une autre espèce de moustique de 80% en pratiquant l'irrigation intermittente au lieu de l'irrigation permanente. Quoique intensive, cette méthode présente l'avantage particulier de se prêter à l'auto-assistance et à la participation de la population. Un autre avantage de la gestion des habitats aquatiques c'est qu'en la pratiquant on peut tuer en même temps les porteurs d'autres maladies. En Chine l'irrigation intermittente est une méthode écologiquement saine pour supprimer les serpents aquatiques, porteurs de ces vers qui causent la Schistosomiasis chez l'homme.

Une autre méthode plus sophistiquée contre le paludisme est de nature biologique et consiste à utiliser d'autres organismes pour réduire le nombre des moustiques.



À des époques diverses, on a essayé d'utiliser au moins 265 espèces de poissons dans plus de 40 pays. On n'a trouvé qu'une seule espèce, *Gambusia affinis* qui

ait donné des résultats remarquables. Tout en étant de petite taille, il mange énormément de larves ; il est prolifique et il tolère une vaste gamme de températures et de degrés de salinité. Aux États-Unis après l'introduction de *Gambusia* en 1925, dans les mares et les marais, on a signalé que la densité des larves avait été réduite de 50%. Plus récemment plusieurs autres pays comme l'Italie et l'Iran ont signalé des réussites analogues. Toutefois il faut procéder à une évaluation systématique des divers aspects de cette méthode de lutte et à une évaluation scientifique des résultats obtenus dans des conditions écologiques différentes. L'introduction d'une nouvelle espèce de poissons dans un écosystème aquatique peut amener une vraie désastre écologique.



On peut utiliser également des mécanismes génétiques pour lutter contre les insectes, mais seulement la stérilisation du moustique mâle semble être praticable. On rend les insectes stériles en les exposant directement à certaines doses de substances chimiques ou à des rayons. Après l'accouplement la femelle pond des œufs infertiles. L'application pratique de cette méthode sur une vaste échelle n'en est encore qu'à ses débuts. Il faut d'abord procéder à de nouvelles études et de nouvelles recherches, notamment sur le coût et les méthodes d'élevage en masse, les répercussions sur l'environnement et les divers facteurs de sécurité.

Une meilleure distribution des terres

Il n'existe pas de vaccin contre le paludisme. La mise au point d'un vaccin de ce genre a été entravée principalement par l'absence d'une source appropriée où l'on pourrait puiser pour le préparer. En 1976 cependant on a découvert des techniques qui permettent de conserver pendant des périodes prolongées les cultures du parasite le plus répandu du paludisme ce qui a ouvert la voie à la mise au point à long terme du vaccin. Bien que de diverses méthodes nouvelles écologiquement saines offrent de vastes possibilités pour les futures campagnes antipaludiques, aucune d'entre elles ne permettra, à elle seule, de maîtriser cette maladie. Au stade actuel des connaissances et des techniques, le moyen le plus rationnel de lutter contre le paludisme semble résider dans une combinaison de mesures efficaces et écologiquement saines contre les formes larvaires et les habitats qu'elles utilisent pour se reproduire. Le succès d'un tel programme dépendra de plusieurs facteurs : d'une meilleure distribution des terres ou des changements dans le comportement de l'homme, parce que plus on se connaît en paludisme plus on le reconnaît non seulement comme un problème médical et environnemental, mais encore comme un problème qu'on ne peut résoudre qu'en résolvant en même temps les problèmes socio-économiques.

LA VOIX DE LA PAIX

La grève de la faim d'Abie Nathan a réussi à mettre en ébullition tout l'état major civil et militaire israélien. A son 43e jour de grève de la faim, la Cour Suprême a été appelée à décider si Nathan ne peut être arrêté et réalimenté de force, en se basant sur la loi hébraïque qui interdit le suicide (en Israël, les lois religieuses sont considérées comme supérieures aux lois de l'Etat et les autorités religieuses peuvent intervenir directement dans toute affaire qu'elles jugent de leur ressort...). La presse israélienne publie chaque jour des tribunes et lettres de lecteurs pour ou contre l'action d'Abie Nathan.

Mais celui-ci est décidé à la poursuivre jusqu'au bout, si le gouvernement Begin ne s'engage pas à cesser toute implantation israélienne dans les territoires occupés, condition nécessaire pour reprendre les pourparlers de paix avec l'Egypte.

Même la presse française a été obligée d'évoquer cet événement; mais, en France, qui se souvient d'Abie Nathan? Né aux Indes en 1927, où il vécut longtemps, officier de l'armée de l'air britannique, il s'engagea en 1948, à 21 ans, dans l'armée de l'air israélienne, dont il fut un des premiers pilotes. En 1966, voyant que la paix n'était pas près d'arriver au Proche-Orient, dégoûté de la guerre et de la misère qu'il voyait depuis sa jeunesse, se souvenant des villages arabes qu'il avait bombardés jour et nuit au nom de la liberté, il vend tout ce qu'il possède, s'achète un vieux biplan et s'envole en direction de l'Egypte. Il se rappelle les actions de Gandhi qui l'avaient impressionné (mais sans y croire) quand il était aux Indes et il pense désormais que les frontières entre Israël et les Pays arabes ne sont que des frontières de sable que des gestes de paix pourront faire s'écrouler.

Volant au ras des flots, il se pose sur l'aéroport de Port-Saïd où il déclare vouloir remettre un message de paix à Nasser. Celui-ci ne le recevra pas, mais l'émotion soulevée dans le monde entier par son geste lui vaudra de repartir librement avec son avion.

En vingt ans c'était la première fois que la paix faisait un clin d'œil au Proche-Orient. Mais quelques mois plus tard, c'est la guerre des Six Jours. Pendant les semaines qui l'avaient précédée, entendant monter les appels à la haine et au combat aux bulletins-radio de «La Voix des Arabes» et de «Kol Israël», il a l'idée d'une radio-pirate. Peu après la guerre, il fait un second vol pour l'Egypte. A son retour, il est arrêté et condamné à choisir entre 40 jours de prison et 400 dollars d'amende.

Le Liban à feu et à sang...

Les conséquences de la non-reconnaissance par Israël des droits palestiniens ne cessent de ravager le Proche-Orient.

En Israël, l'opposition grandit au parti de l'intransigeance incarné par Bégin.

Régis Pluchet en présente ci-dessous quelques aspects. Mais aucune solution ne sera viable tant que les Palestiniens ne seront pas admis à la table des négociations.

Il préfère la prison et offre les 400 dollars aux victimes de la guerre des deux côtés.

Au total, avec trois vols pour l'Egypte, deux vols pour le Liban et un vers Tunis, il est devenu le seul Israélien à pouvoir traverser les frontières arabes sans problèmes (s'il y a toujours eu une relative possibilité de rentrer en Israël en venant de Jordanie, l'inverse était impossible, surtout pour les Israéliens). Aux commandes d'un avion affrété par les Hollandais, Abie Nathan participe alors à un pont aérien entre la Hollande et le Biafra affamé. Au cinquième voyage, les Hollandais lui donnent un vieux cargo (de 35 ans, 570 tonnes et 55 mètres de long) pour qu'il puisse multiplier son action: ce sera le *Peace Ship*.

Le bateau de la paix

Après l'échec de la sécession biafraise, il met le cap sur New-York, espérant recueillir aux Etats-Unis le matériel et les fonds nécessaires pour aménager sa future radio-pirate. Au bout de plusieurs mois, il doit, pour briser le mur de l'indifférence, entamer une grève de la faim qui attire aussitôt les médias et bientôt les dons de toute nature affluent. Fin 72, le *Peace Ship* est prêt à appareiller, avec à son bord un équipage international et bénévole, de 13 hommes (dont 4 Français). Le 1er juin, c'est le début des premières émissions de «La Voix de la Paix», depuis une position en eaux internationales au large du Sinaï. Avec une antenne de 50m de haut et un émetteur de 50 kilowatts, sur 195m petites ondes, Abie pense toucher environ 15 millions de personnes dans les divers pays du Proche-Orient. De midi à deux heures du matin, la radio diffuse en alternance: musique populaire des pays concernés, musique pop, musique classique, «une heure israélienne» et «une heure arabe» (animée par un Egyptien, plus tard il y aura un Palestinien), des

programmes en langue anglaise (assurée par l'ancien disc-jockey de Radio-Caroline), des bulletins d'informations laconiques (en général des télex). Les émissions commencent toujours par le mot Paix en hébreu, arabe, anglais et français, et l'indicatif est la chanson que John Lennon et Yoko Ono ont composée pour la circonstance.

D'emblée, La Voix de la Paix obtient une nette audience, surtout en Israël où on lui reconnaît officiellement 22% d'écoute par rapport aux postes gouvernementaux, une enquête officielle montrant même qu'elle pouvait monter à 66%. En outre, tous les radios-amateurs peuvent communiquer directement avec La Voix de la Paix sur 41m ondes courtes.

Octobre 73: La Voix de la Paix annonce au monde qu'une nouvelle guerre israélo-arabe va éclater et le bateau met le cap vers le canal de Suez. Deux jours plus tard, alors qu'il approchait, le conflit commence. La Voix de la Paix continue ses émissions 24 heures sur 24, demandant aux soldats de chaque camp de déposer leurs armes, au lieu d'aller tuer leurs frères pour le profit de politiciens et généraux bien à l'abri.

Les soldats des bateaux de guerre israéliens et libanais qui passent auprès, répondent en leur souhaitant bonne chance. Mais une vedette israélienne aborde le *Peace Ship* et l'oblige à s'éloigner de la zone des combats.

Le *Bateau de la Paix* ira quelques temps après s'ancrer dans le port de Marseille et Abie parcourra l'Europe à la recherche des énormes fonds nécessaires au redémarrage de son action et au recrutement de nouveaux bénévoles. La première contribution qu'il reçut de France au bout de huit mois fut celle de trois prostituées de Marseille dont l'une, pour avoir vu sa photo dans le journal, l'avait reconnu dans la rue. Ce fut le démarrage d'une série de dons qui lui permit d'éviter de transformer le bateau en radio commerciale (La Voix de la Paix

n'ayant alors jamais accepté de ressources publicitaires); en avril 75, alors que le bateau est à quai depuis 15 mois, la télévision française vient tourner une émission, qui semble n'avoir jamais été diffusée depuis.

Le 28 mai 75, le *Peace Ship* met le cap sur le canal de Suez: sa réouverture ayant été annoncée, il veut être le premier à le franchir. A peine sorti du port de Marseille, il commence ses émissions à destination du public français! Mais aux abords de Port-Saïd, trois bateaux de guerre l'arrêtent et il voit la réouverture du canal se faire pour des bateaux de guerre, en particulier ceux des pays qui avaient sauvagement bombardé Port-Saïd et Suez en 1956. Au bout de trois semaines, il remet le cap sur Israël, au large du port d'Haïfa. Manquant d'argent, La Voix de la Paix doit se convertir alors en radio commerciale; les bénéfices sont reversés pour les enfants juifs et arabes. Les émissions reprennent le 1er août pour s'arrêter à nouveau le 16 septembre: le *Bateau de la Paix* est reparti vers le canal de Suez avec à son bord 80.000 fleurs offertes par des Israéliens aux Egyptiens. A nouveau bloqué à Port-Saïd, Abie débarque clandestinement avec sa cargaison de fleurs dans un petit canot à moteur. Conduit dans une base militaire, il est interrogé les yeux bandés, puis mis dans un avion en partance pour Rome.

Le *Peace Ship* retourne au large d'Israël où il reprend ses émissions. Depuis lors, elles continuent 24 heures sur 24, ressemblant un peu à Radio-Caroline et aux autres radio-pirates de la Mer du Nord, ce qui crée d'ailleurs parfois des problèmes entre Abie Nathan et son équipe: ses disc-jockeys ont parfois l'impression de n'être que des figurants dans une pièce où celui-ci est la vedette. En 76, Israël crée une nouvelle station diffusant du rock et pop pour concurrencer ses émissions. Malgré les problèmes techniques et humains, la radio-pirate garde un grand impact, d'autant plus

qu'on apprécie les dons (faits avec les recettes publicitaires) à des hôpitaux et des écoles juifs et arabes. En janvier 77, le *Peace Ship* finit par recevoir l'autorisation de traverser le canal de Suez, le cargo étant considéré comme «panaméen» et non israélien.

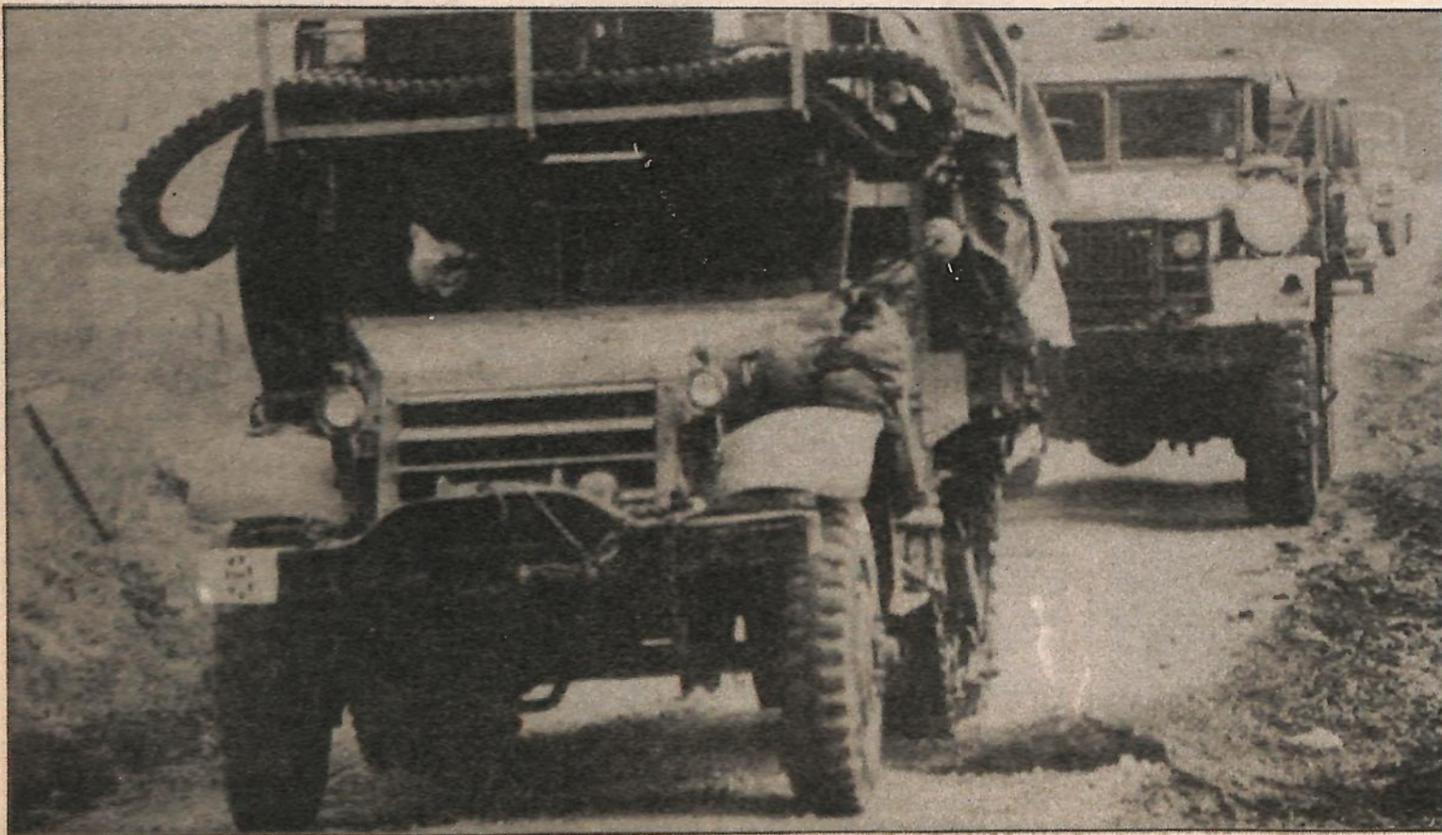
Le fou de la paix

La grève de la faim d'Abie Nathan rappelle à certains qu'on l'a souvent appelé le Fou de la Paix. Pas si fou que cela pourtant. En 1973, Abie avait invité Golda Meïr et Sadate à venir discuter à son bord; depuis Sadate est allé plus loin, puisque c'est à Jérusalem qu'il a rencontré Meïr et Bégin. Depuis qu'Abie a montré qu'on pouvait traverser les frontières du conflit, une dizaine de femmes et d'hommes (qui ne naissent d'ailleurs peut-être par son action), venant d'Europe, ont marché à pied de leur pays jusqu'à Jérusalem, après avoir traversé les pays arabes (Abie semble malheureusement être le seul civil à avoir fait le chemin en sens inverse). Par groupe de deux, sans aucune publicité, les marcheurs se succédaient chaque année (contact: la «Route de Jérusalem», 18 bis Bd de Richelieu, 92500 Rueil-Malmaison). Les radios-pirates font désormais partie de notre environnement quotidien. Parmi des populations lassées d'une guerre manipulée par les Grands. Cet espoir déçu par Bégin a entraîné la première rupture de l'union sacrée qui fait la force de l'Etat Israélien depuis trente ans.

Le 7 mars 78, 348 jeunes officiers de réserve adressent une lettre ouverte à Bégin, réclamant la cessation des implantations en territoires occupés. En Israël, les jeunes qui ont trente ans ont tous fait, hommes ou femmes, un long service militaire et deux guerres (67 & 73) et beaucoup n'en ont jamais compris les raisons profondes (après chaque guerre, les hôpitaux psychiatriques se remplissent en Israël!). Aussi l'initiative des jeunes officiers leur vaut aussitôt 7.000 coups de téléphone et avec 10.000 signatures de soutien, ils démarraient le mouvement «La Paix Maintenant» (Peace Now: P.O. box 21291, Tel Aviv, Israël).

La paix maintenant

L'idée du mouvement était en l'air, en particulier à l'université de Jérusalem; mais ce qui a tout déclenché, c'est la réponse très dure faite par Bégin à 1.000 lycéens qui lui avaient écrit pour lui demander de reprendre les négociations avec Sadate (Begin les accusa dans la presse d'être manipulés par les communistes). Le 1er avril «Shalom Ach'chav» (nom hébreu du mouvement) rassemble 30.000 personnes à Tel-Aviv, alors qu'on en attendait dix fois moins. Malheureusement, un contre-mouvement «la paix sûre» créé avec le soutien du pouvoir réunissait à son tour 40.000 personnes à Tel-Aviv, le 14 avril. Le 26 avril, une chaîne humaine de 4.000 personnes portait de main en main sur les 20 kilomètres de route de Tel-Aviv à Jérusalem la



L'entrée des troupes israéliennes au Sud-Liban le 15 mars.

Photo Sygma

pétition de Peace Now au premier ministre Begin. Cette fois, ils avaient l'appui de trois mille juifs de France, de 37 personnalités juives américaines, de trois cent Israéliens religieux (rabbins, kibboutznick et intellectuels) qui soulignaient que tous les Israéliens religieux n'étaient pas forcément des militants du «Bloc de la Foi» le plus important des groupes extrémistes qui soutient Bégin (et principal organisateur des dernières implantations en territoire occupé), avec encore le soutien de 60.000 signatures désormais (dont un millier d'officiers de rang supérieur). Jusqu'ici le mouvement se veut apolitique; mais lors d'une manifestation organisée aux abords des bureaux du premier ministre le 27 juin à Jérusalem, à laquelle participaient 3.000 personnes, le mot d'ordre était «Begin démission», tandis que les orateurs soulignaient qu'il fallait adopter une attitude plus radicale à l'égard de Begin qui avait montré clairement qu'il refusait désormais tout retrait des territoires occupés. Abie dont c'était le 45^e jour de grève de la faim participait à cette manifestation dans un fauteuil roulant.

Bien sûr, on pourra objecter que «Shalom Ach'chav» est le fait en majorité de jeunes de milieu aisé. Mais ce qui fait sa force, c'est d'oser dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Beaucoup sont les enfants des pionniers des kibboutz et à leur manière renouent avec l'idéal socialiste-communautaire de ceux-ci. Les ambiguïtés du mouvement sont indéniables, en particulier vis à vis des Palestiniens: on reconnaît leur existence, mais on ne se prononce pas sur le problème politique de la libération de la Palestine. Pourtant tout évolue très vite en Israël. Au moment où l'Etat possède un armement et une capacité militaire considérable, il connaît une crise politique sans précédent, l'union sacrée est rompue, le gouvernement est sur le point d'éclater.

Au moment où Américains et Russes se préparent à un nouveau partage des pays qui bordent la Mer Rouge (Proche-Orient et Afrique orientale), face à la logique du profit, de l'Etat, une histoire d'amour judéo-arabe commence: celle de Daniëla-Amine, juive yéménite née en Israël et de Hassan, palestinien des territoires occupés, qui se battent pour que les autorités israéliennes leur reconnaissent le droit au bonheur et à la liberté (voir *Libé* du 26 juin 78). Cette histoire peut devenir le symbole de la mutation qui s'amorce dans la conscience populaire des pays du Proche-Orient.

Depuis le 23 juin, «La Voix de la Paix» a cessé ses émissions; Abie a précisé qu'il ne pouvait les continuer tant que les gens ne comprendraient qu'elles ont un autre but que de les distraire. «La Voix de la Paix» ne doit pas s'éteindre.

Avec un bon équipement on peut la capter ou la contacter sur les longueurs d'onde indiquées ci-dessus. On peut écrire, envoyer des dons et messages de soutien à «Peace Ship Foundation», P/O box 4399, Tel-Aviv, Israël. A noter que le Peace Ship a parfois du mal à trouver des volontaires: qui veut y aller?

Shalom. Salam
Peace. Paix.
Régis Pluchet ●

Pour cet article, j'ai abondamment «piraté» (comme il se doit) les excellents articles publiés entre début 75 et début 77 sur «La Voix de la Paix» par Kanar (aujourd'hui disparu, mais il reste encore quelques exemplaires à 2F pièce des n° 3 à 9, à demander à Pascal Vanbreemsch, «Les Pinsons», Bât E 37, Fort Maillebois, 62500 St Omer). Sur le Mouvement la Paix Maintenant, il faut lire la non moins excellente «suite israélienne» de Marc Kravetz (*Libé* des 17, 18, 20 & 23 mai 78).

Document

APPLIQUER UNE DOCTRINE DE FEU

Le témoignage qui suit pèse lourd. Son auteur est tout simplement le général Gour, ancien chef d'Etat-Major israélien, celui-là même qui avait qualifié de «ruse de guerre» le voyage de Sadate à Jérusalem.

Il est extrait d'un long interview sur la dernière expédition israélienne au Liban, publié dans le quotidien «Al Hamishmar», organe du MAPAM (aile gauche du Front Travailleur qui perdit le pouvoir en mai 77), le 5 mai dernier.

Non repris, à notre connaissance, par la presse occidentale, il se passe de tout commentaire.



DR

Q. Nous avons passé pas mal de temps au Liban au cours des dernières semaines. Ce qui s'est produit là-bas a provoqué une véritable stupefaction. On a vu des soldats de l'Armée Israélienne pillant et cambriolant les magasins, démolissant des maisons, même quand il n'y avait pas le moindre terrorisme en vue. Qu'est-il arrivé à l'Armée Israélienne? Qu'est-il advenu de sa fameuse éthique de guerre? De ses règles d'épargner la population non-combattante, qui comprend des femmes, des enfants et des vieux? Avec l'expérience de si nombreuses guerres, n'était-il pas possible d'empêcher le pillage qui a eu lieu? Si par exemple un commandant de brigade avait dit à ses chefs de bataillon qu'ils iraient eux-mêmes en prison si on prenait leurs hommes à piller, on peut être certain qu'ils auraient fait tout leur possible pour ne pas se laisser dépasser. Vous n'avez pas idée de ce qui a pu se passer là-bas.

Gur : Comment je n'ai pas idée? Est-ce que je n'y étais pas? (...)

Quand vous dites à des gens qu'on a élevés dans la morale de «Tu ne tueras point»: «Va à la guerre et tue l'ennemi», alors tout le reste est permis. A la minute où vous transgressez le code moral, que peut faire un homme?

Mais qui transgresse ce code?

Le simple fait que le commandement «Tu ne tueras point» se change en l'ordre «tue l'ennemi».

Exact. Mais il faut d'abord identifier l'ennemi.

Le soldat n'a pas ce problème. L'alternative est allons-nous à la guerre ou pas?

Mais en cas de rencontre avec la population civile?

A Jaffa (1) y avait-il à un moment donné une population civile ou pas? A Haïfa, y avait-il une population civile hostile? Ont-ils laissé un seul appartement intact ou non pillé?

Mais cela ne suffit pas pour justifier...

Je ne dis pas que cela puisse se justifier. A chaque fois nous élevons une nouvelle génération de combattants pour lesquels c'est la première guerre. Ils y goûtent pour la première fois. Des commandants de bataillon jusqu'en bas, les soldats qui participèrent à la campagne du Litani, ont pris part à la guerre du Kippour. C'était leur premier goût de guerre, et le pillage et le saccage font, j'en ai peur, partie de cette première expérience.

Et quelles sont les conséquences?

Il nous faut alors faire plus attention. Mais d'abord la guerre doit être victorieusement conclue. Et l'attention des commandants doit être centrée sur l'objectif de terminer l'opération

d'un point de vue militaire. Vous n'arrêtez pas une attaque pour soigner les blessés. Vous continuez à attaquer. Par conséquent, vous n'arrêtez certainement pas pour régler la conduite des soldats. Mais que pouvez-vous faire? Vous conduisez une lutte, contre le vol, pour plus de discipline, pour un appareillage plus net, pour préserver l'équipement. Et vous savez très bien combien de matériel disparaît pendant les périodes de réserve, etc (...)

Dans le cas où ceci ne serait pas la dernière guerre, comment un jeune Israélien peut-il être préparé à une rencontre avec des civils pendant le combat?

Les hommes qui ont pris part à l'opération Litani étaient préparés en principe, mais pas en détail. Cette population civile, au milieu de laquelle nous nous sommes battus, est une population qui a donné asile à des terroristes depuis plus de dix ans. C'est une population civile connue pour avoir activement aidé les terroristes. C'est un fait historique. Il ne sert à rien d'avoir une belle âme et d'être délicat après coup. Moi-même en tant que commandant du front, je les ai bombardés pendant deux ans et demi. Après le massacre d'Avivim (2) j'ai bombardé et pilonné quatre villages sans permission formelle! Avez-vous idée du nombre de villes et de villages que nous avons mitraillés pour protéger Beit-Shean?

Au hasard, sans choisir?

Choisir quoi? Les gens d'Irbid n'avaient rien fait quand je les ai mitraillés et bombardés. Mais c'était près de Beit-Shean, près de Maoz-Haym, près de Beit-Alfa... alors on pensait que c'était naturel. L'armée de l'air maintenait deux bombardiers en vol. Quelqu'un tirait?... Ils bombardaient. Que vous arrive-t-il? Avez-vous oublié votre histoire?

Nos déclarations militaires officielles parlaient toujours de représailles contre des sources de feu ou des représailles dirigées seulement contre des cibles terroristes.

Oh! S'il vous plaît... Est-ce que vous ne savez pas qu'on a vidé la vallée du Jourdain pendant la guerre du Kippour?

En d'autres termes, lorsque vous parlez d'un bombardement effectué par l'armée de l'air israélienne, vous voulez dire que nous l'avons fait à l'aveuglette?

Je n'ai pas la mémoire sélective. J'ai servi dans l'armée pendant trente pleines années. Vous pensez que je ne sais pas ce que nous avons fait pendant toutes ces années? Ce que nous avons fait, le long du Canal de Suez? Nous avons créé un million et demi de réfugiés! Vraiment, où vous croyez-vous? Vous arrangez les choses dans vos esprits pour satisfaire vos désirs du moment. Nous avons bombardé Isailiya, Port-Saïd, Port-Fuad. Un million et demi de réfugiés! Que s'est-il passé tout d'un coup? Pendant dix ans il était impossible de voyager de nuit le long de la frontière libanaise. Comment se fait-il que cette population du Liban du Sud soit devenue tout à coup une population de saints? Ils savaient ce que les terroristes faisaient, ils les aidaient avant et après leurs opérations et les recevaient comme des héros.

Donc, votre thèse est que cette population est punissable?

Certainement. Je n'ai jamais eu le moindre doute à cet égard. Vous me demandez ce qu'il en est de la population de Nakura, d'où des katyushas ont été tirées sur Nahariya, où les terroristes vivaient parmi la population civile? J'ai vu, de mes propres yeux, comment les terroristes s'asseyaient dans la maison principale, aux murs verts, et mangeaient avec les gens du lieu.

Dans vos instructions aux troupes, n'avez-vous pas déclaré qu'une distinction devrait être faite entre la population en général et ceux que nous voulons frapper?

Je ne raconte pas d'histoire. J'ai donné cet ordre à l'armée toute entière. Et lorsque j'ai donné l'ordre aux troupes d'entrer dans une région habitée et «d'appliquer une doctrine de feu», je savais ce que je faisais (...) (3)

(1) En 1948.

(2) Opération du FPLP-CG contre un autobus d'enfants israéliens en Haute-Galilée pendant l'été 1970.

(3) On peut trouver la traduction française de l'interview intégral du général Gour dans *Nouvelles de l'Intérieur*, bulletin ronéoté d'information sur la Palestine occupée et la société israélienne, n°6, juin 78, pages 47 à 57 (ASMAH, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris).

Enfin une denrée qui baisse: LA VIANDE HUMAINE



photo Xavier Lambours

Les bourgeois, c'est cruel. Ça entasse 700 pauvres sur un camping bord de route (et de mer) et ça y met le feu. Les bourgeois, c'est des artistes. Ça choisit une pyrotechnie raffinée, le propylène, produit de distillation du pétrole. Les bourgeois, c'est pas des cannibales : les victimes de ce méchoui tragique ont été rendues à leurs familles.

C'est surtout malin, les bourgeois. L'émotion considérable (une émotion non considérable n'a pas à être considérée, c'est pourquoi on la dit émoi), l'émotion considérable du pauvre peuple des moutons a été détournée sur, devinez quoi, sur le rapatriement des débris calcinés. C'est un peu comme si les veaux en route vers les abattoirs s'inquiétaient du futur transport des côtelettes. Ainsi détourne-t-on, au sens situationniste, une très belle situation de révolte sur l'incurie scandaleuse des autorités espagnoles, voire sur leur rapacité suspecte (voulait-ils garder les corps à des fins scientifiques?).

On vit, comme dit Reiser, une époque formidable : celle des masses. Les masses massifient tous les problèmes. Deux grands brûlés, ça se soigne. 300 d'un coup, ça pose des questions. Faudra-t-il prévoir, au bord des campings, des hôpitaux capables de traiter 300 brûlés, ou 300 noyés, ou 300 empoisonnés? Les systèmes les plus perfectionnés sont les systèmes les plus

fragiles. Aux USA, une bougie a fait cramer une centrale nucléaire. La NASA a mis 24 milliards de dollars dans le programme Apollo mais trois cosmonautes ont grillé au départ. Les autoroutes permettent de gagner du temps : mais un simple carambolage immobilise les files sur cinquante kilomètres. L'avion est le moyen de transport le plus fiable, mais deux Boeing 747 s'écrasent l'un contre l'autre au décollage, pour un banal refus de priorité.

En voulant gérer massivement les masses, les bourgeois se heurtent toujours au grain de sable, mais comme c'est les masses qui trinquent, leur sommeil n'en est pas troublé. La marée noire, les catastrophes routières, les campings tragiques, et bientôt les accidents de centrales nucléaires, sont passés aux profits et pertes de la Fatalité, la fameuse Moira grecque, déesse suprême, tragique et impitoyable, au dessus des volontés humaines. Ainsi dissuade-t-on le pauvre homme de se révolter contre sa condition humaine, puisque, de toutes façons, on n'y peut rien.

On aura beau faire, il y aura toujours un camion de propylène aux alentours, fôlatrant à la lisière des loisirs communautaires, comme pour rappeler aux insouciant qu'on vit une époque dangereuse, et qu'il faudra bien rentrer un jour, vers les transports normaux de notre propylène quotidien.

Pourtant, les statisticiens étaient formels : il y avait une chance sur un million pour qu'un camion de propylène explosât à l'heure de la sieste sur un camping bondé. Autant dire que la probabilité d'un tel accident était nulle. Rien à voir avec celle d'un accident maximal croyable de réacteur nucléaire, qui est, quant à elle, beaucoup plus large. Cela n'empêche pas les bourgeois de construire des centrales-à-éclairer les masses avec la foi qu'ils mettent à niveller les plages-à-bronzier les masses.

Le Destin, sous forme d'une erreur humaine (celle du camionneur espagnol économisant les pesetas de l'autoroute), saura bien se matérialiser un jour près de Cruas ou de Malville.

Les grands Sacrifices humains de jadis étaient les guerres. Les immolations d'aujourd'hui sont les catastrophes. Le résultat est le même : la Sécurité remplace la Défense de la Patrie, le contrôle demeure. En vacances, on peut, on doit même, tout oublier, sauf sa sécurité.

La catastrophe, ce moyen libéral de gestion des masses contrôlées, joue le rôle d'un goulag apolitique. Sauf que chez nous, les gens s'enferment tout seuls au camping de Los Alfaquès. Grosse supériorité sur le mode de gestion des masses soviétiques. Là-bas, au paradis de la classe ouvrière libérée, on estime à un million et demi le nombre de prisonniers politiques. Dix millions pour les prisonniers de droits communs. Dans un pays où le dissident

est déclaré fou ou obscène, la frontière est floue entre le crime de droit commun et le crime de lèse-pensée brejnevienne. Disons 10 millions de prisonniers politiques et n'en parlons plus. Le caviar dont Marchais beurre ses tartines au soir du 22^e Congrès du Parti Communiste Français est préparé par les camarades prisonniers du camp de Guriev, en Caspienne, et les crustacés dégustés par Jimmy Carter, au Congrès des Droits de l'homme, sont mis en boîte par les prisonnières du camp de Shikotan.(1)

Il y a, il y aura toujours, des gens pour croire que l'alternative à la gestion des masses de Los Alfaquès est la gestion des masses du Goulag. Et de nous proposer l'exemple historique de la Révolution d'Octobre... Mais tous les pestiférés émotionnels de tous les pays se gèrent de la même façon : par la force ou la propagande. L'alternative existe : c'est la dissolution des masses, le retour à l'unique. La libération est individuelle. Elle se fait par l'esprit.

Les gens libres ne «partent pas en vacances». Ils n'étaient pas à Los Alfaquès. Ils sont vivants. Les gens libres ne «pensent pas comme Brejnev». Ils sont au goulag. Ils sont vivants.

Arthur ●

(1) Selon le dernier numéro du «Monde Libertaire», qui publie un dossier sur le Goulag.



Bilan d'un an de concubinage

Cher ami Chère amie

CE supplément, quatre pages détachables de **La Gueule Ouverte** de cette semaine, est adressé tout particulièrement à nos plus fidèles lecteurs. A ceux qui ont la constante curiosité de connaître notre histoire et la constante gentillesse de faire le geste qui aide au bon moment.

Notre histoire personnelle, si nous en parlons peu, c'est qu'elle court plus vite, et avec davantage de zig-zags que le furet... Depuis un peu plus d'un an qu'est devenue une réalité la fusion de **La Gueule Ouverte**, hebdomadaire d'écologie politique, et de **Combat Non Violent**, organe de recherche sur la non violence lié au Centre de rencontres des Circauds, rien n'est plus pareil. Je pense pouvoir dire qu'aucun de ceux qui étaient présents au premier bouclage en juin 77 n'est tout à fait le même homme ou la même femme aujourd'hui. Ni la parfois douloureuse recherche sur l'individu et son implication sociale dans un groupe non hiérarchisé, ni la conscience analytique autant que militante que nous tenons à avoir des événements de l'actualité, ne nous ont permis de ronronner dans la douce fourrure d'une personnalité acquise comme un rempart et douillettement entretenue. C'est valable pour chacun d'entre nous, c'est valable aussi pour notre produit: notre hebdomadaire.

Il y a un an, rappelez-vous, on préparait Malville. L'écologie, c'était simple, c'était en priorité l'anti nucléaire. Les moyens d'action, facile: les rassemblements de masse, de plus en plus spectaculaires, de plus en plus chargés en nombre, de plus en plus déterminés. C'est ainsi qu'un «serpent des luttes», à l'initiative de **La Gueule Ouverte**, promenait la militance à travers la France, à travers l'antimilitarisme, les revendications de vie au pays, le refus du grand canal, du grand barrage, etc... Jusqu'à la grande baffe de Malville!



JEAN CAILLON

Les mois suivants, secouant les voiles de deuil au moment opportun, sans beaucoup d'analyse ni de prospective, les écologistes se tournaient avec résolution vers la préparation des élections de mars 78: **La Gueule Ouverte** leur ouvrait ses colonnes, à la grande surprise de certains... qui se sont quelque peu éloignés. Par ailleurs, un dénommé Baader et quelques uns de ses amis se faisaient assassiner dans les prisons d'une nation dite civilisée proche de la nôtre. Un avocat qui avait le tort de ne pas défendre que des gens «bien pensants» était extradé de France pour être placé dans ces mêmes prisons, avec les mêmes risques. Devant ces monstrueux événements -dont des gouvernements, agissant en notre nom, font de nous les complices implicites- nous disions ici notre perplexité, notre colère, notre dégoût, voire notre découragement. De nouveau, des lecteurs se sont écartés, ne reconnaissant pas là ce qu'ils croient être le catéchisme de la non violence.

Quelques mois plus tard, les fameuses élections venaient montrer avec éclat la déchéance et l'impuissance des partis de la gauche traditionnelle, de plus en plus éloignée de ce qu'il est convenu d'appeler sa base, de plus en plus inapte à seulement entrer dans les problèmes des individus qui la composent et donc, *a fortiori*, à les résoudre. Certes, dans ces gargarismes de vieux coqs enroutés, dans ces borborigmes de repus aux digestions difficiles, l'écologie a fait entendre, de sa voix fluette, un chant nouveau. Ces urnes étaient-elles bien le lieu où les paroles de la chanson risquaient de dépasser la rampe du spectacle? Là dessus encore, les lecteurs se sont divisés.

Certains ont préféré, sans bruit, sans éclat, travailler dans leur région, dans leur niche écologique, à ce que nous avons appelé «**Écologie n+1, l'écologie vivante**». Changer tout, tout de suite. Chez soi. Chacun, à son niveau, fait le geste de changement profond qui lui est possible. Le lien entre ces actions ponctuelles peut être un vaste réseau qui mettrait sur pieds, sans ambition gigantesque, les conditions matérielles et **psychologiquement individuelles** de l'alternative... La révolution,

ceux-là le savent, ce n'est pas un jour de fête, sanglante ou non, sur lequel un glorieux soleil se coucherait, marquant la fin de l'oppression. La révolution, sous quelque forme qu'elle éclose (même si elle est «forcée» par une catastrophe industrio-nucléaire) aura des lendemains. Ce sont ces lendemains que «**Ecologie n+1**» prépare non seulement dans les mots, mais dans la réalité des choses.

Or, la réalité des choses, ce n'est pas seulement monsieur le Préfet qui donne le feu vert à telle construction, ce n'est pas monsieur le PDG qui déverse son cyanure dans la rivière, ce n'est pas monsieur le colonel qui balade ses Pluton. Pas seulement. La réalité des choses, c'est l'Etat, les Etats. Ces Etats qui ont acculé les Brigades Rouges à une violence dérisoire. Ces Etats auxquels nous avons à nous heurter si nous voulons que l'écologie soit politique, que la non violence soit autre chose qu'une belle histoire.

Toutes ces considérations, et d'autres, sont passées à travers nous, à travers notre hebdomadaire, au cours de cette année, presque un peu au hasard des événements et de notre sensibilité. Paul Blanquart, le nouveau de l'équipe, est venu nous rappeler qu'au delà de la crise du travail (dont il nous arrive fréquemment de nous faire l'écho) se trame une dangereuse réorganisation du capitalisme mondial par l'intermédiaire de la fameuse Trilatérale qui place ses pions au sein des gouvernements, des état-majors d'armée, des sociétés multinationales. Le monde n'est plus ce jardin à l'anglaise aux creux duquel peuvent pousser l'églantine ou la sariette presque à leur gré. Un jardinier à la versaillaise est en train d'y mettre bon ordre, chaque chose à sa place: les activités tertiaires pour l'Occident, et puis fabrication de main d'œuvre et mobilisation industrielle (avec tout son cortège de pollutions) pour le Tiers-Monde plus que jamais, et peut-être définitivement, dépouillé du droit à disposer de lui-même.

Alors, où peuvent se situer l'écologie, la non violence, dans tout cela? A quoi, à qui, pourquoi, peut servir un hebdomadaire comme le nôtre?

Nous en avons une petite idée. L'écologie non violente, cela peut être ce regard différent porté sur toutes les luttes sociales là où elles ont lieu, en privilégiant tout à fait au ras des pâquerettes celui qui les vit et qui les parle, puis en replaçant, au moment de la réflexion, l'information recueillie dans le terrifiant contexte international. L'écologie, c'est aussi étudier ces aventures du peuple dans chacune des ramifications qu'elles comportent et qui ne sont pas forcément évidentes à première vue: régionalisme, féminisme, jeunes, chômage. L'écologie c'est encore, en chacun de ces lieux, remettre en question le travail et sa finalité: quelle production, pourquoi, comment. L'écologie non violente, cela peut être enfin un courageux face à face avec la violence, sans pudibonderie ni complaisance (la bonne conscience a de ces ruses!..) et cela peut être une recherche politique pratique d'alternative à ces violences en cascade.

Au bout d'un an de travail, d'observation, de remises en cause, de réflexion, nous en sommes à peu près là. Nous avons envie de continuer. Avec davantage de méthode. Nous avons envie que **La Gueule Ouverte**, outil qui nous (vous) permet un travail politique précis, survive encore longtemps. Pour cela, nous avons besoin de vous. Aidez-nous à faire connaître l'hebdo, à trouver de nouveaux abonnés. Nous ne sommes pas une si petite minorité à marcher dans la même direction, il suffirait de nous connaître pour devenir une force. Eh bien, se reconnaître à travers un hebdomadaire, c'est un bon début.

Grâce à vous et aux nouveaux abonnements qui vont rentrer (à propos, avez-vous songé à renouveler le vôtre?) nous pourrons, d'ici septembre, élargir l'équipe et ainsi diversifier nos champs d'investigation, approfondir certaines questions, tout en étant davantage à l'écoute des militants.

Merci d'être toujours ceux sur qui nous pouvons compter.

**pour l'équipe
Isabelle Cabut**

FOURNIER DEJA...

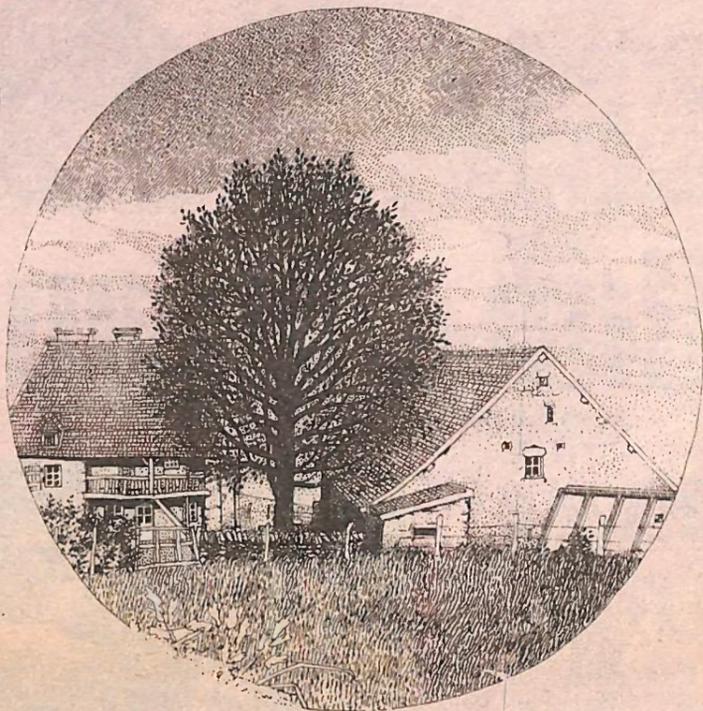
Si l'on accorde au mot écologie son sens étroit, mais précis, de science du milieu vital, disons vite que ce journal n'ambitionne pas d'être un journal écologique. Si on lui accorde le sens vaste et vague, de subversion radicale et globale qu'il a pris en quelques années, disons alors que ce journal n'a pas encore réussi à devenir écologique, mais qu'il y tend, du moins, avec bonne volonté.

...Subversion radicale et globale, cela signifie subversion d'une société mutilante et suicidaire par: 1) la mise en évidence, 2) la prise en compte de TOUT le phénomène vital, en commençant par les racines. Il va de soi que mettre en évidence sans prendre en compte, dénoncer une situation sans y réagir nous-mêmes, serait une gageure difficilement soutenable. D'où l'obligation où nous voilà de changer de mode de vie en même temps que de prêcher le changement. Comme cette prédication ne peut atteindre son but que si nous participons au système, assez pour l'y faire passer, on voit quelles contradictions quotidiennes nous devons affronter...

Fournier

dans La Gueule Ouverte n°4, février 1973

Aux Circauds



L'association (loi 1901) «Les Amis des Circauds» gère un centre de rencontre au lieu-dit «Les Circauds» à côté de La Clayette (siège du journal). L'association s'est portée acquéreur de trois autres maisons où peuvent (et pourront) loger des permanents du collectif «Gueule Ouverte - Circauds».

Depuis 1971, des sessions ont lieu au Circauds. A l'origine centrée sur la non violence, la réflexion s'est élargie à l'écologie, aux techniques douces (énergies, agriculture...), à la désobéissance civile, aux éducations, aux femmes, à une recherche sur le fonctionnement relationnel dans le groupe à travers la bio-énergie, etc.

Nous sommes en train d'équiper un atelier afin de réaliser des capteurs solaires, des éoliennes, etc. Cet atelier n'est pas uniquement réservé à nos besoins propres: il sera à la disposition de ceux qui ne sont pas outillés, en cherchant ensemble une base saine d'échange.

Pour mieux situer la relation journal/centre de rencontre, il faut préciser qu'il existe un collectif regroupant les deux instances et dont tous les membres ont droit de décision tant pour l'un que pour l'autre. De ce fait, un mutuel échange s'opère entre ce qui s'écrit dans le journal et ce qui se déroule dans le centre de rencontre.

D'autre part, «Les Circauds» est un hameau où des enfants, des femmes et des hommes de ce collectif essaient de vivre ensemble un quotidien autre en recherchant des alternatives vivables dans leurs relations aux autres et au milieu.

Notre projet est d'augmenter le rayonnement politique du centre de rencontre, donc de le rendre fonctionnel en toutes saisons, de pouvoir accueillir plus de monde et de proposer plusieurs sessions simultanées. Nous avons pour cela installé le chauffage central, nous allons aménager la grange et terminer «la maison du coin».

Nous cherchons pour faire ce chantier, cet été, sept ou huit personnes ayant des connaissances approfondies en maçonnerie, charpente, menuiserie, couverture, et créant par elles-mêmes un groupe autonome. Evidemment, nous offrons logement et nourriture. Nous demandons aux personnes intéressées de bien vouloir nous écrire avant de venir.

Comme la souscription auprès des Amis des Circauds pour le chauffage central a apporté 3 500,00 F (sur les 6 200,00 F nécessaire) et que le journal ne peut guère aider l'aménagement des Circauds, nous faisons appel à vous afin de réaliser ce projet.

Les permanents des Circauds.

UN CREUSET

S'il est une chose que ce début 78 aura une nouvelle fois (souvenez-vous de 68) démontrée, c'est que la gauche -dans ses instincts, ses analyses et ses propositions- est déphasée, hors-sujet. En dehors des problèmes posés à notre époque, dans les métropoles congestionnées comme dans les périphéries de la faim : notre mode de «développement» est meurtrier. Peuples entiers, là-bas, dépossédés de toute emprise sur leur avenir. Conséquences, ici, de la reconversion économique autour de nouvelles industries motrices (informatique et nucléaire) : dialectique de l'insécurité (de la main d'œuvre : chômage, hors-statut) et du renforcement sécuritaire (société de contrôle généralisé).

S'il est un mérite à attribuer aux écologistes, c'est d'avoir réintroduit cette idée, à la fois vieille et neuve parce que vraie : que la nature de l'appareil de production conditionne les rapports sociaux et, partant, chaque individu au plus intime de lui-même. Et que le nôtre, qui étend son empire au monde entier, détruit les amours et les sens, les relations de jouissance et d'ouverture à soi, aux autres, à la nature qui nous enveloppe, à la culture accumulée. Nous sommes en barbarie. En sortir, se réapproprier la vie, suppose que l'on reparte d'une micro-échelle : «small is beautiful». Se remettre à penser par soi-même, expérimenter de façon autonome, relancer chacun nos capacités imaginatives : pas d'autre perspective «démocratique» possible.

Rien d'étonnant, dès lors, que se coagule autour de cette idée simple, mais à l'enjeu gigantesque, toute une nébuleuse. Celle des corps amputés, des désirs refoulés qui protestent. Celle, multiple, des dissidences de la grande machine : femmes en recherche de ce qui d'elles n'est encore jamais advenu, insoumis des Etats et de leurs armées en tous genres, amoureux d'un coin de terre car la croissance suppose l'enracinement, jeunes en rupture d'un travail qui est tout le contraire d'une création.

Bigarrure étonnante, mais au fond convergente. Celle des poètes d'un nouveau monde. En ce temps épais et lourd où la désespérance rôde, ce serait bien si la *Gueule Ouverte* était, d'un unique mouvement, reflet et aliment de ces multiples étincelles et du feu fondateur qu'ensemble elles constituent.

Paul Blanquart



Abonnez-vous les uns les autres

J'ai envie de m'abonner, voici mon adresse

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

 CODE POSTAL
 VILLE
 ci joint.....F

abonnement : 1 an
 170 à 250 F selon vos revenus.
 180 F minimum pour l'étranger.
 150 F collectivités.
 75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs,
 insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
 Editions Patatras
 BP 26. 71800 La Clayette.

J'ai envie de m'abonner, voici mon adresse

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

 CODE POSTAL
 VILLE
 ci joint.....F

abonnement : 1 an
 170 à 250 F selon vos revenus.
 180 F minimum pour l'étranger.
 150 F collectivités.
 75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs,
 insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
 Editions Patatras
 BP 26. 71800 La Clayette.

LES HOMMES PENSENT MAIS ILS NE SONT PAS



photo Arnaud Bauman